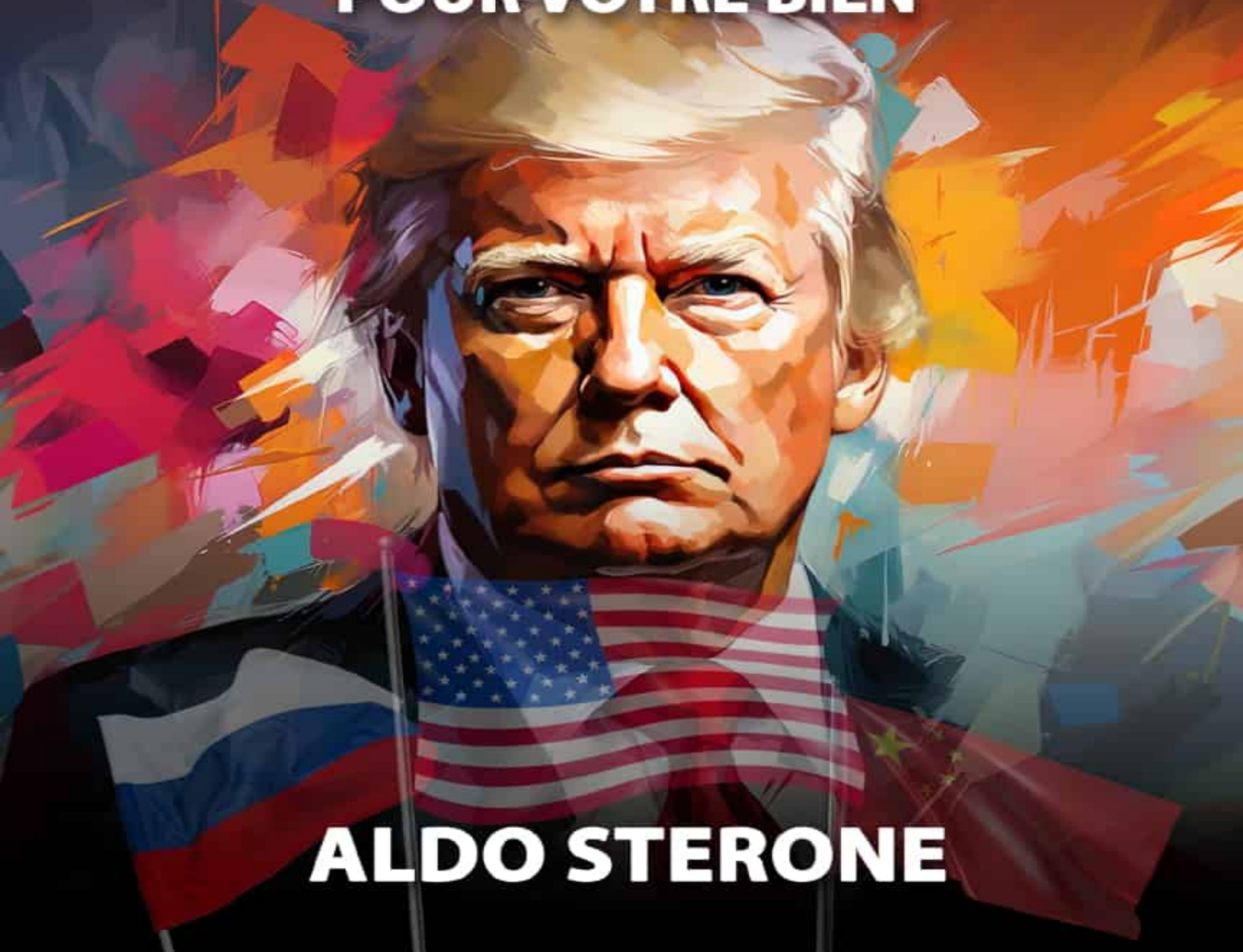




LE **GRAND RESET**

POUR VOTRE BIEN



ALDO STERONE

LE GRAND RESET POUR VOTRE BIEN

ALDO STERONE

ISBN:

979-8871986356

RÉALISME
EDITEUR

*Le WEF est une grande constellation d'égos impliqués dans
une orgie d'adulation mutuelle.*

Boris Johnson
Premier ministre britannique

TABLE DES MATIÈRES

[Préface](#)

[Introduction](#)

CHAPITRE 1: [Méthodes de Travail](#)

CHAPITRE 2: [Trump, un accident de parcours](#)

CHAPITRE 3: [L'Équation Technologique](#)

CHAPITRE 4: [Un Nouveau Pouvoir : Big IT](#)

CHAPITRE 5: [Le Déplateformage](#)

CHAPITRE 6: [Le Modèle chinois du Grand Reset](#)

CHAPITRE 7: [L'Armée des PDG](#)

CHAPITRE 8: [La collusion avec la Chine](#)

CHAPITRE 9: [Le Changement Climatique](#)

CHAPITRE 10: [Le Capitalisme des Partis Prenantes](#)

CHAPITRE 11: [Vous ne posséderez rien](#)

CHAPITRE 12: [La Foi dans l'Informatique](#)

CHAPITRE 13: [La MMT: le moteur du Reset](#)

CHAPITRE 14: [Conclusion et notes de l'auteur](#)

PRÉFACE

par Ayham Hakki Alexander

« J'ai un projet, je veux ouvrir un bordel. Celui-ci aura quelque chose de spécial, je vais le faire dans la voie de Dieu. Je pose une question : est-ce une bonne ou une mauvaise chose ? D'aucuns penseront que c'est bien, d'autres diront que je suis un blasphémateur. Je repose donc ma question différemment : quand certains kidnappent un journaliste, l'égorgent devant les caméras et déclarent que c'est pour servir la cause de Dieu, 99% des gens disent que c'est bien. Quand je dis que je voudrais ouvrir un bordel dans le sentier de Dieu, il me semble que c'est beaucoup moins grave que de tuer des innocents pour Dieu. » - Aldo Sterone – Je veux ouvrir un bordel – vidéo en langue arabe – 2008.

C'est en regardant cette vidéo, il y a une dizaine d'années en arrière, que j'ai découvert Aldo Sterone. À cette époque, j'essayais de comprendre ce qui était arrivé au journaliste américain, James Foley, décapité par un des bourreaux de Daech, Mohammed Emwazi dit « Jihadi John ». La vidéo horrifiante de son exécution a fait le tour du monde et n'a pas manqué de susciter un profond émoi en Occident. Ce meurtre eut lieu quelques jours seulement après une opération ratée des forces spéciales américaines, initiée par Barak Obama, qui visait à libérer le journaliste et plusieurs autres otages détenus par le groupe terroriste.

Dès mars 2011, j'observais et analysais la rébellion du peuple syrien, puis son développement vers une guerre globalisée, où s'affrontaient plusieurs États qui avaient décentralisé les batailles, en Syrie, par l'intermédiaire de milices paramilitaires. Au départ, il s'agissait bien du peuple qui se soulevait contre le régime militaire, au pouvoir depuis près de quarante ans, mais après deux années de bombardements intensifs de la population civile et de massacres en tout genre, de nouveaux protagonistes de guerre faisaient leur apparition sur le terrain. Parmi ces acteurs, un groupe terroriste, Daesh ou État islamique, s'installa dans la ville de Raqqa, à l'est de la Syrie, près de la frontière irakienne. D'après plusieurs témoins avec lesquels j'ai pu m'entretenir, la division 17 des forces du régime d'Assad, qui occupait la base militaire de Raqqa, aurait tout simplement quitté les lieux, les laissant vides pour le nouveau propriétaire. Pas un seul coup de feu n'aurait été tiré.

Dans ce contexte absolument abracadabrant, je cherchais à retracer les pas de J. Foley. Mes contacts sur le terrain m'assuraient, sans aucun doute possible que ce dernier avait été capturé par l'armée d'Assad. Je me posais donc la question : comment a-t-il pu tomber aux mains de Daech ? En langue arabe, j'avais tapé « journaliste » sur

Google, afin de trouver de nouvelles sources d'informations, si possible de première main. C'est ainsi que je suis tombé sur cette vidéo d'Aldo Sterone concernant l'assassinat d'un journaliste. Compte tenu de la qualité de l'image, je n'imaginais pas un instant que j'allais entendre une réflexion aussi pertinente. Elle n'avait rien à voir avec l'objet de ma recherche, certes, mais Dieu sait à quel point ces quelques mots étaient intelligents. Je me suis dit qu'il a raison, après tout, si des fous décident de tuer des innocents dans le sentier de Dieu, *fisabilillah* en arabe, c'est quand même beaucoup moins grave de leur procurer du plaisir, évidemment dans le chemin de Dieu, n'est-ce pas ? Pour moi qui avais un parcours en islamologie assez important déjà et qui critiquais, en connaissance de cause, notre islam actuel, que je considère être l'Histoire des Arabes devenue religion au cours des siècles et qui n'a absolument plus rien à voir avec le Coran lui-même, les propos de ce youtubeur résonnaient harmonieusement dans mon esprit.

Je m'abonne à sa chaîne et petit à petit, je découvre son univers. On n'imagine pas qu'un homme qui filme ses vidéos d'analyses politiques, économiques, sociales, théologiques et aéronautiques, assis dans sa voiture, portant toujours des lunettes de soleil, puisse faire preuve d'une telle clairvoyance sur des sujets complexes et toujours très différents. J'étais au moins subjugué, voire parfois fasciné par sa capacité à lier des événements qui, au premier abord, n'avaient rien à voir les uns avec les autres.

Depuis, on s'est rencontrés, on a beaucoup échangé par des messages et des heures de conversation téléphonique. Nous sommes devenus amis, et même famille. J'ai fait la connaissance d'un homme exceptionnel, passionnant, doué d'une raison rare dans ce monde, et surtout un homme bon et généreux. Le Aldo Sterone que vous voyez en vidéo est celui de la vraie vie, il ne joue pas la comédie, il n'a qu'un seul visage. Ce n'est pas un influenceur qui vend du rêve, mais un leader d'opinion, dont la notoriété intellectuelle repose sur de vraies connaissances et une grande expérience de la vie.

J'ai très vite remarqué qu'avec Aldo Sterone, nous avons beaucoup en commun. D'abord, une origine tiers-mondiste et une histoire d'immigration commune vers l'Europe. Il parle plusieurs langues, dont le français, l'anglais et l'arabe. Il est passionné par l'islamologie qu'il connaît de manière circonstanciée et ne craint pas de dire ce qu'il pense. Dernier point et pas le moindre, Aldo Sterone adore l'aviation. C'est un geek, un *nerd* comme on dit, une tête dans ce domaine. J'ai beau être du métier, il me surprend toujours par sa connaissance aiguisée des systèmes d'avions et des procédures aériennes.

J'ai lu *Le Grand Reset* avec beaucoup d'attention. La réalité de ce monde y est exposée de manière argumentée et mesurée. Il met en lumière les diverses forces qui agissent, souvent dans l'ombre, même si elles sont de plus en plus visibles. On y constate l'imbrication de l'argent, de prophéties farfelues, de pouvoirs politiques et des habituels narcissiques qui prennent tant de plaisir à faire souffrir leurs concitoyens. On les a d'ailleurs beaucoup vus à l'œuvre au début de la décennie 2020.

Le constat est sans appel, l'Occident est en déclin. La civilisation qui nous a accueillis est mourante. La déspiritualisation des individus qui la compose a pour conséquence la perte nette de grands principes moraux qui régissaient, jusque-là, ses fondements. On ne différencie plus le bien et le mal, car les repères sont perdus. Difficile pour moi, fils d'une tribu arabe, aux valeurs traditionnelles, presque débordantes, de vivre dans un Occident Post-Chrétien en démantèlement, entouré d'hommes déconstruits en minijupe et de femmes à barbe enceintes manifestant pour le droit à l'IVG à neuf mois. À partir de 2020, les bouleversements politiques m'ont convaincu d'une chose, l'être humain ne peut pas vivre sans spiritualité. Si la relation à la transcendance est inexistante, ce vide sera nécessairement comblé par autre chose vécue comme une religion.

À la moitié du livre, j'écrivis un message à Aldo Sterone : « *j'ai la nausée* ». Moi qui me battais depuis quinze ans déjà contre le fanatisme, les mythes et légendes devenus une partie de la religion islamique grâce à un processus de blanchiment des données théologiques appelé *les sciences du hadith*, je découvre que les Occidentaux sont capables de s'enfoncer encore plus loin dans l'incohérent et l'irrationnel. Ceux qui nous ont autrefois appris la critique et enseigné l'esprit cartésien, la remise en question des dogmes et des croyances, appellent aujourd'hui à croire en la science et accepter le consensus. Quel oxymore ! Il ne faut plus chercher à démontrer les résultats d'une théorie par l'analyse mathématique de ses postulats, comme tout processus scientifique digne de ce nom, il suffit d'y croire. Croire au vaccin, croire au changement climatique, croire en l'État et toutes les entités bienfaitrices pour lesquelles il travaille. Il faut croire, encore croire et toujours croire.

L'expérience islamique et la vie en Afrique d'Aldo Sterone l'ont immunisé. Il ne peut, tout simplement, pas croire ce que racontent les médias. Quand on a, comme lui, travaillé pendant deux décennies à dissocier la vraie religion, des mythes venus s'y greffer, et cherché à éviter les tromperies des dictateurs africains, on ne tombe pas dans des pièges futiles comme ceux-là. L'auteur note que les mêmes mécanismes de manipulation qu'utilisent les islamistes dans leur propagande, sont aujourd'hui utilisés en Occident pour contraindre les Occidentaux à accepter toutes sortes d'idéologies qui permettront de les appauvrir et de restreindre leur liberté.

De retour en France pendant la période du covid, j'ai dû faire face à un grand nombre d'individus totalement obsédés par le fameux virus. Certains m'interpellaient alors que j'étais à vélo, ils hurlaient « *ton masque* » suivi d'une insulte, comme pour se donner le sentiment d'une supériorité morale. J'observais une analogie invraisemblable entre le masque chirurgical qui devait sauver son porteur d'un virus mortel et le voile islamique qui allait sauver les femmes des flammes de l'enfer. Cela dit, les Arabes et les Africains n'ont pas cru un instant à ce virus. L'Occidental qui dénonçait, encore hier, la folie de certains qui forcent des petites filles à porter un voile et un niqab, oblige aujourd'hui son enfant de six ans à se couvrir le visage à l'école, avec un

masque sale, huit heures par jour, par simple croyance. Avec Aldo Sterone, on a appelé ça *le niqab covidien*.

Les médias avaient asséné à cette personne l'argument du consensus, censé faire taire toutes les critiques. Le consensus était évidemment fabriqué, l'auteur de ce livre le démontre clairement. Le consensus, on nous l'a aussi vendu comme vérité islamique inconditionnelle, mais on a très vite compris que c'était juste pour éviter qu'on pose des questions légitimes. On n'allait certainement pas tomber dans le traquenard manifeste de 2020. D'ailleurs à propos d'islam, le maître éponyme Ahmad ibn Hanbal, père spirituel du salafisme, aurait dit ce propos rapporté par son fils Abdullah ibn Ahmad, dans son livre *Questionnement de l'imam Ahmad* : « *Celui qui parle de consensus ment, qu'est-ce qu'il en sait, peut-être que des gens sont en désaccord* ». Même le théologien, dont l'école de droit et d'interprétation repose sur un certain nombre de consensus fantasmagoriques, ne croit pas un instant à cette théorie. Il a suffi de trois semaines de propagande médiatique pour que l'Occidental y croie et court dans les centres commerciaux acheter des stocks entiers de papier toilette. Je n'ai toujours pas compris pourquoi ils achetaient du papier toilette en grande quantité !

Aldo Sterone soutient l'idée que le covid a été une répétition grandeur nature de la politique de restriction des libertés liée à l'idéologie du changement climatique, qui est déjà en place et qui pourrait même s'intensifier prochainement. Un lot impressionnant de prophéties mortifères a été présenté comme consensus scientifique sur la question, d'abord pour le refroidissement climatique, puis pour le réchauffement climatique et aujourd'hui pour le dérèglement climatique. La jeune Greta Thunberg, apôtre du dogme climatiste, publiait sur Twitter le 21 juin 2018, le message suivant que j'ai traduit pour vous : « *Un scientifique de renom nous met en garde sur le fait que le changement climatique va rayer l'existence de toute l'humanité si nous n'arrêtons pas d'utiliser les carburants fossiles dans les cinq prochaines années* ». Nous sommes en 2024, six années sont passées depuis ce tweet, nous utilisons toujours les carburants fossiles comme en 2018 et nous sommes toujours vivants. Voilà, ça en dit long sur cette idéologie, il ne s'agit pas de science, mais de religion. Il faut croire et ne surtout pas réclamer des preuves scientifiques.

Je tiens à vous informer que tout comme Aldo Sterone, je suis musulman croyant, mais je connais tout de même les limites de la foi. Je sais par exemple que la croyance est synonyme d'imagination. Je n'ai pas vu Dieu, ses Prophètes et ses anges, ni vécu le jour du jugement dernier, mais je crois, c'est-à-dire que j'imagine avec vigueur que tout ceci existe. Quelque part, ça reconforte l'être humain de penser qu'il y a une vie meilleure après la mort. La croyance religieuse est la conviction dans l'imagination d'individus morts il y a des milliers d'années. Cela dit, je ne pensais pas un instant qu'au 21^e siècle, en Occident, on allait faire appel à des convictions religieuses pour justifier une théorie scientifique totalement dépourvue de preuve. Pour ne pas me sentir exclu de la société, j'ai décidé de croire au changement climatique. Je crois même qu'il

a lieu chaque année, on l'appelle : les quatre saisons. Je commande souvent la pizza qui porte son nom. Ma foi, je ne peux pas faire plus pour cette nouvelle divinité.

Je remarque néanmoins qu'actuellement, en Occident, tout est mis en place dans le but de faire du prosélytisme climatique. On pousse la population à croire qu'il y aurait un dérèglement climatique de la planète, qui se réglerait si les individus acceptaient de restreindre leur liberté de circulation et changeaient leurs habitudes de consommation. Le 28 juillet 2023, l'institut d'études marketing et d'opinion CSA publiait une étude qui prouverait que 41% des Français seraient favorables à la mise en place d'un quota de quatre vols par personne dans une vie. Cette proposition a été faite par un ingénieur, Jean-Marc Jancovici, qui n'est nul autre que le créateur du *bilan carbone*. Cette étude a été réalisée sur un échantillon représentatif de 1010 Français, âgés de 18 ans et plus. Si vous tentez de poser la même question à 1010 Turcs ou Saoudiens, vous obtiendrez un résultat proche du zéro, pourquoi ? Simplement parce qu'ils ont déjà une religion et n'ont pas besoin d'une autre, ils veulent vivre et voyager et n'ont aucune intention de se suicider collectivement pour des théories lunaires.

Un jour, j'étais en vol vers une très grande métropole européenne. À quelques miles nautiques de l'aéroport de cette ville, qui est l'un des plus grands au monde, je demande la mise en descente. Le contrôleur aérien me répond « *descendez au niveau de vol 80, Green descent* », autrement dit *descente verte*. Je lui demande de répéter l'instruction que je n'avais jamais entendue auparavant, il me rétorque une nouvelle fois « *descente verte* ». L'autre pilote et moi, nous nous sommes regardés et avons éclaté de rire pendant plusieurs secondes. C'était aussi un Français, ancien pilote militaire, qui avait poursuivi sa carrière civile en Afrique et au Moyen-Orient. Ce n'était pas la bonne personne pour croire au dérèglement climatique occidental. Autant dire qu'il était immunisé. Il reprit soudainement la communication et dit au contrôleur : « *vous pouvez choisir toutes les couleurs qui vous plaisent, nous descendons au niveau 80* ». Des rires ont été entendus à la radio pendant plusieurs minutes après cette communication inoubliable.

Mais en quoi consiste cette approche verte ? Il s'agit en réalité d'opérer une descente continue, avec une poussée minimale des réacteurs, appelée *IDLE*, de s'affranchir des contraintes d'altitudes et de vitesses publiées par les procédures d'approche classiques et de minimiser les paliers qui demanderaient une poussée supérieure des réacteurs. Il faut admettre que l'idée est bonne. Les pilotes de ligne ne mesurent pas la qualité de leurs vols par rapport à la finesse de l'atterrissage seulement, ça, c'est un détail, en réalité, c'est plutôt la qualité de l'approche complète. Faire une telle approche, maintenant appelée *verte*, a toujours été l'objectif des pilotes, on consommerait moins de carburant, polluerait moins, ferait moins de bruit, mais dans la réalité, c'est impossible à réaliser, car trop nombreuses sont les variables qui l'empêcheraient, comme les autres aéronefs dans le ciel, le relief, la météo, etc.

En bref, il faut mettre du vert partout. Les aiguilleurs du ciel ont peut-être des quotas

d'approche verte à respecter. Quand ils nous disent *Green descent*, c'est certainement noté comme une descente censée lutter contre le dérèglement climatique, quelle que soit la stratégie de vol appliquée par la suite. Tout ceci n'a aucun sens.

Quand vous achetez un billet d'avion, vous payez une taxe carbone. En quoi payer 15€ de plus pour un billet de 100€, lutterait contre le changement climatique ? Il y a encore plus drôle comme concept. Certaines compagnies aériennes vous proposent maintenant de leur payer des sommes supplémentaires afin de compenser votre carbone. Ils vous demandent de faire des dons de 10€, 20€, 50€ ou même 100€, voire plus, pour sauver la planète. Eux seraient évidemment les bons samaritains qui œuvreraient pour sauver la forêt avec votre argent. Regardez votre billet d'avion ou votre facture téléphonique, vous verrez votre emprunt carbone. Aujourd'hui, c'est une information, bientôt ce sera une restriction. C'est d'un ridicule affligeant, mais beaucoup d'Occidentaux y croient. Il n'y a qu'eux d'ailleurs. Encore une fois, les Arabes et les Africains n'ont pas le temps pour des problèmes imaginaires. Une question sur une problématique potentielle avait été posée à l'imam Malik qui répondit : « *Il y a beaucoup trop de véritables problèmes auxquels je dois trouver des réponses, que je n'ai pas le temps d'imaginer des solutions pour des problématiques qui n'existent pas* ».

Évidemment, nous sommes tous d'accord sur le fait qu'il faut moins consommer ou plus intelligemment, moins polluer, utiliser des produits moins dangereux pour l'environnement, trier les déchets, etc. Tout ceci est très honorable, mais comme l'explique parfaitement bien Aldo Sterone dans ce livre, l'idéologie climatiste promue par les institutions supranationales, c'est tout à fait autre chose. Ce qui est inquiétant, étant donné que les effets d'un dérèglement climatique supposé ne sont pas visibles dans la vie de tous les jours, ils iront certainement jusqu'à organiser des pénuries de nourriture et d'eau qu'ils imputeront au climat. C'est ainsi qu'ils arriveront à convaincre les plus sceptiques de se soumettre aux restrictions.

La science ne laisse aucune place aux prophéties ubuesques. C'est du concret, de l'analyse, de l'interprétation et des modèles qui peuvent être répliqués si les conditions le permettent. Le métier de pilote de ligne, par exemple, est la démonstration parfaite de cette affirmation. On pilote un avion en mettant en œuvre des centaines de pages de procédures normales apprises par cœur. Quand il y a un problème technique, on fait appel à des milliers de pages de procédures anormales, dont plusieurs dizaines que les pilotes sont capables de restituer immédiatement de mémoire. Il n'y a pas, ou très peu, de place pour les fantaisies. *L'ijtihad* ou effort d'interprétation, comme on dit en théologie musulmane, n'existe pas. La science, ce n'est pas philosopher sur une œuvre d'art contemporain, une toile blanche avec un point noir au milieu, devant laquelle fantasma le jeune artiste parisien dont les parents ont payé les études à l'École des Beaux-Arts.

Malheureusement, l'Occident actuel ne nous permet plus d'effectuer un travail de

modernisation de la pensée musulmane. Quand on dit à nos coreligionnaires de lâcher prise sur le voile par exemple, en expliquant que c'est une tradition arabe devenue religion et pas une règle imposée par Dieu, ou qu'on défend le droit des homosexuels de faire ce qu'ils veulent chez eux, en privé, et Dieu est le seul juge, on nous rétorque immédiatement qu'on fait de la propagande LGBT, qu'on essaie de dépraver la société afin que les gens aient des rapports sexuels dans la rue comme en Occident durant les *pride*, or ce n'est pas du tout le cas, mais comment leur en vouloir ? On comprend tous ces jeunes issus de l'immigration qui ne se retrouvent plus dans les civilisations occidentales et qui tentent de redevenir ce que leurs parents étaient autrefois. En résumé, l'Occident en déclin a miné tout le travail d'éveil, d'intelligence et de respect de la civilisation française, de ses us, coutumes et traditions, que nous faisions à l'égard de notre communauté musulmane. Parallèlement, l'appel fait aux Français de confession musulmane de se réapproprier la religion réelle léguée par Mahomet, qui se trouve dans le Coran uniquement, et délaisser l'Histoire des Arabes devenue religion qui pose tant de problèmes en Occident, n'est que très peu entendu. En voyant cette dégénérescence, les jeunes musulmans sont encore plus attirés par le fondamentalisme et le radicalisme ; c'est un fait !

Il y a encore beaucoup à dire, mais je m'arrête là pour vous laisser apprécier le travail d'analyse d'Aldo Sterone, la précision de ses remarques et la qualité de son raisonnement.

Bonne lecture à tous.

INTRODUCTION

Personne ne parle mieux de ce sujet que le docteur Klaus Schwab. Dans le site du WEF, il définit le projet comme ceci :

Pour obtenir de meilleurs résultats, le monde doit agir ensemble et rapidement pour réorganiser tous les aspects de nos sociétés et de nos économies, de l'éducation aux contrats sociaux et aux conditions de travail. Chaque pays, des États-Unis à la Chine, doit participer, et chaque industrie, du pétrole et du gaz à la technologie, doit être transformée. En bref, nous avons besoin d'une « grande réinitialisation » du capitalisme.

Pourtant sur le même site, quand on suit le lien vers la page du Grand Reset pour obtenir de plus amples détails, on tombe sur un lien mort.

Dans ses livres ou dans ses allocutions publiques, Schwab parle avec bienveillance. Il ne crie pas. Il ne menace pas. Il ne lève pas le poing. Il ne promet pas de représailles ou de sanctions. Il n'appelle pas à la guerre. Il passe presque pour un vieil oncle illuminé qui veut le bien de tout le monde. Il est effectivement illuminé, mais il a plus de pouvoir qu'un oncle qui radote en fin de soirée. Schwab est le maître à penser de présidents et de têtes couronnées. Il a même dans ses fiches une grosse liste de *Young Leaders* qui seront les dirigeants et les décideurs de demain. Sauf que ce demain, il ne le verra peut-être pas. À 85 ans, il doit accélérer les choses au risque de mourir en laissant son magnifique plan en chantier. On dit qu'il prépare sa succession.

Schwab décrit ses projets utopiques avec patience et des mots simples. Le plus souvent, il parle en anglais avec un fort accent germanique.

En général, il s'exprime bien, mais commet parfois des impairs en utilisant des comparaisons oiseuses. Par exemple, il a dit que le Covid était une *opportunité* pour faire une initialisation - un Reset - et changer le monde pour l'aligner avec les objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU.

Ne lui faisons pas un procès sur le mot "opportunité". En anglais, il peut s'entendre comme "occasion", mais aussi comme "chance". Mais le reste de la déclaration est quand même sinistre.

Quel mandat démocratique a cet homme qui souhaite changer nos vies et même notre humanité selon une feuille de route arbitraire établie par des milliardaires, des entreprises, des banquiers et des militants végétariens du climat ? Avons-nous la

possibilité de voter pour ou contre ce projet ? Est-ce qu'il y a un référendum de prévu ? Que fera-t-on des peuples et des individus qui ne partagent pas les idéaux du Grand Reset ? Le narratif des milliardaires qui ne dorment pas la nuit en pensant à comment ils pourraient améliorer nos vies n'est pas défendable. Ces gens travaillent pour les intérêts de leur caste et sont aujourd'hui en train de fonder une plateforme idéologique absolutiste.

Le WEF promet un monde sans injustice, sans inégalités, sans pauvreté, sans maladie, sans violence, sans guerres, sans crises, sans pollution... Un esprit mal tourné - très mal tourné - dirait qu'il faudrait éliminer tous les humains par dépopulation pour atteindre cet objectif. En effet, il n'y a qu'une seule manière de ramener le calme sur terre. Mais honni soit qui mal y pense ! Le WEF veut atteindre cette utopie sans effusion de sang. La seule chose qu'il demande c'est que nous lui soumettions nos libertés individuelles et que nous renoncions, pour toujours, à nous organiser en peuples et en Nations. Donnons nos âmes aux globalistes et ils s'occuperont du reste ; *pour notre bien*.

Le leader chinois Mao Zedong avait, en son temps, lancé une idéologie universelle basée sur du Marxisme - Léninisme agricole avec un peu de sauce locale. Le maoïsme se voulait universel. Il se voyait comme la solution ultime contre la décadence de l'État, la souffrance de l'humanité et la noirceur des perspectives de la société. Avec ces bons sentiments, Mao a causé une famine dans son pays ; 50 millions de morts. C'est seulement vers la fin de sa vie qu'il a compris que les prolétaires ne peuvent pas manger du matérialisme dialectique ni les glorieuses affiches de propagande du Parti.

L'idéologie du Forum de Davos est encore pire que celle de Mao. Malgré ses visions universalistes, ce dernier n'avait que la Chine comme terrain d'expérimentation. Sa famine aurait causé combien de victimes s'il avait pu influencer 150 pays ?

De plus, si on analyse la trajectoire de Mao, Staline ou même Pol Pot, ils ont tous fini par faire des dégâts humains considérables, mais il y a une chose qu'on ne peut pas leur reprocher. Ils étaient tous dans une logique de construction. Peu importe si par la suite leurs décisions semblent absurdes, ils avaient une logique qui leur faisait croire qu'ils étaient en train de faire avancer leurs pays respectifs dans la bonne direction. Ils voulaient le plein emploi, la sécurité, l'égalité... et beaucoup de grands principes.

Pour le WEF, il n'y a pas de projet de construction. On sait qu'ils entrevoient l'avènement d'un monde utopique, mais on n'a pas plus de détails. Par contre, ils sont très ouverts sur ce qu'ils veulent détruire. Ils ont réveillé pas mal de monde avec leur sortie : *vous ne posséderez rien et vous serez heureux !* Pourquoi ce n'est pas eux qui ne posséderaient rien et seraient heureux ? Ils pourraient nous offrir leurs jets privés, nous permettre de passer des vacances dans leurs châteaux ou utiliser leurs voitures de sport. Ils veulent détruire le droit à la propriété privée, mais pas pour eux. Ils veulent détruire nos libertés individuelles et nous frapper de restrictions de déplacement, de

travail, de chauffage, de nourriture, d'eau chaude... Comment ces conditions de précarité pourraient rendre qui que ce soit heureux ? Dans la Roumanie ou l'Allemagne de l'Est communistes, la précarité était une sorte d'accident ou une conséquence d'idéologies qui voulaient - au moins sur le papier - atteindre autre chose. Aujourd'hui, en Occident, la précarité est un but poursuivi ouvertement comme une fin en soi.

L'idéologie du WEF est fondamentalement destructrice et on peut même dire *décivilisatrice*. Les régimes communistes du passé ont tous un long historique d'avoir causé des saccages à la production agricole. Mais il n'y a aucun analyste, même parmi les plus anticomunistes, qui dit qu'ils l'ont fait exprès. Le saccage des fermes et des élevages a été causé par les nationalisations, la planification centrale, la mise en place d'un système de coopératives, la redistribution des terres et des moyens de production vers des individus incapables de les gérer, la collectivisation, l'intrusion de la bureaucratie dans la chaîne de décision... Mais fondamentalement, les leaders communistes pensaient qu'ils allaient améliorer la production, stabiliser les prix et nourrir leurs peuples. Les pénuries et les interminables files d'attente qui caractérisent ces régimes n'ont pas toujours été volontaires. Certains ont même appris de leurs erreurs.

Le WEF veut détruire les fermes et les élevages. Point. Ce n'est pas qu'ils veulent les collectiviser ou, au contraire, les offrir à de grands groupes... Ni l'un ni l'autre. Ils voient l'humain comme une espèce invasive dont il faut restreindre l'activité par tous les moyens et quelles qu'en soient les conséquences. On cesse la production et si ça fait crever des gens, et bien, ainsi soit-il.

Dans le monde soumis à cette idéologie, tous les jours arrivent des nouvelles qui indiquent que les États se sont ligüés pour détruire la production fermière. Les Pays-Bas sont déjà en guerre ouverte contre leurs fermiers. Les autorités veulent saisir et raser plus de 3000 exploitations agricoles et élevages. D'ailleurs, c'est l'une des raisons de la percée de Geert Wilders du PVV dans les élections de 2023. Le temps nous le dira, mais soit il trahira, soit il ne fera que retarder l'échéance en trainant un peu des pieds. Les Pays-Bas ne sont qu'une petite province de l'Union européenne, il n'y a pas beaucoup de marge de manœuvre pour un gouverneur ou un parti local. Vraisemblablement, il finira par faire ce que l'UE lui dictera. En tout cas, vers la fin mai 2024, il a annoncé qu'il renonce à deux promesses électorales : la sortie de l'UE (le Nexit) et l'interdiction du Coran.

L'Irlande veut tuer 65'000 vaches laitières par an, mais le but est de monter à 200'000 annuellement. Le Royaume-Uni discute de la destruction pure et simple de 122'000 têtes de bétail.

Question : on fait quoi des gens quand les étalages seront vides ? Est-ce qu'il faudrait les enfermer dans des camps et les laisser crever ? Comment ramener le calme quand des millions d'affamés sortiront pour réclamer à manger ? Le WEF n'en dit pas un

mot. Il agit comme si la terre était vide. On cesse la production et il n'y aura aucune conséquence.

Le plan annoncé est une destruction pure et simple. Il y aura quoi après ? Le bonheur et la béatitude.

Derrière les déclarations du WEF se cache un plan apocalyptique avec des ramifications occultes et satanistes. Vous n'avez pas besoin de croire en ces choses-là, mais juste d'accepter que d'autres y croient et qu'elles puissent les animer et piloter leurs motivations. Dans une société qui a perdu le sens du spirituel, peu de gens veulent ou peuvent donner de la considération à cet aspect des choses.

Sur le logo du WEF, il y a un arc qui passe à travers les lettres O pour former un 666 ; la marque de la bête dans l'Apocalypse de Jean 13:18 : *"C'est ici la sagesse. Que celui qui a de l'intelligence calcule le nombre de la bête, car c'est un nombre d'homme, et son nombre est six cent soixante-six."*

En octobre 2015, Klaus Schwab a déclaré : *les valeurs ne peuvent pas être justifiées seulement par un processus intellectuel. La foi doit être impliquée.*

La foi en quoi ?

Ce n'est pas la première fois que le monde connaît de telles idéologies. D'habitude, elles permettent la mise en place de petites sectes avec un gourou charismatique adulé par des adeptes qui attendent la fin du monde. Ils se racontent des histoires terribles, se mettent à y croire puis ça se termine en suicide collectif. L'histoire de la secte du Temple Solaire peut se résumer à cela. En 1994, ils ont fini par tuer leurs membres d'une balle dans la tête chacun. En 1997, la secte *Heaven's Gate* cause le suicide de 39 adeptes qui veulent mourir pour rejoindre un vaisseau spatial qui les transportera sur une comète où se cache Jésus. Ça peut sembler grotesque, mais détruire sa civilisation sur l'autel de prophéties climatiques qui ne se sont jamais réalisées est du même niveau, mais avec plus de victimes encore.

Les sectes apocalyptiques sévissent sur tous les continents et dans toutes les cultures. Tant qu'il y aura des humains pour professer et d'autres pour croire que la mort ouvre des portes dérobées vers un monde merveilleux, on verra des tragédies. En avril 2023, on trouva 425 morts dans une forêt au sud du Kenya. Les victimes se sont laissées mourir aux ordres de leur gourou, un ex-chauffeur de taxi, qui dirigeait la secte depuis une vingtaine d'années. Il les avait convaincus de se laisser mourir de faim pour rencontrer Jésus. Pour s'assurer de l'obéissance absolue, il avait recruté 26 suppléants qui veillaient à ce que les gens ne rompent pas le jeûne, ne s'arrêtent pas de prier ou ne prennent pas la fuite. Les plus récalcitrants ont été étranglés. La foi a besoin d'aide de temps en temps.

L'agenda du WEF est suivi par des dirigeants politiques et économiques. Dans une fuite dogmatique, ils sont capables de causer des milliards de morts tout en disant faire le bien.

Beaucoup de gens sont tellement endormis qu'ils crient instinctivement à la théorie du complot dès qu'ils entendent la moindre chose sur l'agenda du WEF. Pourtant, ces élites ne se cachent plus vraiment. Ils parlent ouvertement de leurs plans, publient des livres, tiennent des conférences devant les médias... Il faut un aveuglement volontaire pour ne pas voir vers où ils nous dirigent. Dans la tradition sataniste, le démon ne valide sa victoire que s'il l'obtient à la loyale. Il a l'obligation de révéler son agenda sans ruse excessive. On trouve des traces de cela dans la Tradition, les religions et les mystères de nombreux peuples.

Le roi Salomon, fils de David, régnait sur son peuple depuis le temple de Jérusalem. À l'occasion d'une bataille qui se déroule aux confins du royaume, il doit accompagner ses soldats qui partent en guerre. Notez au passage que nous aurions la paix sur terre si nous forçons nos dirigeants à rejoindre le front avec les soldats qu'ils y envoient. Lors de l'absence de Salomon, Satan intervient auprès de son peuple et égare de nombreuses personnes en leur dictant des textes merveilleux, beaux et nocifs.

À son retour, Salomon se fâche et saisit les textes qui avaient été compilés sous forme de parchemins. Pour en interdire l'accès, il les met sous son trône et nul n'a le droit de les toucher.

Plus tard, Salomon meurt, le Premier Temple est détruit et le trône fait d'or et de pierres précieuses est transporté à Babylone. Le peuple juif est réduit à l'exil et l'esclavage pendant 70 ans. La brutalité de leurs geôliers est telle que ce peuple va oublier jusqu'à son écriture pendant ce laps de temps.

Nabuchodonosor II, le roi babylonien, savoure sa victoire et commence à utiliser le trône de Salomon qui faisait partie du butin du pillage de Jérusalem. Les parchemins sataniques qui avaient été saisis par Salomon reposaient toujours dans le trône et attisaient les convoitises de ceux qui en connaissaient la valeur. Ils ont fini par tomber entre de mauvaises mains et on déclara qu'ils avaient été écrits par Salomon lui-même sous inspiration divine.

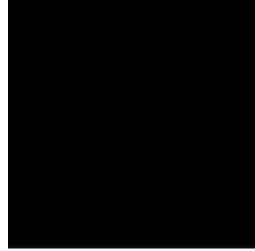
La tradition islamique rapporte que ces textes viennent de deux anges déchus, *Hârût* et *Mârût*, dont l'invocation permet d'accéder à une forme puissante de magie noire. Dans le verset coranique 2:102, ces anges enseignent la sorcellerie à ceux qui arrivent à entrer en contact avec eux. Par contre, ils ne le font jamais sans formuler un puissant avertissement et en déconseillant formellement d'utiliser ce savoir. Le verset 2:102 est au cœur des séances d'exorcisme et de désenvoutement:

Et ils ont suivi ce que les démons récitaient durant le règne de Salomon. Alors que Salomon n'a jamais été mécréant mais bien les démons : ils enseignent aux gens la sorcellerie ainsi que ce qui est révélé aux deux anges Hârût et Mârût à Babylone ; mais ceux-ci n'enseignent rien à personne, sans qu'ils n'aient dit d'abord : "Nous ne sommes rien qu'une épreuve : ne nous suis pas"...

Le démon doit révéler ses plans. Depuis ces parchemins perdus, le souvenir de

Babylone et du trône volé guide la sensibilité de tous ceux qui marchent dans la voie du satanisme en espérant rajouter à leur pouvoir temporel, des facultés surnaturelles et occultes.

CHAPITRE



1

MÉTHODES DE TRAVAIL



Pour explorer ce qui se passe dans notre monde et anticiper les mouvements des élites, il y a deux axes de travail.

Le premier est de se baser sur leurs déclarations. Ils se réunissent, font des annonces, écrivent des livres... mais ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg. Même s'ils sont de moins en moins discrets, leurs intentions réelles sont toujours noyées dans un flot de bons sentiments et d'écrans de fumée. Il faut faire chauffer le décodeur et croiser des montagnes de données s'étalant sur des décennies afin de comprendre les implications réelles des propos et des décisions.

Le second axe de travail part du principe qu'il y a des forces qu'on ne voit pas, mais leurs effets sont visibles. L'effet permet d'analyser les forces qui le provoquent. Par exemple, on ne voit pas la force de gravité, mais on peut observer des objets qui tombent et analyser leur comportement pour déduire des informations au sujet de la gravité. C'est ainsi que Newton, qui avait fui Cambridge pour cause d'épidémie de peste, s'est retrouvé sous un pommier dans son village natal de Woolsthorpe Manor. En recevant une pomme sur la tête, il formula douloureusement le principe de la gravité universelle. Les effets permettent de remonter aux causes invisibles.

Dans le contexte de ce livre, on ne peut pas voir l'État Profond américain. Par définition, c'est l'État Invisible. Nous savons qu'il existe et nous ne pouvons l'appréhender que lorsque ses actions dévoilent un pan de son identité.

Par exemple, quand Trump annonce qu'il va assécher le marécage de Washington, il entre en conflit direct avec ces forces invisibles. Ces dernières vont réagir et dévoiler leurs méthodes, leurs relais et même leurs vulnérabilités.

L'État Profond US est l'un des moteurs du Grand Reset violent. Il jette dans la balance une puissance financière, militaire et politique irrésistible. Sur le plan international, il n'a pu être mis au défi que par la montée des BRICS qui refusent un monde sous tutelle américaine. Localement, c'est Trump - qu'on soit pro ou anti - qui les a dévoilés au grand jour. Tout d'abord, il les a cités en des mots clairs et les a accusés de défier la volonté des électeurs en poussant un agenda secret qui représente une menace pour la démocratie. Beaucoup de gens n'avaient jamais entendu parler de l'État profond avant Trump. Puis, il leur a déclaré la guerre. Guerre qu'il a finalement perdue. Mais elle a eu l'avantage de confirmer l'existence de l'État Profond et d'en dévoiler certains contours.

Dans ce livre, il s'agira souvent des USA, de Chine, de BRICS... un peu moins de pays européens. La raison est que ces derniers ne sont que des vassaux. Ce n'est pas eux qui dirigent le monde et leur influence internationale est en chute libre. Ils subissent des décisions prises ailleurs puis s'y soumettent en faisant semblant qu'elles émanent d'eux. Si les USA ordonnent à la France de détruire tel ou tel pan de son économie, les autorités françaises n'ont qu'un seul choix : celui d'expliquer à la population pourquoi il est nécessaire d'opérer cette destruction.

CHAPITRE



TRUMP, UN ACCIDENT DE PARCOURS



Le Docteur Ingenieur Klaus Schwab, le gourou des dirigeants occidentaux, a annoncé l'arrivée de son livre *La Quatrième Révolution Industrielle* en 2016. Rappelez-vous cette année-là ! Aux États-Unis, la campagne électorale présidentielle battait son plein. Barack Obama avait déjà fait deux mandats et il devait sortir. Son siège était convoité principalement par 2 candidats : Donald Trump et Hillary Clinton. Pour les barons du système, cette dernière était évidemment la gagnante. Trump était présenté comme un bouffon extrémiste n'ayant pas l'étoffe présidentielle.

Même chez les bookmakers, Trump était donné largement perdant. À tel point qu'en octobre 2016, presque un mois avant le début du suffrage, l'irlandais Paddy Power a distribué 5 millions de dollars de gains aux parieurs qui avaient misé sur Hillary Clinton en tant que présidente des États-Unis. La victoire de cette dernière était d'une telle évidence que ça ne servait à rien d'attendre pour clôturer les mises.

Dans ce contexte, le livre de Schwab était une feuille de route doctrinale pour la présidente Hillary. Klaus se voit en une sorte de pape qui émet un recueil d'encycliques à suivre scrupuleusement. Il explique dans quelle direction il voudrait voir le monde aller. La future présidente américaine, Hillary Clinton, est dans sa poche et sera au service de son agenda.

Le livre est sorti en janvier 2017, juste quelques jours avant que le nouvel élu ne prenne place dans le bureau ovale. Sauf que le docteur Schwab a eu un grave revers de

fortune : Hillary Clinton a perdu les élections. Une onde de choc historique a secoué les États-Unis. Les journalistes, les intellectuels, les acteurs d'Hollywood, les chanteurs, les sportifs et même les influenceurs partagent leur détresse sur les ondes ! Certains avaient promis de quitter le pays si Trump remportait les élections présidentielles. Les critiques contre cet élu sont devenues tellement véhémentes qu'un nouveau syndrome psychologique venait de prendre naissance : le syndrome de dérangement anti-Trump ou TDS. La haine contre cet homme confinait à la paranoïa. On lui faisait dire des choses qu'il n'avait jamais dites ou on l'accusait de mener des politiques et des actions qui n'avaient jamais eu lieu. L'Amérique n'avait pas connu une polarisation aussi intense depuis la guerre de Sécession. Les gens étaient prêts à en arriver aux mains.

Hillary Clinton a déclaré devant les caméras qu'elle avait perdu à cause des "*fake news*" répandues dans les médias sociaux. On lui avait volé l'élection. Dans une démarche de vassalité, les Européens ont immédiatement lancé des officines de *décodage* et de vérité officielle. Sur les médias sociaux, la censure est devenue une norme appliquée sans complexes.

Dans la foulée, le FBI a créé une force de frappe : le FTIF. Dotée de 80 agents à temps plein, elle sert officiellement à lutter contre l'interférence étrangère dans les élections US. On retrouve ici un motif assez courant chez les dictateurs du tiers monde : leur passe-temps favori est d'accuser *la main malveillante de l'étranger* pour expliquer tous leurs maux. En réalité, cette cellule du FBI sert à défendre les intérêts de l'État profond et veille à ce qu'il n'y ait pas un autre imprévu électoral. Le peuple doit voter comme on lui dit. Si le FTIF avait été lancé avant les élections de 2016, ses agents auraient assuré une couverture positive pour Hillary Clinton et elle serait devenue le 45^e président des USA.

Schwab et ses adeptes consommaient également leur déception, mais eux - à leur décharge - ont l'échec discret. La Quatrième Révolution avait du plomb dans l'aile et devait être retardée *in extremis*. Le nouveau locataire de la Maison-Blanche, Donald Trump, allait se montrer récalcitrant face aux plans des globalistes. Durant son mandat, ces derniers continueront à ronger leur frein tout en préparant l'après-Trump.

Durant sa présidence, Trump a cherché l'apaisement en étant moins brutal que ce qu'il promettait durant la campagne électorale. Il n'a pas fait poursuivre Hillary Clinton alors qu'il avait largement de quoi faire. Le 11 septembre 2012, alors que la Libye semblait dans la violence, des groupes terroristes ont profité du chaos pour attaquer le consulat américain de Benghazi laissé sans sécurité. L'ambassadeur Christopher Stevens, 52 ans, a été tué et son corps paradé dans les rues. Pourtant, ce n'était pas un mauvais gars. Quand la Maison-Blanche ou le Sénat aime une personne, il ne l'envoie pas à Benghazi dans un navire-cargo grec. Stevens, qui faisait sa première mission en tant qu'ambassadeur, a échappé de justesse à une attaque à la bombe le lendemain de son arrivée. À cette époque, Hillary Clinton était la Secrétaire d'État et l'un de ses rôles était de veiller à la protection des missions diplomatiques américaines à

l'étranger. Pourtant, sa responsabilité a été rapidement balayée sous le tapis tout comme le scandale de son serveur d'emails. Afin d'échapper à la loi fédérale sur la gestion des documents d'activité, Hillary a fait installer secrètement un serveur d'emails privé qui lui donnait un canal de communication officieux, mais avec lequel elle traitait des dossiers officiels ! Trump aurait pu relancer ces dossiers avec de nouvelles enquêtes et des charges. Si les rôles étaient inversés, ses adversaires n'auraient pas hésité à le traîner devant les juges. Mais il n'en fit rien parce qu'il cherchait l'apaisement.

Sur le plan local, il ne l'a jamais trouvé. L'Amérique vivait dans une cacophonie politique stérile qui amplifiait les scandales et créait des problèmes de toutes pièces. Sur le plan international, le monde respirait. Rompant avec une tradition longuement établie, Trump n'ouvrit aucune nouvelle ligne de front. Il n'était pas porté sur les guerres d'agression, les coups fourrés ou les bombardements pour apporter la démocratie et des McDo.

Au contraire, il travailla inlassablement pour apporter la paix et la stabilité géostratégiques. En tant qu'homme d'affaires, il savait que le business ne peut progresser que dans un environnement apaisé et avec des partenaires se faisant confiance et prêts à s'asseoir à la même table. C'est ainsi que son premier voyage a été consacré à visiter l'Arabie Saoudite. Le 22 mai 2017, il quitte ce royaume pour atterrir en Israël. Plus tard durant son mandat, on le verra en Corée du Nord, mais aussi rencontrant Vladimir Poutine pour des pourparlers qui ont détendu l'atmosphère entre les deux pays.

Ayant retardé les plans des globalistes en Ukraine, Trump a été accusé de collusion avec la Russie. Dans le vocabulaire de cette mafia, la collusion avec la Russie veut dire qu'il n'a pas voulu lancer une guerre contre ce pays. Biden rattrapera le retard plus tard.

Si on revient en arrière durant la campagne électorale de 2016, Hillary Clinton avait haussé le ton contre Moscou et adopté une posture belliqueuse. Durant le débat présidentiel du 9 octobre 2016, la Russie a été le pays le plus mentionné. On y parlait déjà d'Ukraine. La guerre, qui a éclaté en 2022, était initialement prévue par les globalistes pour 2017. C'est-à-dire dès que Hillary Clinton aurait pris le contrôle de la Maison-Blanche.

La candidate malheureuse expliquait sa vision sur les plateaux. Elle voulait que l'Amérique renforce son contrôle de l'OTAN. Elle voulait également que les Européens s'impliquent davantage sur le plan financier. Comprenez qu'elle voulait emmener les Européens à la guerre et les faire payer pour le service. C'est ce que Biden fait aujourd'hui. Les élites américaines ont l'habitude de déclencher des conflits et de s'enrichir dessus. Pourquoi accepter l'Irak ou l'Afghanistan quand on peut monétiser une guerre qui touche la France ou l'Allemagne ? Plus le pays est riche, plus ça rapporte.

Les élites américaines ont quand même une limite, ou un tabou si vous préférez : ne

jamais lancer de guerre sur le territoire des États-Unis. Même durant la Seconde Guerre mondiale, on ne compte que quelques échauffourées accidentelles sur le sol américain. Ceci est à comparer avec l'état de l'Europe en 1945 : des villes rasées, des millions de morts, des millions de réfugiés, des millions d'affamés et des milliards de dettes envers les banques américaines.

Les élites européennes n'ont aucun problème avec les guerres à domicile. Que ça bombarde à Londres ou que les armes crépitent dans Paris, ça ne les dérange pas du moment que ça peut augmenter leur fortune et leur pouvoir. C'est pour cette raison qu'ils acceptent la vassalité et les plans guerriers américains à leurs frontières ou même sur leur sol.

Avec la débâcle aux élections américaines, le docteur Schwab a perdu son poulain et son pari. La Quatrième Révolution, dont il rêvait, allait se faire, mais il fallait attendre de meilleures conditions.

Les globalistes ont le temps. Ils savent que les années et les siècles jouent pour eux. Chaque génération est travaillée selon les possibilités du moment. Chaque pierre retirée de l'édifice, chaque pilier fissuré rendra le travail de sape plus facile sur les suivantes. Jusqu'au jour où arrivera un homme déconstruit, fragile, sans références, ne sachant plus qui il est, ni où ni pourquoi, il vit. Un homme malléable, manipulable et prêt à se battre contre sa propre famille, contre sa propre patrie... pour réaliser les rêves des globalistes. Rêves, comme la Grande Initialisation, dans lesquels il ne sera qu'un pauvre esclave pucé, fiché et contrôlé.

Contrairement aux peuples, les élites n'ont pas la mémoire courte. Contrairement aux politiques, ils ne travaillent pas sur l'échelle ou la perspective d'un mandat électoral. Quand ils lancent un plan, ils sont capables de faire progresser l'agenda sur des générations.

La monarchie française est tombée avec la tête de Louis XVI en 1793. Plus de deux siècles plus tard, ce pays catholique, qui était la fille aînée de l'Église, n'ose plus célébrer les fêtes de ses aïeux. Une vierge qui veille sur un village ou une crèche dans une mairie causent un trouble à l'ordre public. Alors qu'on érige des sapins au Maroc et que la compagnie Emirates Airlines souhaite un joyeux Noël à ses clients, à Paris ou à Londres, parler de l'occasion est tabou. Dans un mémo interne rendu public fin 2023, Air France demandait à ses employés de ne pas mentionner Noël. Au Royaume-Uni, on parle de *fêtes d'hiver* et on envoie des cartes comportant des "*Salutations de Saison*". La déconstruction culturelle de l'Occident n'est pas une thèse. C'est un constat.

Si on veut régler les comptes, il faut revenir longtemps en arrière pour répertorier les méfaits de cette élite génération après génération. Un inventaire pour 10 ans, ou même sur l'échelle d'une génération sera forcément frappé de myopie. La loi sur la laïcité, dite de 1905, est une loi scélérate. Dans son premier article, elle annonce que "*La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des*

cultes sous les seules restrictions dans l'intérêt de l'ordre public".

La République assure la liberté de conscience tout comme le pass sanitaire facilite les voyages et les déplacements. Ou tout comme l'abominable crédit social chinois permet de prendre le train, de fréquenter des amis ou d'occuper un emploi. Contrôler le vocabulaire, c'est la première bataille que les élites mènent contre les peuples. Chaque mot a un double sens. Chaque phrase a plusieurs lectures. L'acception la plus ignoble, la plus cynique, est celle qu'il faudra toujours retenir.

Avez-vous déjà vu un maire célébrer un mariage ? C'est un singe qui officie. Il singe les prêtres qui dans leurs églises célèbrent et sacralisent les unions depuis des millénaires. Seuls quelques mots sont changés et l'analyse de ce plagiat vous en dit long sur l'idéologie de ses auteurs : Dieu devient l'État, la bible devient le Code civil. Il suffit d'assister à un mariage religieux et un mariage laïque la même semaine pour se rendre compte de l'effroyable imposture de ce dernier. La république a fait un coup d'État à l'Église et s'est érigée non pas en système politique, mais en une sorte de nation à part entière. Personne ne parle de cuisine républicaine. On n'a jamais entendu quiconque utiliser le terme cinéma républicain. La république n'avance que sur ce qu'elle a détruit.

Un pays qui n'a plus d'identité historique, culturelle et religieuse est une terre vouée à la conquête. L'identité d'un peuple est son système immunitaire. C'est ce qui lui a permis de durer et de traverser les siècles. Il ne s'agit pas ici de montrer de la complaisance envers l'identitaire des réseaux sociaux. Celui qui regarde Netflix, utilise un iPhone, mange chez les chaînes de restauration rapide américaines, écoute du rap en cachette tout en crachant sur d'autres peuples qui, parfois maladroitement, tentent de conserver leur propre identité.

Le vrai identitaire est un homme apaisé, amoureux de son pays et respectant les autres cultures et civilisations. Il a pris le temps de se cultiver, en particulier dans cette science, la plus dangereuse de toutes : l'Histoire. L'Histoire lui apprend qu'il n'a pas de frères de race. Le Britannique, l'Allemand ou l'Américain seront les premiers à le jeter sous le train si cela peut servir leurs intérêts nationaux immédiats. Ils l'ont fait par le passé et le feront encore à la première occasion.

Il se rappelle comment durant la crise sanitaire qui avait frappé le monde, les conteneurs de masques et de gants à destination du personnel médical étaient détournés sans vergogne sur le tarmac des aéroports par des États volant d'autres comme des chiffonniers. Des colis chinois à destination d'hôpitaux français ont été détournés par la glorieuse Amérique de Trump. Il ne faut pas se leurrer, n'a pas été là pour sauver la chrétienté, la civilisation occidentale ou l'Europe. C'est un excellent président qui défend les intérêts de son pays, mais n'hésite pas à piétiner ceux qui se mettent au travers de cet objectif-là.

L'identitaire efficace, celui qui fait peur au docteur Schwab, est conscient des enjeux

géostratégiques et n'accepte pas les ennemis qu'on lui désigne pour l'occuper dans des guerres horizontales. Ces guerres dispersent ses énergies et servent les globalistes.

CHAPITRE



L'ÉQUATION TECHNOLOGIQUE



Anciennement, quand un roi, ou n'importe quel potentat local éteignait les bougies pour la nuit, il ne savait pas s'il allait se réveiller dans des draps en soie ou bien dans une geôle qui pue l'urine, le vomi et les fèces.

Il n'avait aucun moyen de savoir.

Il avait volé des terres, confisqué des récoltes, cuissé des jeunes filles et trahi des proches pour leur prendre leurs biens ou leur pouvoir. Il était devenu le maître du fief. Les gens rampaient devant lui et le servaient avec obséquiosité. Il vivait dans le confort, dans le stupre, pendant que ses sujets se débattaient avec le moindre aspect de leur vie.

Une nuit, alors qu'il dormait au milieu de ses maîtresses, plus loin dans la forêt, sans s'être donné le mot, les paysans et les villageois marchaient en silence sous le couvert de l'obscurité. Ils étaient armés de pics à têtes, de fourches, de tranchoirs et de flambeaux qu'ils n'avaient pas encore allumés. Le moins équipé avait ramené une chaîne, un tournebroche ou une laisse de chien.

Devant le château, des sentinelles complices leur abaissaient le pont-levis et leur ouvraient grand les portes. Le maître était cueilli dans son sommeil. Avant qu'il ne quitte sa chambre, il était déjà rudoyé. Il avait reçu des crachats et des coups de pied de la part d'une foule en colère. On lui avait pillé ses bagues et ses bijoux alors qu'on le poussait dans les escaliers. On s'esclaffait des petits cris qu'il émettait en avançant dans

les sous-sols nauséabonds du château.

Avant midi, il était jugé - pour la forme - puis occis devant une populace qui réclamaient vengeance.

C'est ainsi que s'articulait la vie des élites ; génération après génération. Ils vivaient dans le luxe au détriment du peuple, mais vivaient également dans la peur. Toujours cette boule au ventre et cette question lancinante qui ne les quitte jamais : cette nuit sera-t-elle la dernière ?

Chaque époque a vu apparaître de nouveaux tyrans plus vicieux et plus motivés que les précédents. Ils pensent faire mieux qu'avant. Ils croient qu'eux vont durer là où d'autres ont fini sur l'échafaud. Ils pensent que maintenant, ils tiennent la bonne formule ; cette recette magique qui finalement marchera et leur garantira la gloire éternelle... Invariablement, ils finissaient avec la fourche sous la gorge. Où sont les royaumes du Portugal, de Hongrie, de France, d'Italie et de Grèce ? Ces monarchies ont toutes été abolies, souvent dans le sang, mais vite remplacées par des ersatz sous camouflage pseudo-démocratique.

Dans la tradition dictatoriale, on peut dire que notre siècle apporte réellement une nouvelle donne. Le totalitarisme absolu, tant fantasmé par le passé, est aujourd'hui une possibilité concrète. Aujourd'hui, il y a la technologie. Les caméras de surveillance intelligentes, la reconnaissance faciale, le traçage par téléphone portable, la monnaie numérique, la surveillance en ligne, les médias sociaux, la convergence des bases de données, l'IA, Big Data, la réalité augmentée, le Blockchain... Tout cela offre les outils d'un totalitarisme qui peut enfin rêver de durer pendant des siècles.

De sa naissance jusqu'à sa mort, l'homme est surveillé, filmé en permanence et ses moindres interactions sociales enregistrées dans des bases de données pour l'éternité. Des algorithmes, soutenus par une capacité de calcul doublant toutes les quelques années, décortiquent sa vie. Ils finissent par le connaître mieux qu'il ne se connaît lui-même.

Cette fois-ci, les moyens techniques sont là et n'ont jamais été aussi puissants. En plus, on peut, en grande partie, les financer par les deniers du public : pour votre sécurité, pour votre bien. Vous financez vos propres chaînes.

Le docteur Klaus Schwab imagine une révolution. Sauf que, cette fois-ci, elle sera différente. D'habitude, c'est le prolétariat qui fait les révolutions ; en d'autres termes, les classes opprimées. Quand elles en ont ras le bol, elles sortent et prennent leur destin en main. Cette révolution est différente dans le sens où elle est menée par les élites. C'est la révolution des milliardaires qui veulent façonner un monde à leur image et à leur service.

La technologie est au cœur de ce nouveau monde. C'est elle qui le rend possible. Chaque nouvelle avancée technique voudra automatiquement dire des libertés qui reviennent en arrière. Les états et les industries veillent. Chaque nouveauté sera

automatiquement utilisée pour surveiller, contrôler ou restreindre les libertés civiles.

Le Grand Reset a également dans son cœur le transfert des pouvoirs depuis les États, et les élus vers les entreprises, les banques et autres forces de l'argent. Vos libertés constitutionnelles ne voudront rien dire. La loi, le Code civil, le Code pénal... jetez tout cela aux oubliettes. Ce qui fera foi, ce seront les termes et conditions des entreprises. Elles agiront dans votre vie bien plus fortement que toute loi que vous pouvez imaginer.

Aujourd'hui, quand vous vous connectez à de nombreux sites internet, ils vous proposent de vous authentifier en utilisant Google, Apple ou Facebook. Par la force des choses, ces entreprises prennent un rôle régalien de l'État en devenant des fournisseurs d'identité. De la même manière qu'ils vous la donnent, ils peuvent vous la supprimer et vous faire sombrer dans les oubliettes. Un jour, quand votre passeport sera transformé en App, il sera peut-être privatisé et il faudra l'obtenir sous abonnement chez une entreprise privée.

CHAPITRE



UN NOUVEAU POUVOIR : BIG IT



La loi peut vous garantir le droit de vous exprimer et de tenir une opinion politique. Mais un réseau social peut avoir un avis différent sur la question. Il peut vous bloquer et vous interdire de vous exprimer sans autre forme de procès. Il n'y a ni police, ni juge, ni tribunal, ni possibilité d'appel. La condamnation tombe sans que vous ne sachiez le chef d'accusation, ni même que vous soyez écouté ou invité à donner votre avis.

Le pouvoir que les médias sociaux ont sur nos vies, même en Europe, prend son origine dans une spécificité de la constitution américaine. Le Premier amendement dit ceci :

“Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de parole ou de la presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour le redressement de ses griefs.”

On le cite souvent comme l'amendement garantissant la liberté d'expression aux USA. C'est une vision trop simpliste... En fait, la Constitution US protège la liberté d'expression contre les restrictions venant de l'État uniquement. Si une entreprise

censure un citoyen, la Constitution n'est pas opposable. D'où la tentation qu'a l'État de vouloir sous-traiter la censure auprès d'entreprises diverses et variées.

Durant les années 1990, pendant la présidence de Bill Clinton, l'établissement politique réfléchissait à des moyens originaux pour contourner les protections constitutionnelles pour restreindre la liberté de parole aux USA puis exporter le modèle ailleurs en Occident. Il leur fallait des artifices légaux permettant une sous-traitance de la censure. C'est ainsi qu'est née en 1996, la loi sur la "Décence des Communications", dite DCA, à laquelle on a ajouté en dernière minute la Section 230.

L'intention législative affichée était de protéger l'internet du contenu indécent ou pornographique. Rien de tel pour obtenir l'approbation de la ménagère moyenne. Les constitutionnalistes ont immédiatement attaqué cette loi devant les tribunaux et obtenu des modifications aux termes qu'ils considéraient trop vagues.

Par contre, le cœur de l'arnaque se trouve dans la Section 230. D'une part, elle déclare que les médias sociaux ne seront pas considérés comme les éditeurs du contenu publié sur leur plates-formes. En d'autres termes, ils ne sont pas tenus pour responsables du contenu que publient les utilisateurs.

C'est un peu comme pour un opérateur téléphonique : si une personne vous appelle pour vous insulter ou vous menacer, vous pouvez porter plainte contre cette personne, mais pas contre SFR ou France Télécom en qualité de complices transportant le message.

L'idée a été promue par les premiers défenseurs de l'internet suite au jugement Stratton Oakmont contre Prodigy dans l'État de New York en 1995. Prodigy permettait aux internautes d'accéder à des BBS (ancêtres du forum internet). En 1994, un utilisateur anonyme a posté un message diffamatoire au sujet de la compagnie de courtage Stratton Oakmont et de ses dirigeants. Le message citait plusieurs responsables, dont Jordan Belfort, le PDG. Il indiquait qu'ils avaient recours à des pratiques frauduleuses systématiques, manipulaient les marchés et trafiquaient leurs comptes financiers. Ces derniers ont tout de suite porté plainte contre Prodigy en envoyant une armée d'avocats. Oakmont a gagné leur procès devant la Cour Suprême de New York et fait condamner le fournisseur d'accès internet.

Ce cas a fait couler beaucoup d'encre et il est souvent cité dans les études sur la liberté d'expression sur internet. Maintenant, ce que les défenseurs du net n'ont pas remarqué, c'est qu'il y a un détail important qui a fait basculer ce dossier. En effet, pourquoi Prodigy a été condamné alors qu'il y avait déjà plein d'autres opérateurs internet faisant face aux mêmes défis, mais qui gagnaient toujours leurs procès ? Par exemple, devant la même Cour Suprême en 1991, CompuServe avait gagné face à une société, Cubby Inc., qui le poursuivait pour diffamation à cause d'un message publié sur ses réseaux. Alors, encore une fois, pourquoi Prodigy avait perdu en 1995 ? En fait, Prodigy pratiquait la censure sur ses BBS en supprimant ou modifiant les messages des

utilisateurs. Dans ce cas, les avocats de Stratton Oakmont ont pu argumenter que Prodigy n'est pas seulement un hébergeur neutre d'informations publiées par autrui, mais exerçait un contrôle éditorial sur le contenu et était donc, *de facto*, co-responsable de son impact. La cour a même été plus loin en déclarant que puisque la compagnie Prodigy pratiquait de la modération, même si celle-ci ne touchait qu'une partie des messages publiés, elle était éditorialement responsable de tous les messages se trouvant sur sa plateforme.

En pratique, la Cour Suprême de New York renvoyait les fournisseurs d'accès, les réseaux sociaux et autres intermédiaires techniques vers le Premier amendement de la Constitution américaine. Le message disait : *ou bien vous laissez les gens s'exprimer comme ils l'entendent, comme pour une conversation téléphonique, et dans ce cas vous ne portez aucune responsabilité sur le contenu ou bien vous commencez à censurer et dans ce cas on considère que vous exercez un contrôle éditorial et vous devenez intégralement responsables de ce qui se dit sur votre plateforme.*

Pour la petite histoire, le message publié sur le BBS n'était pas si diffamatoire que cela. Oakmont fraudait ses clients au grand jour et manipulait les cours en organisant des campagnes de *pump and dump*. C'est-à-dire qu'ils achetaient des actions valant quelques centimes puis lançaient de fausses nouvelles positives pour encourager les gens à investir sur ces actions. Quand le cours augmentait, ils sortaient discrètement en revendant tout. Une fois que le château de cartes s'écroulait, les investisseurs n'avaient plus que leurs yeux pour pleurer. Pour en savoir plus, il faut regarder le film "*Le loup de Wall Street*" avec Leonardo DiCaprio. Il se base sur les mémoires de Jordan Belfort, le PDG de Oakmont. Cette compagnie a été interdite de trader sur les marchés peu de temps après le procès de 1996 et ses dirigeants poursuivis en justice et condamnés à de la prison ferme.

Néanmoins, la décision de la cour de New York est parfaitement logique et en adéquation avec les principes du Droit. Imaginez que demain SFR décide que les conversations à teneur haineuse ne peuvent avoir lieu sur ses réseaux de téléphonie portable. Puis, ils installent un système d'écoute en temps réel muni d'une forme d'intelligence artificielle qui bloque les propos qu'il considère haineux. À ce moment, si vous recevez tout de même un message d'insultes, vous êtes fondé à porter plainte contre SFR. Parce que vous pouvez considérer que si le message vous est parvenu, c'est qu'il rentre dans le cadre de leur ligne éditoriale et qu'ils l'ont approuvé en connaissance de cause.

Le jugement Stratton Oakmont contre Prodigy était une grande victoire pour la liberté d'expression en ligne. Immédiatement, tous les opérateurs du pays annonçaient qu'ils cessaient de censurer le contenu pour éviter de s'exposer à des responsabilités légales.

Au niveau du Congrès américain, c'était la panique. L'État profond souhaitait trouver des moyens pour museler la liberté d'expression par l'entremise du secteur privé ; c'est

ce qui était écrit sur la feuille de route. Ce jugement tombait très mal.

Les amis de l'internet libre auraient dû s'en réjouir et se taire. Or, manipulés par les médias, ils ont commencé à crier à la mort de l'internet. Ils disaient que cette jurisprudence allait effrayer les fournisseurs de services et les empêcher de travailler. Leurs cris ont donné au Congrès et à Bill Clinton l'alibi idéal pour pondre la loi de 1996 et en particulier son infâme Section 230.

La Section 230 ajoute une disposition d'apparence anodine : la clause dite du "*Bon Samaritain*". Dans l'esprit, le "Bon Samaritain" est une personne étrangère à une situation, mais qui, constatant un danger, vient prêter secours alors qu'elle n'en a pas rigoureusement l'obligation. Par exemple, si une femme est en train de se noyer parce qu'elle est tombée dans une mer déchaînée, un observateur n'a aucune obligation légale de sauter derrière et de se mettre en danger pour la sauver.

Pareillement, une foule qui voit un immeuble brûler n'a aucune obligation légale d'entrer dans les flammes pour secourir des inconnus. En même temps, si une personne décide de porter secours, le concept de Bon Samaritain va la protéger contre les poursuites éventuelles. Si vous faites un massage cardiaque à une victime inanimée au sol, elle ne pourra pas porter plainte si vous lui cassez une côte pendant que vous tentez de redémarrer son cœur.

La Section 230 voit le réseau social comme un Bon Samaritain quand il censure du contenu pour en protéger le public ! Elle dit ceci :

"Le fournisseur d'un site interactif de service informatique ne sera pas tenu responsable du fait de toute action volontairement entreprise de bonne foi pour restreindre l'accès ou la disponibilité du matériel que le fournisseur considère comme obscène, sale, excessivement violent, harcelant ou par ailleurs répréhensible, que ce contenu soit ou non protégé par la Constitution."

Que ce contenu soit ou non protégé par la Constitution... Clinton venait de dynamiter les protections constitutionnelles des Américains. Les réseaux sociaux et autres fournisseurs pouvaient pratiquer la censure pour *notre bien*. Ce sont de *Bons Samaritains* qui nous protègent, nous les citoyens immatures, contre les idées tendancieuses, les propos que nous ne devrions pas dire ou entendre, les choses que nous ne devrions pas penser... Ils peuvent manipuler nos opinions politiques, y compris à la veille d'un vote, en usant de leur pouvoir éditorial pour nous exposer à un contenu orienté dans la direction dans laquelle ils voudraient nous entraîner.

Par cet artifice, les USA ont permis la création d'entreprises privées plus puissantes que l'État parce qu'elles ont plus de droits, plus de pouvoir et beaucoup d'argent. *Fast forward*, nous sommes le 7 janvier 2021, Mark Zuckerberg, le PDG de Facebook, annonce que son réseau vient de suspendre le compte du président en exercice Donald Trump. Le lendemain, Jack Dorsey, le PDG de Twitter, annonçait une interdiction permanente du compte personnel *realDonaldTrump*. En plus, il plaçait une restriction

sur les comptes de la Maison-Blanche ainsi que sur le compte officiel du président (POTUS).

L'Amérique se réveille avec une situation ahurissante : le président du pays ne peut plus communiquer sur les réseaux sociaux. Il doit faire appel de sa suspension non pas à une quelconque autorité officielle, mais à des entreprises privées qui lui déniaient l'accès. C'est simplement un coup d'État numérique.

Un autre réseau social, Parler, a refusé de jouer le jeu de l'État profond et n'a pas bloqué le président. À travers Parler, Trump pouvait toujours atteindre une base de 15 millions d'utilisateurs en majorité de son bord politique. Le 9 janvier 2021, Apple et Google ont décidé de bloquer l'application Parler sur leurs places de marché respectives. Elle fonctionnait toujours pour ceux qui l'avaient déjà installée sur des iPhones ou des Android, mais il n'était plus possible de la télécharger pour les nouveaux arrivants. Ceci avait pour but d'empêcher les Américains d'aller obtenir le message de Trump sur Parler. Le 10 janvier, le coup de grâce fut porté par le fournisseur de cloud Amazon AWS. Ils ont arrêté l'infrastructure qui permettait à ce réseau social de fonctionner.

Parler était plongé dans le noir. Une action concertée de plusieurs entreprises, normalement concurrentes, a eu raison de lui. Ni les autorités qui régulent la communication, ni celles de la concurrence ou des cartels n'ont trouvé à redire. Parler est revenu en ligne quelques semaines plus tard, mais le mal était fait. Il avait perdu ses utilisateurs qui avaient trouvé d'autres solutions. Bien plus tard, en avril 2023, il a été racheté par un conglomérat catholique, Starboard Media, et fermé le jour même.

Cette histoire signe la naissance d'une nouvelle force politique : Big IT.

La complexité et la richesse de l'internet font qu'aujourd'hui les environnements technologiques sont dits multivendeurs. C'est-à-dire qu'il faut impliquer de nombreuses entreprises IT qui fourniront les briques nécessaires pour construire un service, le gérer et le sécuriser. Vous rentrez dans l'infrastructure de n'importe quelle boîte, vous trouverez pêle-mêle du Cisco, du Palo Alto, du Google GCP, du Microsoft 365, du Microsoft Azure, de l'AWS, du Fortinet, du VMware, du Red Hat, du Windows Serveur, du HPE, du Dell, de l'IBM, du Salesforce, du Zoom, du Github, de l'Atlassian, du ServiceNow... et la liste est interminable. Ces entreprises ont aussi des relations entre elles. Ou elles sont clientes les unes chez les autres, ou elles ont le même actionariat ou les mêmes personnes dans leur conseil de surveillance. Elles peuvent bouger en bloc et supprimer toute forme de dissidence. Leur pouvoir dépasse celui des États. Même un système décentralisé n'est pas complètement à l'abri de leur potentiel de malfaisance. Elles ont la capacité d'annuler des licences, bloquer des services, faire tomber des réseaux... comme bon leur semble.

Avant son rachat par Elon Musk, la communication entre Twitter et le FBI était tellement constante, à longueur de journée, que certains observateurs ont dit que Twitter

était devenu une sorte de succursale du FBI. Les agents fédéraux et les responsables du réseau social avaient même fini par développer des relations personnelles. Ils se souhaitaient bon anniversaire et échangeaient des invitations.

Pour la censure, les agents du FBI envoyaient un simple email avec la liste de comptes qu'ils voulaient voir disparaître. Parfois, pour une simple blague ou un dessin qui ne plaisait pas, on faisait sauter des utilisateurs. Même les comptes évidemment satiriques n'échappaient pas au ciseau. Le niveau de susceptibilité n'était pas différent de celui du Parti communiste chinois.

Quand il s'agit d'installer les infrastructures de surveillance et de contrôle, ces entreprises deviennent le pilier fondamental de toute dictature numérique qui se respecte. Dans son livre, la Quatrième Révolution Industrielle, le Dr Schwab explique que ces technologies, une fois associées aux avancées biologiques, changent non seulement notre manière de vivre, mais également le sens d'être un humain !

Contrairement aux révolutions précédentes qui bougeaient linéairement, celle-ci avance à une vitesse exponentielle, explique Schwab. La technologie a un rôle catalyseur et accélérateur. La propagande est distribuée à la vitesse de la lumière. Les pouvoirs ne reposent plus sur les hommes de religion ou les grands sorciers. Nul besoin d'attendre le vendredi, le samedi ou le dimanche pour que la population se rende au temple de la religion d'État pour que lui soit fourguée la bonne parole. Aujourd'hui, on peut le faire en temps réel. C'est aussi cela l'effet accélérateur de la technologie. Comme on peut forcer une parole dans les écrans, on peut en interdire une autre et la faire disparaître complètement.

CHAPITRE



LE DÉPLATFORMAGE



C ourant 2023, Nigel Farage, le président du parti UKIP et l'artisan du Brexit a reçu une lettre de sa banque : on lui fermait ses comptes sans préavis et on lui demandait d'aller ailleurs. Cette action n'avait aucune justification commerciale ou légale. Les comptes étaient bien tenus, l'établissement connaissait le client depuis de nombreuses années et aucun incident n'était à déplorer avant cette suspension unilatérale.

De plus, de nombreux établissements bancaires s'étaient donné le mot de sorte que Nigel Farage a été refusé dans sept autres banques quand il a tenté de transférer ses comptes.

S'ils avaient agi de la sorte contre tout membre du public, cette histoire serait passée comme une lettre à la poste avec aucune retombée sur la banque. Avec Nigel Farage, la Coutts et sa maison mère, la NatWest, se sont retrouvées au cœur d'un scandale qui a pris des proportions internationales. Il a même son article sur Wikipédia.

Une enquête financière a été diligentée par l'autorité de régulation. On découvrit que la banque a fermé les comptes parce que certains de ses responsables ont trouvé que le client, de par ses positions politiques et publiques, était xénophobe et marginalement raciste. En termes de corporates : ses croyances et ses valeurs ne s'alignaient pas avec celles de la Coutts.

Seule la BBC, un repaire de militants d'extrême gauche vivant de la redevance télévisuelle obligatoire, a défendu la banque. On apprenait par la suite que le

responsable des *News Business* de la chaîne de télévision britannique dînait régulièrement avec la PDG de la Coutts. C'est dans un restaurant étoilé qu'il recevait les instructions sur ce qu'il devait dire à l'antenne.

Dame Alison Rose, la PDG de NatWest a dû démissionner ainsi que de nombreux hauts responsables. Il ne faut pas pleurer pour eux, le système saura les recycler et leur donner d'autres responsabilités ailleurs.

Remarquez au passage que même au niveau des banques privées, l'idéologie de l'extrême gauche, ou le wokisme est rigoureusement appliquée. Le système en place se base sur la droite de la fortune et la gauche de l'idéologie liberticide. La droite qui finance à crédit le camp d'extermination et la gauche qui fournit les capos qui le tiennent.

Suite au scandale, la NatWest a perdu une partie de sa capitalisation boursière, mais a certainement augmenté son score ESG. Ce score est à l'entreprise ce que le crédit social est au Chinois. Les grands fonds d'investissement regardent l'ESG avant de faire commerce avec toute entité. C'est pour cette raison que beaucoup de boîtes agissent dans une logique sacrificielle et font des choses qui n'ont aucun sens sur le plan entrepreneurial. Par la suite, si le client boude et que les affaires sont mauvaises, on pourra toujours virer du monde. L'employé étant la première variable d'ajustement. L'ESG passe avant toute autre considération.

Nigel Farage a pu se défendre et utiliser ses relais médiatiques pour créer le scandale et lui donner l'ampleur qu'il mérite. Le Grand Reset c'est la normalisation de l'arbitraire venant des banques, des entreprises et de tout représentant des forces de l'argent. Il ne sera pas possible de se plaindre ou d'obtenir réparation ou justice. Se faire virer de chez soi, d'un hôpital, d'une école, d'une université, d'une épicerie ou d'une banque sera le nouveau normal sous ce régime.

Une vague plateforme de valeurs hypocrites et de déclarations d'intention sera mise en place, c'est Klaus qui le dit, et la moindre rupture de conformité sera sanctionnée. Durant le Covid, nous avons vu une répétition générale de ce modèle. Les gens qui refusaient de se faire vacciner, c'est-à-dire de participer à une expérimentation médicale forcée, voyaient leurs droits fondamentaux suspendus. Le pass sanitaire, une preuve de consommation et d'obéissance, restaurait partiellement ces droits et il expirait à la prochaine dose de mise sur le marché par les laboratoires pharmaceutiques.

En France, de nombreux hôpitaux ont fait appel à des renforts de police et de gendarmerie pour bloquer l'entrée aux patients et au personnel médical non vacciné ; c'est-à-dire n'ayant pas consommé.

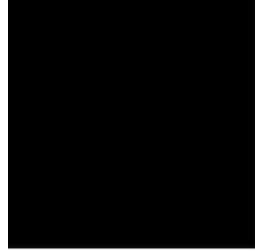
Une fois que le principe est acquis, il faut s'attendre à le revoir régulièrement jusqu'à ce qu'il devienne une caractéristique habituelle de la vie. Pour les Jeux olympiques de Paris en 2024, le préfet de police a déjà annoncé le retour du QR code

et une forme de pass pour circuler. Rue par rue, la ville sera divisée en périmètres colorés nécessitant un pass pour circuler, y compris pour les habitants.

En outre, la ville a ordonné aux applications de voyage comme Google Map ou Citymapper d'indiquer des routes spécifiques, plus longues, à la demande des autorités. En d'autres termes, l'État demande à des entreprises privées de mentir à leurs usagers sous peine de blocage ou de suspension.

Déjà sans obligation étatique, les entreprises ont l'habitude de mentir. Alors une fois munies d'un mandat pour le faire, les autorités françaises ont ouvert les portes de l'enfer.

CHAPITRE



6

LE MODÈLE CHINOIS DU GRAND RESET



Zbigniew Brezinski était conseiller à la sécurité nationale au président des États-Unis. Ne cherchez pas à prononcer son nom d'origine polonaise, même à la Maison-Blanche on l'appelait Zbig. C'est l'un des principaux fondateurs de la Commission trilatérale en 1973. Parmi les autres instigateurs de cette organisation occulte, on trouve le banquier David Rockefeller et Henry Kissinger. Ce dernier a également été Conseiller à la sécurité nationale pour les présidents républicains Richard Nixon et Gerald Ford.

La création de la Commission trilatérale est le premier effort structuré et significatif dans le but de mettre en place le Nouvel Ordre mondial. Sur le plan de l'idéologie, cette Commission n'apporte rien d'original. Ses idées ont toutes été formulées - et au moins partiellement appliquées - par les nazis, les communistes et les fascistes. Par contre, les Américains sont forts dans l'art du marketing, du remballage et de la revente. Et comme le chantait Jacques Brel, *c'est avec du vieux qu'on fait du neuf*.

Au départ l'idée de la Commission trilatérale n'a pas été vendue sous la terminologie "*Nouvel ordre mondial*", mais plutôt le "*Nouvel ordre international économique*". Comme on a fait pour l'Union européenne (qui a commencé discrètement sous une forme d'accords autour du charbon et de l'acier pour développer, plus tard, des ambitions de super-État), on n'explique jamais l'intention réelle au début. Dans la mesure du possible, on va couvrir le but réel en donnant le change afin de ne pas éveiller les

soupçons. Ici, on explique qu'il s'agit d'un ordre mondial économique. Le mot *économique* est là pour donner l'impression qu'il s'agit uniquement d'accords commerciaux et douaniers entre pays souverains. Ce qu'on ne dit pas, c'est qu'à terme, ce nouvel ordre a pour but de se substituer aux Nations dont il détruira la souveraineté.

La Commission trilatérale a été créée en 1973. Avec le WEF né en 1971, elle est l'un des moteurs du Nouvel Ordre mondial. Pourtant, de manière surprenante, quand on annonce le nouvel ordre international économique à l'ONU en 1974, la démarche ne vient ni des États-Unis ni de leurs alliés et vassaux classiques. Ce nouvel ordre a été annoncé à la tribune des Nations Unies par le président algérien Boumediene !

Les grandes familles de banquiers américains ont mis leur pays en coupe réglée. Il n'y a plus rien qu'ils ne contrôlent pas : économie, armée, police, fisc, administration et médias. Par le biais de commissions, de bureaux ou de clubs plus ou moins connus, ils ont sous leurs doigts les dirigeants passés, présents et à venir. Aux USA, nul n'arrive au pouvoir s'il n'a pas été présélectionné dans ces officines. Trump a été un accident de parcours, mais son impact sur leur plan a été modéré. La raison est qu'ils ne contrôlent pas seulement les présidents, mais aussi leurs conseillers, les responsables des agences gouvernementales, les hauts fonctionnaires et de très nombreux décideurs capables de bloquer ou de faciliter l'action présidentielle. De manière pas vraiment surprenante, ces familles aspirent à étaler leur aire de jeux pour couvrir la planète entière.

Quand Trump est arrivé à la Maison-Blanche, il avait pour intention *d'assainir l'étang*. Cette résolution qu'il répétait à chaque intervention est devenue l'un de ses principaux chevaux de bataille lors de la campagne électorale. Il avait déclaré la guerre à l'État profond. C'est-à-dire, tous ces groupes d'influence et d'intérêts cités plus haut. Si nous étions dans les années soixante, Trump aurait été tout simplement tué. Un tireur planqué derrière une fenêtre aurait ouvert le feu à son passage. Plus tard, ce même tireur aurait été abattu par un trumpiste assoiffé de justice. Puis, une commission aurait sorti un rapport d'enquête bourré d'approximations et d'invraisemblances...

Depuis Kennedy, l'État profond américain s'est organisé pour ne pas avoir à recourir aux méthodes extrêmes si un candidat indésirable arrive accidentellement à la Maison-Blanche. Ou dans un autre scénario, si un candidat *contrôlé* arrive au pouvoir, mais par la suite se retourne contre l'État profond. Le flingage à la JFK était une carte joker. Son utilisation doit rester exceptionnelle ; c'est-à-dire moins d'une fois par génération. Assassiner des présidents, ça fait désordre et c'est mauvais pour le business.

Quand Trump fut intronisé en janvier 2017, un plan d'urgence a été activé dans les rouages de l'État profond. Ce président allait se retrouver sans aucun pouvoir réel. Ses ordres tombaient dans des oreilles sourdes. À tous les niveaux de l'administration, les fonctionnaires agissaient avec lenteur et mauvaise foi. Il prenait des décisions, mais sur le terrain rien ne changeait ou trop lentement. De plus, régulièrement on lui inventait de nouveaux scandales que les médias amplifiaient et, souvent, la justice prenait au

sérieux. Ces histoires étaient pilotées par les clans Obama et Clinton qui travaillaient dans l'ombre pour miner sa présidence. Cela avait commencé avec l'accusation de l'interférence russe dans les élections de 2016. Puis, on a eu le décret présidentiel 13769. Ce décret avait pour but d'empêcher l'entrée de visiteurs ou de réfugiés depuis des pays hostiles aux États-Unis ou connaissant une forte activité terroriste. Les médias s'en sont servis pour diaboliser Trump dès le début de son mandat. Parfois les affaires et les procès en sorcellerie, quand ils ne pouvaient pas le toucher directement, tombaient sur ses proches collaborateurs. Steve Bannon, Elliott Broidy, Tom Barrack, Michael Flynn, Michael Cohen, Paul Manafort, Rick Gates, George Nader, Roger Stone, Allen Weisselberg, George Papadopoulos... tous ces noms ont fait la une à un moment ou à un autre. Tous sont tombés après des campagnes de harcèlement menées par la justice, le FBI ou le fisc. Certains se sont retrouvés derrière les barreaux. Il devenait dangereux de travailler pour Trump ou juste faire partie de son entourage. Pour l'État profond, il était urgent d'isoler ce président en faisant sauter tous les gens sur lesquels il pouvait compter. Il fallait qu'il se retrouve seul à tourner en rond dans le bureau ovale. Pendant que le FBI détruisait les preuves des crimes avérés du fils Biden, ses agents construisaient des dossiers de toutes pièces sur les proches du président en exercice. La police fédérale des États-Unis s'était transformée en une véritable milice politique. Le KGB soviétique, en son temps, ne se comportait pas différemment.

Par la suite, les choses s'accéléraient avec des procédures de destitution à rallonges. Ces procédures n'étaient pas faites pour aboutir, mais elles rentraient dans le cadre d'une lutte intestine où chaque minute comptait. Trump avait exactement 4 ans à la Maison-Blanche. Théoriquement, c'est un homme puissant. Chaque moment de disponibilité qu'il a, il peut le mettre à profit pour prendre une décision contraire aux intérêts des vrais maîtres de l'Amérique. Il fallait l'accabler et le saturer d'histoires sans queue ni tête, mais qui l'obligent à réagir et à se défendre. Une journée qu'il va passer avec ses avocats à établir une stratégie de défense contre une accusation fantaisiste est une journée de moins dans l'agenda présidentiel.

Il avait 1461 jours de présidence. Le challenge était de toutes les remplir d'histoires bruyantes et sans importance. On avait inventé le coup d'État par saturation. C'est ce qu'on appelle en informatique le "*déni de service*". La machine est bombardée par tellement de requêtes invalides qu'elle ne peut plus fonctionner normalement.

C'est pour cette raison qu'il n'était pas nécessaire de le tuer. Il n'était pas dangereux. Il était inutile. Son seul dommage était la perte de temps. Quatre ans, le temps d'un mandat, où les plans des globalistes allaient avancer au ralenti.

Ces années ont également été mises à profit pour mettre en place un système de fraude massive dans les élections. Il permettait de s'assurer qu'il n'y aurait pas un second mandat Trump. Mais c'est également un rempart ultime pour le futur. Au cas où une campagne électorale prend une direction non prévue (nul n'est à l'abri d'un accident), il sera possible de restaurer la volonté des vrais maîtres en agissant

directement sur le contenu des urnes. Cette action est d'autant plus facile avec la normalisation du vote électronique. Il permet une fraude techniquement plus complexe, mais plus opaque et moins voyante que le bourrage classique avec des bulletins de vote tombés du ciel.

Autre outil de la fraude, c'est le vote postal. Ce type de vote a toujours existé, mais il est rarement important au point de modifier l'issue d'une élection. Sauf que l'élection de 2020 a été une exception : le Covid. Ce virus venu de Chine et dont la réponse mondiale, y compris aux États-Unis, a été définie et dictée par le Secrétaire général du Parti communiste chinois ; le PCC. Alors que la majorité des pays du monde avaient des plans définis depuis longtemps pour répondre à des pandémies respiratoires ou autres, ils ont tout jeté à la poubelle et suivi à la lettre les consignes du PCC. De facto, durant cette période de panique, le PCC dirigeait le monde. C'était ainsi, distanciation sociale oblige, que des millions d'Américains ont voté par la poste.

Le vote par correspondance crée une déconnexion entre l'électeur et l'urne. Durant l'élection pour le second mandat de Trump, de nombreux centres postaux ont reçu l'ordre d'arrêter leurs machines de tri et de les détruire au marteau pour empêcher qu'elles ne soient remises en route. Ce sabotage causa la paralysie du système USPS et des retards conséquents dans l'acheminement du courrier. Il a fallu des plaintes venant de 20 États différents contre le patron de la poste américaine, Louis DeJoy (un républicain), pour que le massacre s'arrête. Ce dernier a affirmé qu'il avait ordonné la destruction des machines pour *améliorer* le tri du courrier. Sans l'intervention de la justice, il aurait transformé le système postal en cendres.

Des millions de lettres contenant des votes, en particulier de zones pro-Trump, ne sont jamais arrivées. Dans le Wisconsin, on trouva du courrier électoral jeté dans un fossé. En Pennsylvanie, des votes de militaires, majoritairement pro-Trump, ont été détruits... Chaque région a ses histoires d'horreur sur ce sujet. Au plus haut de la crise, la poste gardait 5 millions de voix, dont certaines, depuis six semaines.

Malgré les irrégularités apparues à travers tout le pays, quand Trump les pointait du doigt, on l'accusait cyniquement de mettre en doute et de fragiliser le processus démocratique américain. C'était une pure illustration d'inversion accusatoire, parce qu'il n'y a pas de démocratie qui tienne sans l'intégrité du processus électoral.

Un déchaînement médiatique sans précédent fut lancé contre lui et les moteurs de recherche ont manuellement changé leurs algorithmes pour faire remonter la propagande de l'État profond sur la question. Une recherche sur n'importe quel moteur donnera invariablement des pages et des pages de médias alignés avec le Parti démocrate tentant maladroitement de faire du "décodage".

Le 5 novembre 2020, soit deux jours après les élections présidentielles, Donald Trump disait ceci lors d'un briefing télévisé depuis la Maison-Blanche : *“Si vous comptez les votes légaux, je gagne facilement. Si vous comptez les votes illégaux, ils*

peuvent nous voler l'élection". Le magazine Time nous explique la suite : *"Son intervention était si dangereusement malhonnête, que toutes les chaînes de télévision ont spontanément cessé de la diffuser"*. Eh oui, les choses arrivent *spontanément* ! Les chaînes de télévision, hautement bienveillantes, protègent les oreilles chastes du peuple de propos qu'il n'est pas assez mature pour entendre.

Aujourd'hui, les médias traditionnels et sociaux ont été achetés par de gros conglomérats qui les utilisent comme porte-paroles. Tous les médias défendent les intérêts de leurs propriétaires. De plus, la tendance est à la centralisation. Tout le monde sait que Rupert Murdoch possède Fox News, mais on réalise moins qu'il est propriétaire de centaines d'autres chaînes de télévision, quotidiens nationaux, sites internet et labels de musique aux USA, en Australie et au Royaume-Uni. Plus de 40% des Britanniques ne lisent que ses journaux. Depuis Kennedy jusqu'à Joe Biden, Murdoch a toujours été un habitué de la Maison-Blanche. Il fait partie de ces personnages de l'ombre qui ne changent jamais alors qu'on recycle régulièrement les présidents. Ce sont ces Mogols, en fonction de leurs intérêts, qui décident quelle parole a le droit d'arriver dans le public. Quand il appelle la Maison-Blanche, il dit simplement :

- C'est Murdoch !

Et les réceptionnistes le transfèrent au chef de cabinet. Au Royaume-Uni, il a une invitation ouverte au 10 Downing Street et peut rejoindre le bureau du Premier ministre quand il veut.

Murdoch a été très proche des Trump. Il leur prêtait son yacht pour les vacances. Mais vers la fin de la présidence Trump, sa relation personnelle avec Murdoch s'est détériorée. C'est pour cette raison que les médias ont reçu carte blanche pour le défoncer sans retenue. De plus, l'empire Murdoch n'est rien sans les annonceurs. Or, ceux-ci voulaient voir disparaître Trump afin de reprendre les délocalisations avec la Chine.

Maintenant pourquoi la Chine, et en particulier le PCC, va-t-elle aider l'État profond américain à se débarrasser de Trump en lançant la crise sanitaire mondiale ? Il y a deux réponses : la première est simple et la seconde exige d'étudier plus en détail l'histoire du projet mondialiste.

Commençons par la partie simple du problème.

En 2018, l'administration Trump a imposé des taxes douanières de 10% sur les 200 milliards de dollars de produits importés depuis la Chine. Ce n'était qu'un début. En mai 2019, les prélèvements ont été augmentés à 25% et de nouveaux produits d'importation se sont retrouvés dans le collimateur de la douane. Vers la fin de sa présidence, plus de 350 milliards USD de produits étaient concernés. Trump avait déclaré la guerre économique à la Chine. Il n'y avait pas une once de bellicisme contre ce pays, mais tout simplement du bon sens d'homme d'affaires. En analysant les

échanges, il a compris que la Chine truandait les États-Unis au profit du PCC d'une part et des grandes fortunes américaines d'autre part. En d'autres termes, de grandes fortunes américaines - construites historiquement sur du capitalisme de prédation - étaient dans le lit avec le Parti communiste chinois !

Ces grandes fortunes opéraient des délocalisations massives qui leur permettaient d'échapper au contexte réglementaire américain, peser à la baisse sur les salaires, dégrader les conditions de travail et augmenter leurs marges. Les désertifications et les chômeurs qu'elles créaient tombent naturellement à la charge du contribuable américain. Pour que le système fonctionne, il faut une circulation illimitée des conteneurs depuis la Chine. Trump l'avait bien compris et, avec ces taxes douanières progressives, il voulait forcer le retour de la production aux États-Unis. Il ne s'agissait pas uniquement de création d'emplois, mais aussi de recouvrir des pans d'indépendance et de souveraineté. Quand un produit part à l'étranger, partent avec lui le savoir-faire, les investissements, la créativité, les patentes, les emplois directs et indirects, le revenu de taxation... mais aussi une part de souveraineté. C'est une histoire et un développement qui s'arrêtent. Si la France avait fait fabriquer l'Airbus A300 par la Chine, aujourd'hui le A380 et le A350, les fleurons du constructeur de Toulouse, seraient fabriqués à Shanghai et achetés aux conditions exigées par la Chine.

Trump voulait aller plus loin en 2020 parce que ces taxes commençaient à porter leurs fruits. En 2016, dès le début du mandat, le constructeur de voitures Ford avait annoncé l'annulation de délocalisations vers le Mexique. Même si la présidence ne parlait que de Chine, dans les cercles financiers, on savait que ce n'était qu'un début. Ford voulait prendre les devants pour éviter de faire les choses dans l'urgence si un décret tombe. Dow Chemical, l'un des trois géants mondiaux de l'industrie chimique, avait déclaré qu'il reprenait les investissements aux États-Unis et allait y ramener des milliers d'emplois. General Motors a annoncé 900 millions de dollars d'investissements dans le Michigan, État particulièrement touché par la désindustrialisation sauvage. Sprint, le géant de la télécommunication japonais possédait plus de 10% de parts de marché de l'internet fixe aux États-Unis même si ses actifs sont à 85% à Tokyo. Sans même attendre d'être dans le collimateur, Sprint a annoncé la création de 50'000 nouveaux emplois aux États-Unis et l'investissement de 50 milliards de dollars. IBM, le géant informatique américain malgré 69% de ses employés à l'étranger, en particulier en Inde, terre propice à la délocalisation pour tout ce qui est développement et support technique a dû réagir. Ses responsables ont annoncé leur intention d'investir un milliard de dollars aux USA et de recruter 25'000 techniciens... Juste quelques mois auparavant, ils licenciaient. Peu à peu, ces compagnies qui se sont toujours crues au-dessus de tout, ont dû se soumettre et prêter allégeance aux nouvelles règles du jeu.

Le nouveau président n'était pas méchant ni belliqueux. C'était tout simplement un homme d'affaires qui voulait faire du business dans un contexte égalitaire : si cela profite aux deux parties, on peut continuer. Autrement, on arrête tout.

Pour son second mandat, Trump voulait poursuivre cette politique. Il allait rendre la production en Chine non viable pour la majorité des produits. La nouvelle doctrine était simple : si vous voulez faire de l'argent aux États-Unis, il faut y investir, y produire et y créer des emplois. En affirmant cela, le président est entré en conflit direct avec les tenants du mondialisme triomphant.

Les navires géants immatriculés au Liberia ou à Panama et faisant la navette entre la Chine et les ports US appartenaient à une époque qui se terminait !

Mais ce qui allait se terminer vraiment, c'était la présidence de Trump ; par l'entremise de la Chine et le vaudeville du virus de Wuhan.

Ce n'est pas simple de qualifier ou de définir le "Covid". Laissons la version officielle de côté. Comme souvent, ce n'est qu'un ramassis de propos sans suite reprenant les déclarations très changeantes des fonctionnaires.

Par exemple, en janvier 2020, les réseaux sociaux, comme YouTube, bloquaient tout contenu qui disait que le Covid - alors appelé coronavirus - pouvait se transmettre d'une personne à l'autre par l'air comme tout virus respiratoire. Cette position, ils l'ont justifiée par leur adhérence aux propos des *experts* et des autorités sanitaires. Quelques semaines plus tard, les vidéos qui disaient que le Covid ne se transmettait pas par l'air étaient censurées sur YouTube. En France, on avait interdit la vente des masques chirurgicaux avant de les rendre obligatoires. Au Royaume-Uni, les autorités ont déclaré que si on mange assis dans un resto on n'est pas contaminé alors que si on est debout le risque de contagion est plus élevé. En Écosse, le gouvernement a annoncé que si on mange un plat substantiel dans un restaurant, on n'est pas contaminé. Par la suite, un débat grotesque a été lancé pour savoir si les œufs écossais rentrent sous la définition de plat substantiel ou pas...

Le Covid est soit un virus artificiel lâché volontairement par le laboratoire P4 de Wuhan, ou bien dans une autre hypothèse, tout simplement le virus de la grippe saisonnière qui a été *rebrandé* pour effrayer le monde. Discuter en détail la possibilité de l'une ou l'autre des versions sort du cadre de ce livre. Mais peu importe dans quelle position on se place, y compris si on croit à la version officielle, il y a un aspect sur lequel tout le monde est d'accord : cette histoire a commencé en Chine.

On se rappelle que durant cette triste époque appelée crise sanitaire, le nombre de patients atteints de grippe est tombé à presque 0 dans les statistiques officielles. En même temps, les courbes d'évolution du Covid ressemblaient furieusement à celles de la grippe des années passées. Pour la plupart des gens, la grippe est une maladie bénigne et récurrente qui se soigne avec des remèdes qu'on trouve à la maison : miel, citron, repos, vitamine C et Doliprane. Pour les personnes fragiles, âgées ou immunodéprimées, la grippe peut tuer. Selon les chiffres officiels du ministère de la Santé américain, le CDC, la grippe a touché 41 millions de personnes durant l'hiver 2017-2018. Ceci a justifié 21 millions de visites médicales, 710'000 hospitalisations et

52'000 morts ! Sur l'hiver 2021-2022, le CDC compte un timide 4900 morts de grippe; du jamais vu !

On a donc pris les morts de grippe, qui peuvent approcher les 100'000 en une mauvaise saison, et on les a tous mis dans la colonne Covid. Par la suite, on a pris les gens décédés de *n'importe quelle cause* dans les 30 jours après un test PCR positif et on les a aussi considérés comme morts de Covid. On rapporte des cas de victimes d'accidents mortels de la circulation, mais déclarées tout de même comme mortes de Covid. On a changé les définitions et les méthodes de calcul afin d'augmenter les chiffres apparents et créer un sentiment de crise. Les hôpitaux recevaient une aide financière par victime de Covid. Ils avaient aussi un intérêt financier direct à gonfler les chiffres.

La Chine avait fait le premier pas en annonçant le virus réel ou supposé. Le Secrétaire général de son Parti communiste, Xi Jinping, expliqua au monde comment s'en protéger : le confinement généralisé, le traçage, les masques chirurgicaux, le gel hydroalcoolique qui doit couler à flots et surtout - et surtout - l'arrêt total de l'économie ! Pour les patients, il ne faut surtout pas traiter. Qu'ils restent à la maison ! S'ils finissent tout de même à l'hôpital, intubez ! Intubez ! Intubez en masse !

Les médias ont pris le relais afin de distiller la terreur dans le public. On a fermé les hôpitaux, annulé des opérations, des procédures et des dépistages. Même des patients sous chimiothérapie ont reçu l'ordre de rentrer à la maison.

Quand une personne attrapait une bronchite, une pneumonie ou toute autre infection pulmonaire, on refusait de la voir en consultation ou de lui prescrire des médicaments. On la laissait empirer et cracher du pus, du sang puis devenir bleue en désaturant. Ces maladies qui, de tout temps, avaient été prises sérieusement par le corps médical, ont été ignorées et les patients laissés sans soins.

Le mot d'ordre était simple : restez chez vous ! Ne venez pas ! Prenez du Doliprane et appelez-nous lorsque vous êtes à l'article de la mort. Des gens qui avaient besoin d'analyses, de rayons X pour dévoiler leurs infections pulmonaires et puis de cocktails d'antibiotiques et d'anti-inflammatoires pour les aider à passer le cap ont été ignominieusement abandonnés en obéissance au PCC et pour faire du chiffre. Quand le patient mourait, il rentrait automatiquement dans la case Covid et participait à faire tourner la machine de la peur. Un des sites les plus consultés à cette époque, dépassant même les sites pornographiques, était la cartographie des morts de Covid de l'université John Hopkins. Chaque pays venait y déverser ses chiffres concoctés la veille. L'Italie annonçait jusqu'à 1000 morts par jour. On se demande où ils les trouvaient ! Leurs médias ont utilisé des images d'un dramatique naufrage qui avait eu lieu le 3 octobre 2013 au large de Lampedusa. Il avait emporté plus de 500 migrants en provenance de Somalie, Érythrée et Ghana. Les corps avaient été placés dans des cercueils alignés dans un hangar géant. Ces mêmes images ont été recyclées plus tard et

diffusées sous l'étiquette "victimes du Covid"

En tout cas, ceux qui ont fait confiance au système ont vu leurs symptômes s'aggraver. Certains sont morts dans des souffrances complètement évitables. Ils ont été assassinés dans un effort concerté de négligence médicale. Quand ils téléphonaient à leur médecin pour obtenir de l'aide, des secrétaires apeurées et vociférantes - parlant à travers plusieurs masques - leur disaient de ne surtout pas venir parce que le cabinet débordait à cause de la pandémie. Le cabinet était vide parce que plus personne n'était reçu !

Pendant ce temps, des routines de danse et des chorégraphies complexes apparaissaient sur les réseaux sociaux et, en particulier, le chinois TikTok. On y voyait des infirmières sexy et des médecins, stéthoscope autour du cou, chanter et danser tout en s'amusant avec du matériel dans des hôpitaux déserts. Alors que le monde croyait que les hôpitaux, tous départements confondus, avaient été transformés en unités Covid dans lesquelles on traitait des milliers de patients sous la houlette d'un personnel médical héroïque et dévoué, les rares fois où des vidéos non contrôlées sortaient elles montraient des bâtiments vides et du personnel qui s'ennuyait en jouant aux cartes. C'était l'époque de toutes les impostures.

Un autre scandale frappa. Le Lancet est le journal médical le plus ancien et le plus respecté dans la communauté médicale. Cette fontaine de science fait et défait l'orthodoxie.

Le 22 mai 2020, le Lancet a publié une étude scientifique validée par des pairs et indiquant que les patients qui recevaient de l'hydroxychloroquine (HCQ) en réponse au Covid développent des problèmes cardiaques et meurent à un taux double ! L'étude, au ton très formel, portait sur 96'032 patients répartis sur 671 hôpitaux. Cet article, de par la revue qui l'a endossé, a été considéré comme une source faisant autorité.

Immédiatement, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a ordonné l'arrêt de toutes les recherches sur cette molécule. La France a tout de suite interdit la commercialisation et a bloqué les stocks en pharmacie. Dans de nombreux pays en Afrique et en Asie, en dehors de la sphère d'influence de la corruption occidentale, les médecins ne comprenaient pas cette hystérie autour de l'HCQ et continuaient à l'utiliser. De leur propre expérience, elle sauvait des patients et réduisait leurs chiffres de mortalité ainsi que la durée moyenne des hospitalisations. En Algérie, des médecins passaient à la télévision pour dire qu'ils ne comprenaient pas à quoi on jouait en Europe.

Les gauchistes américains, célébrités incluses, ont commencé à vociférer sur les plateaux au sujet de cette molécule promue par Trump alors qu'elle était mortelle.

Pendant ce temps, des analystes consciencieux à travers le monde se sont penchés sur l'article du Lancet. Les chiffres qu'il fournissait étaient statistiquement aberrants et ne permettaient pas de soutenir les conclusions avancées. Mieux encore, un certain

Sapin Desai, le coauteur de l'étude, était un fraudeur en série poursuivi dans de nombreux États US. Le biologiste responsable scientifique de l'étude, Thomas G. Koenigsberger, est mort depuis mars 2018. La compagnie ayant soi-disant fait la recherche, Surgisphere, appartient à Sapin Desai et elle a été liquidée en 2015. À l'origine, elle vendait des livres médicaux écrits par son patron. Sur Amazon, il utilisait les noms de médecins connus pour créer de faux comptes et laisser des avis élogieux sous ses publications.

Le pire, c'est la responsable de marketing de Surgisphere. On l'avait associée à l'étude et même créé un compte LinkedIn pour elle. Cette jeune femme a été localisée sur un site de modèles de lingerie. Elle vend des photos d'elle nue, escorte des messieurs généreux et plus si affinités. Elle n'a aucune formation ou compétence scientifique.

Au bout de quelques jours, la pression est devenue trop forte. Le Lancet a retiré l'étude frauduleuse. Par contre, les pays qui ont interdit l'HCQ sur sa foi n'ont pas fait marche arrière. En France, quand un médecin prescrivait l'hydroxychloroquine, de nombreux pharmaciens refusaient l'ordonnance et dénonçaient le praticien aux autorités sanitaires. Quand on atteint le comble du conformisme, une étude frauduleuse diffusée par un escroc, une prostituée et un mort est plus importante que la parole d'un médecin.

Le relais chinois aux États-Unis était le docteur Fauci. Ne cherchez pas à son sujet sur internet ! Tous les moteurs ont changé leurs algorithmes pour l'encenser et le présenter comme un saint. Le sénateur Rand Paul (républicain) a dit aux médias que ce responsable médical de la Maison-Blanche devait être en prison. Le 1er août 2020, dans une émission à la Fox News, l'animateur vedette Tucker Carlson, a traité le docteur Fauci de fraude. Ce dernier, embrassant scrupuleusement l'agenda de l'extrême gauche américaine, avait refusé de dire si les manifestations du groupe BLM - suite à l'assassinat de George Floyd par la police de Minneapolis - allaient affecter la propagation du Covid ou non.

En ce moment, Trump - qui avait également suivi le narratif chinois - n'était plus président et le maquillage avait commencé à s'effriter.

Trump s'est fait influencer puis arnaquer par ses conseillers, par la réaction des autres pays occidentaux qui fermaient boutique et par l'hystérie surjouée des médias américains. À terme, il y allait de sa popularité ou même de sa survie politique. S'il n'avait rien fait, les États-Unis auraient eu la même proportion de morts que la Suède, pays qui était resté en dehors de ce cirque. Mais sur le plan politique, l'équation était intenable. La population effrayée par le terrorisme médical exigeait des actions. Les gens avaient peur d'aller au travail, de prendre les transports ou d'envoyer leurs enfants à l'école. Ils pensaient qu'ils allaient contracter le virus puis exprimer des difficultés à respirer et enfin mourir dans une lente agonie. Une fois que le vaudeville était lancé, ses instigateurs pouvaient aller se reposer. La dynamique du public prenait le relais.

Sans réaction de leurs autorités, les Américains auraient pu prendre les armes. Ils auraient considéré que la désinvolture de Trump risquait de tous les tuer.

Des gens étaient morts sans qu'on permette à un membre de leur famille de venir leur tenir la main lors de leurs derniers instants. Des enfants ont dit adieu à leur père ou à leur mère par WhatsApp face à un téléphone qu'une âme charitable pointait sur le visage du mourant. Des personnes âgées ont été emprisonnées dans des foyers avec interdiction de toute forme de contact humain. Beaucoup sont devenus fous et se sont dégradés en attendant la mort dans la prostration. La police fit des descentes dans les églises pendant la messe et arrêta des prêtres et des fidèles. On traquait les promeneurs sur les plages, dans les forêts ou dans la montagne. Si nécessaire, on n'hésitait pas à sortir les grands moyens : hélicoptères, drones et même géolocalisation des téléphones portables. Le cauchemar orwellien s'était incarné dans la réalité.

Pendant ce temps, le conseiller médical de la maison blanche, ainsi que d'autres politiques et médias, annonçaient calmement que les manifestations BLM pouvaient continuer et que, vu leurs intentions pures, elles ne pouvaient pas accélérer la propagation du virus.

La Chine avait intérêt à faire tomber Trump. Ceci n'est plus à démontrer. L'État profond américain, celui qui a explosé la tête de Kennedy à Dallas, veut également la fin de ce président, mais comme les temps avaient changé, d'autres méthodes étaient de mise. Même s'il est de droite, Trump se retrouve paradoxalement en guerre contre les forces de l'argent. Toutes les grandes entreprises, obligées de relocaliser, recruter et investir, souhaitaient ardemment son départ. Pour utiliser une terminologie commune en France, Trump est un souverainiste. Avec lui, oui on peut faire de l'argent, mais l'intérêt supérieur de la Nation passe avant tout le reste. Or, le spéculateur de Wall Street, le grand patron ou le banquier de Manhattan sont idéologiquement apatrides. Ils veulent de l'argent vite et sans aucune règle qui vienne les entraver. Les remontrances sur la dépendance envers la Chine, les délocalisations sauvages, le taux de chômage pesant sur le pays... ne les empêchent pas de dormir la nuit. Au pire, ils vont dans un gala de charité, laissent tomber un chèque d'argent détaxé et se sentent vierges de nouveau. Mais que des lois et des décrets exécutifs viennent mettre de l'ordre, ils sortent leurs Colts et leurs Brownings !

Trump représente le capitalisme industriel. Quand il parle de business, c'est en termes de construction, de buildings, de ponts, de barrages et d'autoroutes. C'est ce capitalisme qui a exploré et construit les États-Unis, tiré des milliers de kilomètres de lignes de chemin de fer et fait sortir des villes dans le désert (il ne faut pas trop l'encenser non plus, c'est ce capitalisme qui a exterminé les habitants indigènes). Il a pris naissance dans les usines qui poussaient à travers les USA en employant des prolétaires qui se détruisent la santé devant des machines tournant nuit et jour... En 1898, ce pays était la première puissance industrielle au monde, mais avec, déjà, une forte propension à la consolidation. Vers cette époque, John Rockefeller possédait 90%

de l'industrie pétrolière américaine. En même temps, Andrew Carnegie régnait sans compétition sur l'industrie métallurgique.

En face, nous avons le capitalisme financier, dit aussi le capitalisme des rentiers. Des gens qui ne créent aucune valeur, interceptent les flux économiques et en prélèvent l'essentiel. En d'autres mots, ce sont des parasites. Ces derniers ne fabriquent un objet que s'il peut soutenir une dette, une usure ou un montage financier.

En Allemagne, certains constructeurs automobiles gagnent plus d'argent avec leur bras financier, celui qui prête aux clients, qu'avec leur bras industriel qui fabrique les véhicules. Le véhicule - et toute l'activité industrielle centrée autour - n'est qu'un prétexte ou un alibi pour justifier de la dette. Cette dernière devient la raison première de l'existence de l'activité économique. De ce processus, le banquier et le spéculateur boursier vont extraire plus de valeur que ce qui va revenir à l'ouvrier ou à l'ingénieur.

Ces néo-rentiers d'étoffe féodale ont un effet inflationniste sur l'économie. Tout est plus cher à cause de leur existence même. Pour eux, l'endettement à tous les niveaux est une manière de capter le fruit du travail des populations croulant sous les cartes de crédit, les agios des découverts, les créances de la voiture et de la maison, les prêts à la consommation... Pour un produit acheté, nous payons une fois le prix au capitaliste industriel et plusieurs fois le prix au capitaliste financier. Un téléphone haut de gamme qui coûte 1300 euros cash reviendra à plus de 3000 euros s'il est acheté en mensualités couvertes par une banque qui s'insère dans la transaction. On peut toujours critiquer Apple pour le prix exorbitant de ses téléphones. Cette compagnie emploie tout de même plus de 160'000 personnes. Nous ne parlons que des emplois directs. Ils reçoivent 1300 euros pour un iPhone alors qu'une agence de crédit fonctionnant presque automatiquement prend 3000 euros sur le même iPhone. Vous voyez l'anomalie ? Le système en place valorise le financier bien plus que l'industriel. Celui qui ne fabrique rien touche plus d'argent.

Marchez dans n'importe quelle ville occidentale et regardez autour de vous : les maisons, les voitures garées devant, la télévision, l'électroménager, les habits dans la buanderie et jusqu'aux cadeaux qui dorment sous le sapin de Noël... tout appartient au capitalisme financier qui perçoit une rente perpétuelle atteignant plusieurs fois la valeur des biens soumis au crédit. C'est de là que vient ce concept si cher au Forum de Davos : *vous ne posséderez rien et vous serez heureux*. Techniquement, tout appartient déjà aux banques et nous ne sommes que les locataires de biens qui nous enchaînent.

Dans certaines réactions chimiques, il y a des produits qu'on voit apparaître dans les équations, mais qui n'ont qu'une existence éphémère. Les radicaux et les carbanions, par exemple, sont insaisissables. Ils apparaissent sur le papier, mais on ne peut pas en avoir une fiole. Ces intermédiaires réactionnels ont une nature très proche du capitalisme financier. Ce dernier n'existe que quelques fractions de seconde. On peut faire des études ou écrire des livres à son sujet, mais en pratique, il a une existence théorique. Il

n'est qu'un intermédiaire éphémère qui mute immédiatement en capitalisme de connivence ; ou capitalisme de corruption pour faire simple.

Comme le financier a de l'argent facile sur la table, il commence à acheter du monde autour de lui afin d'augmenter son influence et sa fortune. Il possède les médias, les hommes politiques, les juges et les fonctionnaires. Sa toile d'araignée mine la démocratie de l'intérieur. Nos systèmes démocratiques sont basés sur le principe d'un homme un vote. Mais les forces de l'argent ne l'entendent pas de cette oreille. Ces rentiers, non contents d'être déjà trop influents pour ce qu'ils sont, s'emploient à modifier le monde afin de placer des barrières financières à tous les niveaux de sorte qu'ils sont les seuls à pouvoir passer.

Le nanti n'a aucun problème à demander à sa marionnette, le politique, de restreindre tout aspect de la vie civile et de le soumettre à des taxes. D'une part, lui n'a aucun mal à payer ces taxes qui lui garantiront l'accès exclusif à une liberté qui était disponible pour tout le monde précédemment. D'autre part, ce revenu taxatoire, il saura le capter en temps voulu.

Par exemple, l'Union européenne a décidé d'interdire les véhicules à essence et diesel en 2035. Le prétexte officiel est la lutte contre le changement climatique. Dans leur veulerie, les peuples européens ont majoritairement accepté les accusations portées par la secte du climat. Ils ont fini par admettre que leur mode de vie cause des cataclysmes à l'autre bout de la planète, fait souffrir d'autres peuples et puis finira par éradiquer toute trace de vie sur terre. Ce qu'ils n'ont pas réalisé, c'est que les accusations ne viennent jamais toutes seules. Le principe est le même dans les tribunaux : si on admet qu'on a commis un crime ou qu'on a porté préjudice à quelqu'un, le procès avance naturellement vers une phase où on parlera de peine, de sanctions et de dédommagement.

Le changement climatique est le crime le plus atroce jamais porté contre un humain. Normalement, une accusation aussi grave exige des preuves en béton. Il ne faut pas se voiler la face : s'il était établi, la sanction pour un crime pareil ne peut être que la mort. En lieu de preuves, on a brandi des prophéties foireuses, des prédictions qui ne se sont jamais réalisées, des chiffres truqués et des discours hystériques de militants bons pour l'asile psychiatrique. Régulièrement, des milliardaires embarquent dans leurs jets privés et vont se rencontrer dans des endroits somptueux pour appeler, sans complexes, à restreindre nos vies et nos droits jusqu'à nous faire subsister d'insectes. Il va sans dire qu'ils ont déjà investi dans des usines de production de cette ignoble pitance.

Non contents de tout posséder, ces nantis travaillent activement à nous appauvrir et nous retirer jusqu'au pain que nous posons sur la table. Ils auraient pu continuer à s'enrichir et s'engraisser tout en profitant d'un système construit pour eux, mais ceci ne leur suffit pas. C'est à croire que dans la nature humaine, il n'est pas suffisant de manger du caviar, se baigner dans du champagne hors de prix ou transporter des cadeaux

d'anniversaire en jet privé. Non, le bonheur ne peut être complet que si les autres vivent dans le froid, dans le noir et se nourrissent de bouillie de vermine. C'est seulement là que le bonheur devient complet.

C'est pour cette raison que les révolutions ne passent jamais sans saisir les biens des nantis. Ces gens ont déclaré la guerre aux peuples. Ils l'ont fait gratuitement et unilatéralement. Il ne leur suffit pas de s'enrichir, y compris par des méthodes inavouables. Ils travaillent activement à enfoncer les autres dans la misère et la pauvreté. C'est dans ce cynisme criminel que la réponse révolutionnaire trouve sa justification.

L'interdiction des véhicules à combustion en Union européenne, ne concerne pas les voitures de sport. L'amendement Ferrari, lancé à la demande de l'Italie, met en place une dérogation pour les véhicules fabriqués à moins de 1000 exemplaires. Les voitures haut de gamme pourront continuer à circuler à l'essence ou au diesel sans la moindre restriction de CO2. Ils sont en train de remodeler le monde pour qu'il soit au service d'une ultraminorité.

Oubliez les voitures électriques ! On ne produit pas assez d'électricité pour qu'on les envisage comme une alternative sérieuse. De plus, on parle déjà de les taxer au kilomètre. En effet, les États font face à la perte de la manne fiscale des produits pétroliers. Au Royaume-Uni, le parlement discute d'une taxe de l'ordre de 6 centimes par mile plus TVA. Notez au passage, qu'on devra utiliser de l'argent déjà soumis à l'impôt pour payer une taxe kilométrique qui elle-même sera soumise à une autre taxe. Il ne fait aucun doute que ces 6 centimes ne sont annoncés que pour faire accepter le principe d'une spoliation basée sur l'exercice de notre liberté de déplacement. Par la suite, cette taxe sera augmentée et même individualisée. Grâce au système de monnaie digitale prônée par Davos, il sera possible de créer des taxes et des quotas modulables par personne. Le système saura que vous avez pris un long bain la veille puis que vous avez mangé un hamburger. Automatiquement, il déplace votre index de taxation et tout devient plus cher, y compris la taxe routière. En cas d'abus manifeste, vous pouvez recevoir la visite de la police du climat.

C'est cela aussi le Grand Reset. Soyez les bienvenus dans un monde où la douche est interdite, mais où chaque milliardaire aura sa piscine olympique chauffée. Vous n'aurez plus le droit de démarrer votre voiture familiale, mais vous pouvez toujours aller au bord de l'autoroute admirer des adolescents passer en trombe dans des voitures qui coûtent plus cher que votre maison. Les yachts somptueux continueront à voguer sous le soleil de la méditerranée. Continuera également le ballet incessant des hélicoptères qui apporteront le caviar, la drogue ou la pute de luxe. Les aéroports seront toujours là, mais n'auront pas la même fréquentation qu'aujourd'hui. Les vols commerciaux seront rares, chers et les sièges vendus sur quota. Par contre, il y aura toujours de la place pour les jets privés parcourant le monde pour transporter du shopping, des animaux de compagnie ou des domestiques.

Les privatisations ont été exigées par des institutions mondialistes, comme le Fond Monétaire International (FMI pour les amis), afin de permettre aux rentiers de capturer des flux financiers traditionnellement entre les mains du secteur public. La notion de service public doit mourir et toutes les activités étatiques, y compris régaliennes, ouvertes à la finance, transformées en services commerciaux puis en rente pour les nantis. Aux États-Unis, où ce plan est bien avancé, on a même privatisé les prisons. Beaucoup de scandales ont éclaté à cause de juges recevant des commissions de performance sur les peines particulièrement lourdes et injustifiées.

En 2007, la jeune Hillary Transue, alors âgée de 17 ans, a été convoquée devant un tribunal parce qu'elle a fabriqué une page MySpace se moquant du directeur de son lycée. Élève brillante à Wilkes-Barre en Pennsylvanie, elle avait réalisé cette page deux ans auparavant pour rire avec ses camarades. Internet arrivait en force chez les jeunes, son action était le pendant digital d'un graffiti sur un mur de toilettes publiques.

La gamine, sans avocat, passe devant le juge pour mineurs Mark Arthur Ciavarella Jr. Il pose une question ou deux pour la forme, puis un coup de marteau et un verdict de 3 mois ferme est annoncé ! Toute la séance avait duré moins de 60 secondes, chrono ; au suivant ! Hillary Transue est menottée et emmenée par deux colosses vers le centre de détention alors que sa mère éclate en sanglots.

- *Regarde comment tu fais souffrir ta maman !* Lui dit l'un des huissiers.

Chez ce juge, qu'on arrive pour une dispute verbale, un tag ou un vol de DVD, on prend du ferme même si c'est la première fois de sa vie qu'on commet une bêtise. Il n'écoute même pas l'histoire qui a amené le prévenu devant lui. Il menait une politique du rendement donnant de la prison ferme à des enfants de 10 ans.

Il faudra attendre 2009 pour que le dessous des cartes soit révélé dans le scandale "*Kids for Cash*". Le juge Ciavarella ouvre la porte de sa maison un matin et il trouve des agents de police et - plus effrayant encore - des fonctionnaires de l'IRS. L'IRS ce sont les impôts. En quelques années, ils ont vu près de 3 millions de dollars passer sur son compte. En même temps, plusieurs milliers d'enfants partaient vers des prisons privées. Beaucoup en sortaient brisés à vie. Pour chaque condamnation, il touchait une commission occulte proportionnelle à la sévérité de la peine. Cet homme vénal et particulièrement cruel, une ordure, a réussi à se hisser au sommet d'une institution qui a de l'affinité pour des gens comme lui. Elle les respecte et les récompense. Il rigolait en rendant ses jugements iniques et se moquait ouvertement des familles en détresse.

Après l'arrestation de ce juge et de ses complices, le public commença à apprendre les détails de la machination. Chaque matin, avant les séances, les centres de détention savaient déjà combien de personnes ils allaient recevoir. Les peines étaient clairement décidées d'avance. Les avocats refusaient de prendre les dossiers. Ils disaient aux clients potentiels : *gardez votre argent, vous allez prendre de la prison ferme et personne ne pourra rien y faire.* De toute manière, le juge ne laissait pas les avocats

parler.

Ce juge avait sévi plus de 12 ans. Au départ, vers l'an 2000, il avait usé de son influence pour couper les budgets du centre de détention étatique. Pendant ce temps, un ami à lui construisait une prison privée tout en expédiant ses premières demandes de subventions. Une fois les portes ouvertes, la prison ne se désemplissait plus. Les médias citent le cas d'un enfant de 13 ans envoyé en prison parce qu'il avait vu une bagarre, mais n'était pas venu témoigner en cour. Ses parents n'avaient reçu aucune convocation pour le témoignage en question.

Quand des fonctionnaires tiraient la sonnette d'alarme, ils étaient mutés ou se retrouvaient au placard. Les plus tenaces finissaient avec des avocats aux trousses. Ils étaient harcelés de lettres recommandées et de menaces de procès. Pour blanchir l'argent qui coulait à flots, le juge avait acheté un immeuble en Floride permettant de simuler des revenus locatifs. Plus tard sont arrivés le bateau "*Reel Justice*" et les voitures de luxe.

Malgré l'arrestation du juge, la police avait du mal à trouver des témoins travaillant au tribunal. Même s'ils savaient que Ciavarella se trouvait hors d'état de nuire, ils avaient peur de ses nombreux soutiens encore présents dans tous les étages du système.

Le sinistre Ciavarella a été condamné à 28 ans de prison et à 200 millions de dollars de dédommagements. Il purge sa peine dans une prison fédérale sous le numéro d'écrou 15008-067. Les dossiers de toutes ses victimes ont dû être rouverts et les mentions dans leurs casiers judiciaires supprimées.

Ce n'est que la pointe de l'iceberg. Une étude réalisée par Christian Dippel, assistant-professeur d'économie à l'UCLA, montre que dans de nombreux États, l'inauguration de centres de détention privés s'accompagne d'une augmentation statistiquement significative de la durée des peines.

Au Royaume-Uni, vassal traditionnel des USA, les cabinets médicaux de proximité ont été vendus à des fonds américains qui les gèrent dans une perspective brutalement lucrative. Si le rendement n'est pas au rendez-vous, ils réduisent les horaires, chassent des médecins expérimentés ou refusent des patients. Dans tous les cas, ils exigent du favoritisme fiscal et des subventions venant de la poche du contribuable.

En France, depuis la privatisation des crèches, les scandales se multiplient. On vit mieux en centrale à Fresnes ou Fleury-Merogis que dans certaines usines à bébés. Un des derniers scandales en date impliquait des économies de nourriture assorties d'un bonus de 300 euros pour les responsables les plus méritants dans ce domaine. Il suffit d'emballer le projet dans un discours climatique culpabilisant pour la caution morale et c'est parti !

Pour maximiser leurs profits, des crèches privées réduisent la portion alimentaire des bébés et ne changent pas les couches. Quand ils pleurent, ils sont enfermés dans des pièces bondées ou même insultés. Comme ces derniers ne savent pas parler ou se

défendre, ils sont devenus une cible de choix. Alors qu'ils n'ont même pas fait leurs premiers pas dans ce monde, ils sont déjà visés par la prédation. Certaines puéricultrices ont déclaré qu'elles ont dû sortir acheter de la nourriture en cachette avec leur petit salaire - le SMIC - parce qu'elles ne supportent pas de voir les petits affamés.

Pas de quartier ! Même le bébé est devenu une marchandise et un prétexte pour déclencher des subventions et des incitations fiscales. Les groupes d'investissement et de spéculation qui surfent sur cette manne comptent en "berceaux". Une fois qu'ils ont des milliers de berceaux en portefeuille, les financiers se réunissent pour voir comment maximiser les bénéfices. Pour ces gens, le bébé est un actif comme un autre. Qu'on parle d'un champ de pommes de terre, ou d'un puits de pétrole, la logique de rendement est la même. En poussant dans le terrain de la maltraitance, on peut garder une bonne partie des subventions publiques en trésorerie pour les verser en dividendes aux actionnaires.

Le capitalisme de connivence est l'un des buts ultimes du Grand Reset. Il veut s'approprier de tous les biens et les services, y compris les services publics et missions régaliennes, et y placer une étiquette de prix. Tous les besoins humains seront transformés en commodités commercialisables. Une ultraminorité possèdera tout et dictera les conditions d'accès.

L'État vend une activité qu'il maîtrise puis paye une entreprise privée pour obtenir la même chose. C'est comme si on vendait sa voiture au voisin à un prix dérisoire et puis on lui payait un loyer quotidien exorbitant pour qu'il nous loue cette même voiture. Le résultat net est un transfert de richesses du public vers la caste du privé. Il y a des pompes qui tournent à un débit maximal. C'est pour cette raison qu'à chaque sommet de milliardaires sur le climat, G7, WEF ou autre prétexte, on parle de trilliards qui sont sur la table. Cet argent sera dégagé par l'appauvrissement programmé et la spoliation brutale des Occidentaux.

Voici un extrait édifiant du discours du prince Charles prononcé le 1er novembre 2021 à Glasgow à l'occasion de la réunion climatique COP26 :

“Nous savons également que les pays, dont beaucoup sont accablés par des niveaux d'endettement croissants, ne peuvent tout simplement pas se permettre de passer à l'économie verte. Nous avons besoin d'une vaste campagne de style militaire pour mobiliser la force du secteur privé mondial, avec des milliers de milliards à sa disposition bien au-delà du PIB mondial, et avec le plus grand respect, même au-delà des gouvernements et des dirigeants du monde.

Elle offre la seule véritable perspective de parvenir à une transition économique fondamentale. Alors comment le fait-on ? Premièrement, comment pouvons-nous amener le secteur privé à travailler dans la même direction ? Après près de 2 ans de consultations, les PDG m'ont dit que nous devons rassembler les industries

mondiales pour définir en termes très pratiques ce qu'il faudra pour réaliser la transition. Nous savons depuis la pandémie que le secteur privé peut accélérer considérablement les délais lorsque tout le monde est d'accord sur l'urgence et l'orientation. Chaque secteur a donc besoin d'une stratégie claire pour accélérer le processus de commercialisation des innovations."

Le discours est disponible en ligne dans sa version in extenso.

Si un critique de cette caste avait pondu un texte d'intention de cet acabit, il aurait été déchiqueté par les chiens de garde. On l'aurait accusé de conspirationnisme et jeté sur lui plein d'anathèmes. Or, là ça sort de la bouche de l'âne.

Le prince Charles parle d'une campagne de style militaire. Il est dans une logique d'agression et de coercition. Qui dit militaires, dit armes. Ici, l'arme représente *les milliers de milliards* dont il annonce l'existence ou la potentialité. Cet argent va bien au-delà du PIB mondial. On se demande d'où va-t-il sortir. C'est probablement de l'argent virtuel, digital ou de la dette. Tous ces mots sont interchangeables dans ce contexte. Le prince, devenu roi depuis, veut se reposer sur une armée dont il invoque la mobilisation : le secteur privé mondial.

Dans un élan démocratique, il annonce avoir passé 2 ans à faire des consultations. Il a consulté qui ? Il a obtenu l'avis de qui ? A-t-il consulté les peuples sur lesquels il souhaite lâcher *le secteur privé mondial* ? A-t-on organisé des référendums pour leur demander s'ils sont d'accord ?

Charles a demandé l'avis des gens qui comptent pour sa caste : les PDG. En d'autres termes, il a consulté les représentants zélés de l'actionnariat.

Il veut les mobiliser, *avec le plus grand respect*, au-delà des gouvernements et des dirigeants du monde. C'est-à-dire, au-delà des souverainetés, au-delà des démocraties, des Constitutions et des volontés populaires. C'est quelque chose qui sera imposé de l'extérieur et qui reposera sur des PDG renforcés par des tonnes de cash frais.

D'ici là, l'État sera ruiné et aura tout vendu. Il aura privatisé sa police, sa justice, son administration et son armée. Il sera une relique fauchée et sans pouvoir réel si ce n'est celui de pondre des lois liberticides et exiger des prélèvements en soumission aux demandes des mondialistes. Il aura la même raison d'être qu'un gouvernement d'occupation. Il ne fera que légitimer la volonté des vrais maîtres.

Charles ouvre son discours avec la pandémie qu'il cite à de nombreuses reprises, y compris dans le passage ci-dessus. Le Covid leur a donné des ailes. Il a ouvert le champ du possible. Il a montré que l'ordre institutionnel n'est qu'un leurre. La loi, la Constitution et même les grands principes peuvent être piétinés dès lors qu'une urgence vitale est invoquée. Hier c'était un virus grippal, demain ça sera le changement climatique. Les globalistes agissent toujours selon le même schéma : ils posent un problème, réel ou imaginaire, et s'érigent en solution salvatrice. Ils utilisent des

mécanismes messianiques pour subjuguier les foules qui sont prêtes à tout sacrifier pour une solution.

Y a-t-il un exemple plus parlant que celui d'Israël - terre du plus jamais ça - durant la sinistre période du Covid ? Imaginez leur premier ministre Netanyahu, suppliant quasiment à genoux le vétérinaire Bourla, président d'une compagnie au nom allemand - Pfizer - pour qu'il utilise les israéliens comme cobayes. Albert Bourla était gêné par les appels répétés et obsessifs de Netanyahu. Il l'a contacté jusqu'à 30 fois en lui expliquant que le pays avait une base de données qui contient les dossiers de santé de 98% de la population. Quel que soit le l'hôpital ou le citoyen se rend, il suffit de mettre la carte dans un lecteur et plus de 20 ans d'historique s'affichent à l'écran. Dans une vidéo en ligne, il décrit fièrement sa conversation avec le vétérinaire PDG :

- Nous utiliserons cette base de données pour vous dire ce que ces vaccins font aux gens. Qu'est-ce qu'ils font aux gens qui ont une méningite ? Qu'est-ce qu'ils font aux gens qui ont de l'hypertension ?

C'est ainsi qu'Israël est devenu le cobaye du monde. Le Premier ministre a déployé des outils orwelliens : un passeport sanitaire, des drones, des bornes à QR code, des restrictions de voyage... Afin de forcer la population à participer à l'expérience médicale qui permet de dire ce que font ces nouveaux produits aux gens qui les prennent.

Si l'expérience s'était mal passée, Netanyahu aurait pu finir avec 6 millions de morts. Il en a pris le risque. En manipulant Israël à utiliser des méthodes de nazis, les mondialistes tenaient à marquer le coup par cette symbolique forte et signaler que plus rien n'est impossible.

Tout ceci n'est qu'un début d'explication pour quoi Trump, alors qu'il est un businessman républicain, s'est retrouvé avec plein d'ennemis y compris dans la droite du spectre politique. Les plans de la caste ne reconnaissent aucune souveraineté et aucune frontière. Chaque dirigeant doit se coucher devant eux et accepter leur agenda ou sera écrasé.

Il faut bien le comprendre, les intérêts de la caste et les intérêts de la nation vont en directions opposées. C'est pour cette raison que dans de nombreux pays occidentaux, particulièrement en Europe, le nationalisme et le souverainisme sont devenus une invective. Les citoyens sont dressés pour soutenir des plans mondialistes contraires à leurs propres intérêts. Ce n'est pas important que mon enfant puisse se vêtir, manger ou aller à l'école, le plus important est qu'un nanti puisse avoir un coït dans un jet privé volant à 41000 pieds d'altitude. Je priverai mes enfants de soins et de nourriture s'il le faut pour lui payer cette fantaisie. C'est ce que nous dit en filigrane chaque personne qui crache sur les symboles de sa nation.

Il faut comprendre les mondialistes et leur armée de PDG. Le nationaliste est c'est lui qui trace une ligne sur le sable et leur dit : *vous ne passerez pas !* C'est lui qu'on

trouve dans les mouvements de résistance à chaque fois qu'une souveraineté est piétinée par une occupation sans vergogne.

Charles de Gaulle disait que des parlementaires de gauche et de droite sont plus proches l'un de l'autre que de leurs électeurs. Les distances politiques ne sont qu'un leurre. Un milliardaire chinois et un milliardaire américain sont plus proches l'un de l'autre que de leurs peuples respectifs.

CHAPITRE



L'ARMÉE DES PDG



C'est incroyable de trouver des gens aujourd'hui pour débattre de ce que veulent vraiment les globalistes. Quels sont leurs outils, leurs relais, leurs plans, leur agenda... Pourtant il n'y a qu'à les écouter pour savoir. Ils ne se cachent pas. Ils sont même transparents sur leur vision du futur. Ils savent que le monde est subjugué. Les gens écoutent sans écouter et puis, le jour venu, ils avancent de toute manière à l'abattoir comme des bêtes pacifiées et obéissantes. Quand le prince Charles parle de lever une armée de PDG, il faut le prendre au mot.

Les entreprises, américaines en particulier, cherchent à jouer un rôle de plus en plus important dans le remodelage de notre monde. Personne ne leur a donné ce mandat, mais elles se l'arrogent. Se drapant de puritanisme, des entreprises gérées par des esclavagistes et des cocaïnomanes veulent nous montrer le chemin vers un lendemain qu'elles imaginent meilleur. Elles ont ce besoin de dicter et d'imposer nos valeurs et nos références sociales.

Nos références sociales peuvent effectivement changer au cours du temps ou des générations. Mais c'est notre travail, en tant que citoyens, de les faire naturellement évoluer dans le sens qui nous convient selon notre consensus. Il n'appartient pas aux forces de l'argent d'user de leur pouvoir démesuré et de leur influence pour nous imposer une vision sortie des cabinets de ressources humaines et des délires prophétiques de PDG en mal d'influence.

En octobre 2020, quelques jours avant le début des élections présidentielles qui opposent Trump et Biden, le PDG de la compagnie Expensify de San Francisco a envoyé un email à 10 millions d'utilisateurs pour agiter le spectre d'une guerre civile et leur demander de voter pour le candidat du parti démocrate. Ces adresses email ont été fournies dans un cadre strictement professionnel et stockées dans une base de données à cet effet. Elles ont été détournées pour spammer du catéchisme aux employés des entreprises qui utilisent cet outil.

Le PDG d'Expensify, monsieur Barrett, a le droit d'avoir ses préférences et ses penchants politiques. Mais il y a une règle essentielle en démocratie : une personne, un vote. Le fait d'être riche ou de diriger une grande entreprise ne fait pas de lui un super citoyen qui a le droit de voter ou de faire voter à de nombreuses reprises. C'est ce que ces élites ne veulent pas accepter.

Dans son email, Barrett écrivait : *“tout vote autre que pour Biden est un vote contre la démocratie”*.

Après les élections, ces forces de l'entreprise ont continué des actions visant à miner le processus démocratique dans la pure tradition fasciste. Début novembre, alors que les médias commencent à boycotter Trump ou couper la retransmission durant ses directs, 45 PDG se sont réunis sur Zoom. L'invitation disait : 07:00, heure de New York, le 6 novembre 2020. Pour mémoire, l'élection présidentielle avait eu lieu le 3 novembre.

Ces PDG réunis représentaient le tiers de la liste Fortune 100. Pêle-mêle, il y avait le patron de Disney, d'American Airlines, de Blackstone, de Walmart, de Johnson & Johnson... La séance a commencé par une présentation du Bernard Henri Lévy américain : Timothy Snyder. Cet homme, qui est passé par le CNRS en France, a écrit six livres expliquant pourquoi on doit tout sacrifier pour défendre l'Ukraine. Il est aussi connu pour avoir comparé l'ascension de Trump à celle d'Adolf Hitler.

Snyder a commencé la séance par expliquer que Trump cherche à faire un coup d'État et s'accrocher au pouvoir. Il leur rappela son livre sur les tyrannies qui raconte comment les démocraties s'effondrent de l'intérieur. À son habitude, il évitait soigneusement de prononcer le mot “Trump”, mais disait “le président”.

Les PDG qui vivent sur la côte ouest venaient à peine de se réveiller. Ils sirotaient du café en écoutant un militant d'extrême gauche leur donner des leçons de démocratie. Cette alliance contre nature ne date pas d'hier, mais va en se renforçant. Traditionnellement, les milieux de l'entreprise ont toujours été considérés proches de la droite parce que cette dernière leur assure un marché libre, des régulations minimales et un faible taux d'imposition (sur le papier tout du moins). Mais ceci n'a jamais été complètement vrai. Même dans les 1990, on constate qu'une grande partie des donations des entreprises allaient vers des groupes d'extrême gauche prônant l'étatisme, l'investissement idéologique et la taxation punitive. À cette époque, c'était encore une

manière pour les forces de l'argent de s'acheter une bonne conscience en jetant des billets sur des causes qu'elles considéraient comme minables.

Par la suite, l'administration a mis des procédures en place pour forcer les entreprises à donner aux groupes d'extrême gauche. Obama a industrialisé le système suite à la crise financière de 2008. En voici le mécanisme : les banques avaient été condamnées à payer des milliards de dollars en dédommagements et amendes pour leur comportement frauduleux. Par contre, une alternative leur a été proposée. Il est possible de régler le dédommagement sous forme de dons envers des associations *approuvées*. L'avantage est que chaque dollar versé compte double ou triple. Voici quelques condamnations :

HSBC 470 millions

Morgan Stanley 2.6 milliards

Citigroup 4 milliards

Goldman Sachs 5.06 milliards

Collectivement, les banques ont été condamnées à 321 milliards ! Mais ce n'est pas ce qu'elles ont réellement payé. Elles ont fortement réduit ces sommes en les versant sous forme de dons. Les associations approuvées sont naturellement celles qui poursuivent des objectifs chers aux globalistes : le wokisme, la division raciale, le climat, l'immigration de masse... etc.

Ces associations, fondations, groupements, mouvements... se sont fortement développés par cet argent qui tombe par hélicoptère. Cette nouvelle force de frappe a permis de mettre les entreprises au pas et finalement obtenir leur soumission intellectuelle complète.

Quelques heures après le meeting Zoom, l'organisation *Business Roundtable* publie un communiqué de ces PDG reconnaissant Biden comme nouveau président et le félicitant pour sa victoire. Peu importe si les irrégularités étaient encore en cours d'investigation, ils avaient décidé que Biden serait le nouveau président et il en fut ainsi.

CHAPITRE



LA COLLUSION AVEC LA CHINE



La première attaque contre Trump a été lancée par les globalistes qui lui reprochent sa vision nationaliste et souveraine. De plus, en tant que capitaliste industriel, il prenait des décisions contraires aux intérêts du capitalisme financier et de connivence. Ce volet est le plus simple à comprendre. L'autre aspect est l'influence croissante de la Chine aux États-Unis et la collusion de l'État profond avec le PCC. À première vue, cet argument semble choquant tant les deux systèmes apparaissent éloignés.

Mais sont-ils vraiment éloignés ? Les deux prônent le contrôle, la surveillance et le collectivisme pour la masse et la belle vie pour les dirigeants et la caste des nantis. Pendant que la population chante les louanges du Parti unique avant de commencer son shift à l'usine de babioles, les milliardaires chinois sont demandeurs de grands vins, de montres uniques, de parfums parisiens et de produits de luxe en toute sorte. La Chine est aujourd'hui le pays avec le plus de milliardaires. Les États-Unis viennent loin en deuxième position.

La vie de l'Occidental est de plus en plus comparable à celle du chinois de base. De manière incrémentale, on nous habitue aux lois et aux dispositifs qui nous transforment progressivement en cheptel tracé et vivant constamment sous l'œil d'un État omniscient.

Dans un système démocratique, l'État ne définit pas nos intérêts - c'est notre rôle - mais les défend selon les priorités que nous définissons. L'État n'a pas d'existence ou

de volonté propre, mais une légitimité qu'il tire du fait qu'il est à notre service. Dans les pays occidentaux, nous constatons que l'État a déjà fait sa révolution, obtenu son indépendance et pris son envol. Il s'attend à ce que le citoyen se taise, obéisse et donne le fruit de son travail.

Revenons à la Chine.

Le 29 janvier 1979, le président chinois, Deng Xiaoping, atterrit à Washington D.C. dans le cadre d'une visite historique. À ce moment, les USA et la Chine n'avaient aucun lien diplomatique. Il n'existait pas d'ambassade chinoise aux États-Unis ni d'ambassade américaine en Chine. Quand ils se croisaient dans des sommets internationaux, les diplomates de ces deux puissances ne s'adressaient pas la parole et ne se serraient pas la main. De loin en loin, des initiatives isolées de dialogue s'engageaient, mais restaient sans lendemain.

Les entreprises américaines considéraient la Chine comme une terre hostile et ne s'y aventuraient pas. Il n'y avait aucun investissement US dans ce pays. Les délocalisations étaient un concept inconnu. Cela semble si incroyable aujourd'hui !

Deux heures après son atterrissage et bien avant de sacrifier aux salamalecs préparés par le président Gerald Ford et plusieurs corps d'armée, Deng Xiaoping s'est rendu dans un domicile privé pour manger un bout et discuter d'homme à homme. Son hôte était Zbigniew Brezinski - Zbig pour les amis - le fondateur de la Commission trilatérale. Ce dernier raconte dans ses mémoires comment il était impressionné de voir dans son salon le leader d'un milliard de personnes. Les deux hommes se connaissaient. Ils se sont rencontrés à Pékin l'année précédente. Zbig récoltait le fruit de presque dix ans de visites secrètes d'Henry Kissinger en Chine. Ces deux hommes sont les artisans de la normalisation entre la Chine et les USA. Par contre, ils ne l'ont pas fait uniquement dans un objectif louable de détente pacifique, mais nourrissaient une vision à long terme sur le rôle que pourrait jouer la Chine sur le plan global.

Jusqu'à la mort de Mao Zedong en 1976, la Chine pratiquait sa doctrine personnelle : le Maoïsme. C'est un mot compliqué pour dire qu'ils crevaient de faim. Leur économie était plus précaire que celle de la Roumanie ou de l'Allemagne de l'Est. Le collectivisme empêchait la naissance d'une industrie digne de ce nom et il étouffait les fermes obligées de vendre leurs récoltes à perte à des coopératives étatiques. Entre 1958 et 1962, la Chine a connu un collapse de la chaîne alimentaire parce que le Parti avait ordonné aux agriculteurs de produire de... l'acier. Ils ont fini sans acier, ni de quoi manger. On parle de 30 à 50 millions de morts de famine durant ces années. Par la suite, les choses se sont un peu améliorées, mais ne se sont pas nécessairement réglées. Le Chinois ne mangeait pas à sa faim et le spectre d'une nouvelle famine de masse guettait.

Mao est mort d'une crise cardiaque à 82 ans ; un record pour un fumeur compulsif comme lui. S'il avait vécu encore plus longtemps, sa doctrine aurait fini par tuer tout le

monde. C'était un homme fruste et rustique incapable d'appréhender avec subtilité et intelligence la donne du monde post-Seconde Guerre mondiale. Même les dictateurs africains s'en sortaient mieux que lui.

Donc, lorsque Deng pose les pieds aux États-Unis en 1979, la Chine est un pays en faillite, possédant une grosse armée, des bombes atomiques et rien à manger. Contrairement à Mao, Deng est moins dans l'idéologie et plus dans le pragmatisme. Officiellement, il ne renonce pas aux grands principes de son prédécesseur, mais il déclare qu'il est possible de les atteindre autrement. Dans ses discours, il évoque la libération des forces productives du pays. Pour atteindre cet objectif, il décide alors de jouer avec les seules cartes disponibles sur la table : celles de l'économie de marché. Il était temps de rejoindre le Nouvel Ordre mondial économique annoncé en fanfare à l'ONU en 1974.

Ni son plan à long terme ni ses arrières pensées ne sont pour transformer la Chine en démocratie libérale. C'est un compromis, un mélange des genres, qu'il envisage. Pour les masses, ça sera toujours le collectivisme, la propagande et la surveillance sous le joug du Parti. Les gens bosseront de longues heures, mangeront du riz et le fruit de leur travail sera capté par l'État et la caste de nantis qui gravitent autour. Ces derniers vivront une autre Chine. La Chine libérale où il est possible de multiplier ses milliards, faire du business à la vitesse de la lumière, circuler les biens et les capitaux en dollars, lancer des gros projets avec des étrangers... tout en consommant du caviar, des truffes du Périgord, du champagne millésimé et d'autres produits décadents.

Lors de sa visite d'État aux USA, dite de "*la Normalisation*", on lui prête le 747 du président des États-Unis et il l'utilisera pour ses déplacements à travers le pays. Il visite de nombreuses usines : Coca-Cola à Atlanta, Ford en Géorgie, Boeing à Seattle, les outils Hugues au Texas... Il constate que ça fonctionne un peu mieux qu'un groupe de paysans tentant de produire de l'acier ! L'industrie naïve, mi-amateurisme, mi-artisanat, est sans issue.

L'État profond américain va offrir un nouveau deal à la Chine si ce pays accepte de devenir l'usine et le laboratoire des USA. Les États-Unis pourraient y transférer des millions d'emplois, du savoir-faire et des investissements. Pendant que des villes industrielles dormaient, on préparait leur appauvrissement et le démantèlement de leurs outils de travail. Le capitalisme financier voulait expulser le capitalisme industriel du pays. Les produits de consommation seraient fabriqués par des armées d'ouvriers captifs sous le contrôle du PCC. Au passage, ceci permet également de se débarrasser des ouvriers occidentaux. Ces derniers ont tendance à se syndiquer, faire grève et sont parfois à l'origine de véritables révolutions. Vivant au plus bas de la chaîne alimentaire, cette classe n'a rien à perdre.

La Chine deviendra aussi une terre d'expérimentation sociale. Avec plus d'habitants que l'Europe et les États-Unis réunis, elle sera le laboratoire de la société de contrôle,

de restrictions et de surveillance. On pourra y tester les nouveaux outils orwelliens rendus possibles par l'avancée inexorable de la technologie et voir comment on peut éroder les libertés civiles.

Pour le premier volet, la Chine n'a pas vraiment le choix. L'effondrement économique total est une question de mois. Le président Deng et ses réformistes savent que sans une solution providentielle, la famine reviendra. Elle décimera des dizaines de millions de gens. Poussées par le désespoir et la colère, les provinces se soulèveront contre le pouvoir central. La Chine sombrerait dans le chaos. Elle perdrait son intégrité et peut-être même son existence. Ni les discours du Parti, ni les menaces de l'armée ne pourraient restaurer l'ordre ou raisonner les hordes d'affamés.

Sur le volet surveillance, la Chine n'a pas besoin de se faire forcer la main. Le Parti communiste est naturellement autoritaire et veut contrôler la société d'une main de fer. D'autant plus que si l'économie s'améliore, les gens gagneraient plus d'argent et pourraient s'embourgeoiser. Automatiquement, le confort retrouvé les pousserait à l'individualisme et au rejet des idéaux socialistes. Pour éviter cela, il faudra contrôler les activités, les fréquentations et les propos de chaque chinois. Il y en a plus d'un milliard. Seul l'investissement massif dans des technologies de pointe permettrait d'atteindre un objectif aussi ambitieux.

En acceptant la main tendue de l'ennemi d'hier, la Chine se met en position de faiblesse. Elle mendie, elle quémande et elle s'humilie. Elle ne s'agenouille même pas devant les États-Unis d'Amérique, mais devant ses hommes de l'ombre, ses corrompus et sa vermine. C'est une situation historique inédite, un passage obligé... que les dirigeants communistes, conscients du sacrifice, vont utiliser à bon escient. Les USA existent depuis le 4 juillet 1776. La Chine a une histoire documentée depuis la dynastie Shang qui a régné il y a plus de 3000 ans. Les USA sont un bébé ; un enfant impétueux né la veille. Cette civilisation immature est déjà prête à saccager ce qu'elle a construit hier. Des machines qu'on n'avait même pas fini de payer, des usines dont la nation avait besoin et des emplois nourrissant des millions de familles étaient livrés au vandalisme d'une caste politique et financière soucieuse de remplir ses coffres de dollars qui se dévalorisaient jour après jour et de sacrifier à une idéologie du moment qui n'aura plus cours le jour où on ouvrira les yeux sur l'étendue des dégâts qu'elle aura causés.

Le PCC se soumet au deal américain, mais à charge de revanche !

Les États-Unis vont sortir la Chine du moyen âge. L'économie chinoise est de construction américaine.

En 2001, un peu plus de 20 ans après le fameux repas avec Zbig, la Chine fait son entrée dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Sa force de frappe augmente exponentiellement.

Le *Economic Policy Institute*, Think Tank basé à Washington et penchant plutôt à gauche, estime qu'entre 2001 et 2013, le déficit commercial avec la Chine a causé la

perte ou le déplacement de 3.2 millions d'emplois depuis USA. Les auteurs de l'étude disent que leurs chiffres sont conservateurs et probablement en deçà de la réalité. Mais ce n'est pas tout : les emplois qui n'ont pas été délocalisés souffrent d'une pression salariale à la baisse à cause de la compétition avec les ouvriers chinois. Dès qu'ils demandent une revalorisation de leur revenu, l'avertissement tombe : c'est moins cher de délocaliser à Shanghai et de ramener la production par conteneur que de vous donner ce que vous demandez.

Cette concurrence déloyale frappe prioritairement les membres les plus fragiles du marché du travail. Ceux qui ont une formation inférieure à BAC+4 ont perdu leur capacité de négocier avec leurs employeurs. En termes d'impact économique, on estime qu'ils sont victimes de 180 milliards de manque à gagner.

Le think tank explique que pour 2,7 millions d'emplois manuels perdus par délocalisation, c'est un pool près de 40 fois plus grand, soit 100 millions de travailleurs américains, qui sont impactés par la baisse des salaires alors que leurs emplois n'ont pas été délocalisés. Ces travailleurs doivent renoncer à une partie de leurs revenus pour payer le fait que leur poste n'a pas été délocalisé.

C'est ce que Bill Clinton décrivait en 2000 comme une situation *win-win* entre les USA et la Chine. À l'époque, on disait qu'en entrant dans l'OMC la Chine allait ouvrir son marché local aux importations sans barrières administratives ou douanières. Cette prédiction ne s'est jamais réalisée. Ce pays reste farouchement protectionniste. L'accès à son marché est verrouillé par de nombreux artifices légaux, procéduriers et économiques.

Sur eBay on trouve des babioles en vente à 5 euros depuis la Chine frais de port inclus. Si on pouvait les obtenir gratuitement dans un pays comme la France, on serait incapable de les vendre entre Lyon et Grenoble, payer l'emballage, les frais postaux, le personnel ainsi que les impôts et être profitable. Ces vendeurs chinois ne peuvent gagner que parce que leur État les aide par des subventions directes au dissimulées. Ou bien on leur offre le transport gratuitement, ou ils ne payent pas d'impôts, ou ils reçoivent des aides pour chaque colis qu'ils expédient à l'étranger...

Pour mesurer comment ça marche dans l'autre sens, rendez-vous à l'épicerie la plus proche de votre domicile et achetez une tablette de chocolat. La mission impossible, si vous l'acceptez, consiste à vendre cette tablette de chocolat en Chine. L'accès à leur marché est tellement coûteux et complexe que vous allez finir par manger votre chocolat et renoncer au projet. En Chine, le protectionnisme est tellement intégré dans la culture qu'il existe même entre les provinces du pays !

En plus, le PCC bloque non seulement les sites internet chargés politiquement et socialement, mais également toutes les plateformes commerciales internationales. De sorte que ses 700 millions d'utilisateurs d'internet n'ont accès qu'à des possibilités de consommation sur le marché local. Même si vous créez un site internet faisant la

promotion de votre chocolat et que vous le traduisez en chinois, ils ne vont pas pouvoir y accéder. Le grand pare-feu bloque tout. Et même s'ils arrivent à y accéder, des barrières très complexes empêcheront la transaction de se faire. La Chine importe, mais de manière contrôlée et uniquement pour les produits qui n'entrent pas en compétition avec sa production locale. Jamais une importation depuis le Royaume-Uni, la France, la Belgique ou l'Australie ne causera la fermeture d'une unité de production chinoise et le licenciement de ses travailleurs.

Alors que tout ce qui nous entoure vient de Chine, les Occidentaux n'y possèdent aucune usine. La loi ne le permet pas. Il y a plus de 2400 entreprises américaines qui font fabriquer en Chine. Elles n'ont aucune relation avec l'ouvrier local qui reste sous le contrôle du Parti. Elles donnent le cahier de charges et les plans du produit au patron qui s'occupe du reste.

De nos jours, la Chine est non seulement un pays puissant sur le plan économique, mais a aussi ses entrées dans l'État profond US qui l'a ramenée à la table depuis 1979. De plus, le PCC contrôle des millions de travailleurs vitaux pour l'économie américaine. Sans eux, il n'y a plus Apple, ni Tesla, ni Ford, ni General Motors... L'économie américaine s'effondre. Ces travailleurs sont techniquement américains. Juste qu'ils bossent pour moins cher et permettent des marges substantielles.

Une relocalisation éventuelle ne poserait pas uniquement une question de marges. Les Américains ne pourraient pas juste dire : *faisons contre mauvaise fortune bonne foi et fabriquons l'iPhone au Texas ou en Californie. Il coûtera peut-être deux fois plus cher, mais les banques et Dieu sont avec nous.*

Beaucoup de compétences ont été délocalisées depuis si longtemps qu'elles n'existent plus dans les économies occidentales ; même plus à l'état rudimentaire. Ces économies devront recommencer à zéro pour réapprendre à tenir un outil et à gérer une usine.

Le problème est encore plus profond. On a délocalisé des emplois peu spécialisés vers la Chine, mais elle a su les convertir et leur faire épouser la donne technologique moderne. Aujourd'hui, la Chine fournit 80% des panneaux solaires installés dans le monde et plus de 50% des batteries des véhicules électriques. Avec l'hystérie climatique, poussée entre autres par la Chine, l'Occident consacre sa dépendance. Sans le PCC, ni l'Europe ni les USA n'ont les matières premières, l'organisation et - il faut le souligner - l'expertise pour répliquer ces produits qui viennent de Chine.

La Chine n'est plus uniquement ce fabricant de porte-clés et de jouets en plastique. En mai 2023, ils ont fait entrer en service le Comac 919. Cet avion de ligne ressemble tellement à l'Airbus A320, que les autorités devraient réfléchir à une qualification commune Airbus/Comac pour les pilotes. Chez le constructeur de Toulouse, même si on fait mine de mépriser, on craint l'arrivée de ce challenger qui pourrait s'accompagner d'une politique commerciale agressive. De plus, contrairement à Airbus, le constructeur

Comac n'a pas à subir la vassalité européenne. Il suffit qu'un pays fâche le locataire temporaire de la Maison-Blanche et Airbus perd le droit d'y livrer des avions ou même d'honorer les contrats existants. Les produits occidentaux servent aussi comme outils de chantage et d'hégémonie politique. Comparativement, les Chinois sont beaucoup plus stables en affaires. Quand ils vendent un produit, c'est uniquement pour se faire de l'argent dans un rapport égalitaire. Ils n'ont pas l'historique d'utiliser les produits qu'ils vendent comme arme de chantage contre leurs clients. Ces dernières décennies, la Chine a construit plus de routes, de ponts et d'immeubles que les USA n'en ont bombardés.

Les détracteurs du Comac relativisent en disant que beaucoup de ses pièces, y compris les moteurs, viennent des États-Unis et d'Europe. En effet, il y a encore quelques éléments dans la production n'ont pas encore été délocalisés et par conséquent la Chine ne sait pas fabriquer. Ils pourraient tout à fait les acheter et faire du reverse engineering. C'est-à-dire les démonter et regarder dedans comme ils font déjà avec les sacs Hermès et Louis Vuitton, mais il y a plus facile. De 2010 à 2015, le ministère de la Sécurité de l'État, le redoutable MSS, s'est lancé dans une vaste campagne de piratage et d'espionnage visant des avionneurs américains et européens. Dans la liste des victimes, on compte le français Safran et les américains GE Aviation, Capstone Turbines, Honeywell et Ametek. Tous sont dans la liste des fournisseurs pour la construction du Comac 919. Le but de cette campagne orchestrée à un niveau étatique était de leur voler les plans et les secrets de fabrication des pièces de l'avion afin que la Chine puisse les répliquer localement.

Un officier du MSS, Yanjun Xu, a été arrêté en Belgique avec une mallette de cash alors qu'il tentait d'acheter des fichiers confidentiels à un employé de GE Aviation qui l'avait piégé. Le FBI a obtenu son extradition et il a été condamné à 20 ans de prison par un tribunal de Cincinnati. Dans la grande tradition de ces magouilles, le ministère de la Sécurité de l'État a nié avoir eu connaissance des agissements de Yanjun Xu.

Peu de temps avant de quitter la Maison-Blanche et en réaction à ces pratiques, Trump avait fait passer un décret pour interdire aux investisseurs américains d'injecter de l'argent dans 9 compagnies chinoises y inclus Comac. Ce décret n'a eu aucun effet parce que Biden l'annula dès qu'il arriva au pouvoir.

Après des décennies de larbinat, l'élève a dépassé le maître !

La Chine a tissé ses réseaux d'influence et aujourd'hui, cette puissance communiste (*communiste... si on veut*) inspire la fascination et le respect. Elle inspire la peur également... À l'université d'Oxford au Royaume-Uni, quand les étudiants en Sciences politiques rendent des travaux qui citent la Chine, ils ne mettent pas leurs noms sur la copie, mais un chiffre afin de protéger leur identité. D'autres universités, comme Princeton et Harvard, ont mis en place un système similaire. Une autre institution citée par le Wall Street Journal, Amherst Collège, a lancé un chat anonyme permettant aux

étudiants de poser des questions aux professeurs et de discuter entre eux au sujet de la Chine sans que personne ne sache leurs noms.

Une loi de sécurité intérieure punit certains propos sur la Chine et les considère comme du terrorisme. Cette loi revendique l'extraterritorialité et punit l'auteur du propos, peu importe son lieu de résidence. À la base, elle vise des étudiants chinois qui étudient à l'étranger et qui pourraient se répandre au sujet du régime de leur pays, mais elle pourrait, en théorie, toucher n'importe quel humain qui critique le Parti communiste, peu importe sa nationalité et son lieu de résidence.

Hollywood fait également attention. Dans le film *Top Gun* de 1986, Tom Cruise portait une veste militaire G-1 avec les drapeaux de Taïwan et du Japon dans le dos. Dans le scénario, le lieutenant Pete Maverick Mitchell a hérité cette veste de son père et les patchs sont une illustration de sa carrière au sein de la Septième Flotte et à sa participation dans diverses opérations dans le Pacifique.

Pour le remake du film "Top Gun : Maverick" qui devait sortir en 2022, le trailer a été accueilli par de vives critiques. Sur la veste de Tom Cruise, le drapeau de Taïwan avait disparu !

En fait, même Apple n'affiche pas ce drapeau sur les appareils vendus en Chine. Les studios de la Paramount ont été accusés de se coucher et de s'autocensurer. Pire encore, ils avaient aussi supprimé le drapeau japonais parce que les relations sino-japonaises ne sont pas au beau fixe.

Devant le tollé, ils ont remis la veste originale, mais ont perdu des parts de marché. Le film est interdit en Chine. Les ciseaux du PCC ne lui ont pas donné de licence d'exploitation, mais des versions pirates circulent au grand jour. En 1986, la Chine était tellement faible que personne n'avait fait attention au détail du drapeau. Comme le dit la revue *National Interest*, ce pays est passé de protégé à rival en très peu de temps. Il ne faut pas en vouloir à la Chine. Ce pays défend ses intérêts sur la scène économique et géostratégique. Ce n'est pas un ennemi, mais un adversaire. Ce sont les Occidentaux qui ont décidé de détruire leurs propres pays pour des raisons idéologiques ou pour servir les intérêts d'une caste. La Chine, à l'instar d'autres pays, ne fait que profiter de cet état de choses.

En 2000, on larmoyait à Washington en voyant cet empire adopter si brillamment les principes de l'économie de marché. La caste politique était dans la même extase qu'un missionnaire voyant un nouveau converti prier avec ferveur. Vu depuis Washington, il n'y a rien de plus émouvant qu'un communiste qui compte en dollars.

Tous les empires ont une tendance naturelle à exporter leur modèle. Les pays européens l'ont fait par la colonisation. Les Romains, tout comme les califats islamiques, ont lancé des conquêtes. Plus proches de nous, les USA ont bombardé de nombreux peuples pour leur apporter la démocratie, un McDo et un Walmart. Ils ne peuvent pas s'empêcher de le faire, c'est irrésistible.

À l'époque où l'Occident avait une extrême dépendance envers l'Arabie Saoudite et d'autres pays arabes pour la fourniture de pétrole, il a dû vendre son âme pour garantir son accès au marché. Beaucoup de pays européens ont subi une immigration massive tellement rapide qu'il n'était pas possible de l'intégrer. Ceci est venu creuser des fossés sociaux et ethniques qui semblent s'aggraver avec le temps qui passe. En 2018, ils ont signé le Pacte mondial sur les migrations, dit Pacte de Marrakech, qui annonce que l'immigration est une richesse.

En 2014, le club de foot espagnol Real Madrid a été racheté par un fond d'Abu Dhabi et dans la foulée a retiré la croix chrétienne qui figurait sur son logo depuis plus de cent ans. Cette croix de Saint George était tellement petite que personne ne l'aurait remarquée de toute façon. Mais le but est d'habituer les Occidentaux à la soumission par une sorte de dressage progressif. Qui les dresse ? Même pas les pays arabes, mais les dirigeants occidentaux afin d'habituer leurs peuples à l'humiliation et la perte de repères civilisationnels.

Une fois qu'on perd sa religion, sa culture, ses frontières et sa souveraineté, on devient le veau sacrificiel dans une histoire qui se termine à l'abattoir des peuples déconstruits.

Les USA ont répandu leur malbouffe, leur cinéma et leur musique partout dans le monde. Dans la même logique, les pays musulmans ont ouvert des mosquées et expédié de l'excédent démographique partout.

Que fera la Chine ? Il n'y a aucune raison pour qu'elle ne tente pas d'exporter son modèle politique et social ailleurs. Ce modèle se base sur la propagande, la surveillance de masse, le score social et la coercition. Ses outils sont la monnaie digitale, les caméras à reconnaissance faciale, les pass et QR codes, la collecte massive de données, le traçage par téléphones portables, l'érosion des droits fondamentaux...

L'Occident a déjà le pied dedans. Chaque mesure liberticide qui arrive nous rapproche de la Chine.

C'est pour cette raison que lorsque Trump déclare la guerre à la Chine, il met les pieds dans un plat qui dépasse les questions de litige commercial. Lui, en tant qu'homme d'affaires, il ne regarde que les chiffres et ne se pose qu'une seule question : est-ce que nous sommes bénéficiaires dans le cadre de cet échange ou est-ce que nous perdons de l'argent ?

Il n'a pas vu ou a feint d'ignorer l'importance des liens entre la Chine et l'État profond américain. Ces deux entités bousculées par ce président avaient un intérêt commun à se liguer contre lui et le faire tomber quoiqu'il en coûte. Non seulement ce coup d'État conjoint a réussi, mais ils ont pu faire avancer l'agenda bien au-delà de leurs espérances durant la crise sanitaire artificielle du Covid.

Alors que les autorités nous exhortaient à suivre la science, nous étions en train de

suivre la Chine.

CHAPITRE



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Il n'est pas possible de demander aux peuples de la planète d'abandonner leur souveraineté et de se mettre aux mains de globalistes *voulant leur bien* sans l'appui d'une menace existentielle qui pèse sur leurs têtes. Nous sommes dans le classique schéma problème et solution. L'avantage avec un problème existentiel est qu'il n'offre aucune route de négociation ou de discussion. Il permet à ceux qui se prétendent en être la solution d'agir brutalement et de manière totalitaire.

Le problème : *nous allons tous mourir. L'activité humaine réchauffe le climat et va causer des cataclysmes. Les océans vont monter et recouvrir des villes côtières. Les récoltes ne pousseront plus. Des milliards de gens plongeront dans la famine et des violences éclateront partout. Des états tomberont et seront remplacés par la violence, le chaos et l'anarchie. Des îles disparaîtront et leur population sera obligée de fuir. Des pays deviendront inhabitables et des réfugiés climatiques iront vers le nord.*

Durant les années soixante-dix, le problème était articulé de manière *légèrement* différente. À l'époque, on parlait d'une menace de refroidissement climatique. Les médias de l'époque regorgeaient d'articles, certains faisant la une, illustrant cette menace.

Anciennement, on disait les paroles partent et les écrits restent. Ce dicton a été probablement élaboré avant l'arrivée des moyens de communication modernes. Aujourd'hui, *tout* reste. On peut revenir en arrière et lire les journaux de sa date de

naissance. On peut même retrouver des journaux télévisés datant de plusieurs décennies en arrière.

Le 17 novembre 1967, en page 9, le journal Salt Lake City Tribune publiait un article citant l'université de Stanford qui a annoncé que l'humanité était rentrée dans l'ère des famines. Celles-ci allaient atteindre un niveau cataclysmique en 1975. Le chercheur, Paul Ehrlich, un professeur émérite, expliquait que la population américaine était déjà trop nombreuse et que l'État devait sévir par des moyens de stérilisation forcée en mettant des produits contraceptifs ou stérilisants dans la nourriture et dans l'eau du robinet.

Le 16 avril 1970, le journal Boston Globe annonçait l'arrivée d'une nouvelle ère glaciaire. Le scientifique cité, James P. Lodge Jr, prévoyait que vers la fin du siècle, l'humanité allait consommer plus d'oxygène que ce que la nature remettait en circulation. Dans d'autres publications très sérieuses, monsieur Lodge disait que la pollution allait créer d'innombrables sources de cristallisation qui feront qu'un nuage pourrait, en quelques secondes, se transformer en une boule de glace de la taille d'un gratte-ciel et tomber brutalement sur le sol. On vous laisse imaginer la brutalité du choc ! Mettez-vous à la place des pauvres gens qui se le prennent sur la tête.

Le 6 octobre 1970, le même Ehrlich cité plus haut répand sa sinistrose dans les pages du journal californien délicieusement nommé *Daily Facts* ou bien, les Faits Quotidiens. Il annonçait qu'en 1974, les États-Unis allaient devoir rationner l'eau courante. Puis, en 1980 le pays en serait à rationner la nourriture.

Le 9 juillet 1971, un *scientifique de l'atmosphère* travaillant pour la NASA, le Dr S. I. Rasool, a publié une prédiction alarmante dans les colonnes du Washington Post. Il indiquait que les particules issues de la combustion du carburant des voitures allaient empêcher les rayons du soleil de passer à travers l'atmosphère et que ceci devait causer une baisse des températures globales de l'ordre des de 6° sur les 50 prochaines années. Il prophétisait l'entrée de la terre dans une nouvelle ère glaciaire. Ces travaux lui ont valu l'obtention d'une médaille offerte par la NASA en 1974.

Le 3 décembre 1972, le département des sciences géologiques de la Brown University située à Rhode Island, a écrit un courrier alarmant au président des États-Unis, Mr Richard Nixon. La missive lui disait en ouverture qu'une conférence sur le climat a réuni 42 chercheurs de haut niveau travaillant en Europe et aux USA. Ces têtes ont conclu que le monde allait entrer dans une nouvelle ère de glaciation. Elle causerait le raccourcissement des saisons chaudes et frapperait en premier l'Europe de l'est et l'Asie Centrale. Le gel deviendra fréquent et détruira les récoltes. Les scientifiques en appelaient aux leaders du monde, dont Nixon, pour trouver des réponses et sauver l'humanité. Nous sommes 31 avant la naissance de Greta Thunberg, mais voici des adultes qui piquent des hystéries au sujet d'angoisses qui ne se sont jamais matérialisées. On dirait des dépressifs anxieux qui projettent leurs peurs sur le monde

et exigent que la planète s'arrête pour les écouter. Ils crient dans les médias, interpellent des présidents, prennent la population à témoin... puis quand leurs prophéties ne se réalisent pas, au lieu de se remettre en question, ils vont en sortir d'autres et continuer de plus belle.

Le 29 janvier 1974, le journal britannique *The Guardian* annonçait que l'ère glaciaire arrivait très vite. Un couple de scientifiques, George et Helena Kukla, expliquaient qu'entre 1967 et 1972 la couverture neigeuse sur la surface de la Terre a augmenté de 12%. Ne demandez pas comment ils ont obtenu ce chiffre. Quand les prophètes parlent, il faut se taire et acquiescer.

Le 24 juin 1974, la revue *Time* a annoncé que l'ère glaciaire était déjà là. Depuis 1940, les températures moyennes ont baissé et les signes d'un refroidissement sont partout. On les voit dans les neiges qui mettent plus longtemps à fondre et dans les oiseaux migrateurs qui partent plus loin et plus longtemps. En juin 1974, la glaciation était indéniable. L'article est en ligne parce que le *Time* a scanné toutes ses archives. S'il commence à avoir de la visibilité, ils peuvent le supprimer ou le réécrire. C'est assez courant que les médias révisent le passé. Par contre, on peut de temps en temps trouver des éditions originales sur eBay ; elles sont infalsifiables.

Le magazine *Science et Vie* de décembre 1978 commence comme ceci un article en page 56 : *Il semble qu'une nouvelle période de froid - une nouvelle glaciation même - survienne sur la Terre. Depuis une dizaine d'années, la moyenne des températures descend. Des glaciers qui avaient régressé, ou disparu, entre 1870 et 1950, sont en train de croître et de réapparaître. Puis, en page 61, dans un encadré on raconte ceci : durant les 40 dernières années, la Terre s'est refroidie globalement de 1.5 C. Refroidissement qui s'accompagne d'une liste toujours plus longue d'anomalies climatiques. Peut-on, raisonnablement, attribuer ce phénomène à l'approche du système solaire d'un nuage de poussières cosmiques qu'il ne devrait vraiment pénétrer que dans... 5000 ans ! (...) Les récentes sécheresses du Sahel seraient elles aussi des conséquences du refroidissement général des dernières décennies. Si vraiment ceci n'est pas un simple accident de courte durée, mais l'avant-signes d'une longue évolution, on peut alors légitimement parler de catastrophe.*

Le 18 juillet 1976, le *New York Times* cite un jeune climatologue du Colorado, un certain Stephen Schneider, qui parle du consensus de la communauté climatologique. Il venait de publier un livre où il expliquait que la période entre 1930 et 1960 est la plus anormale en 1000 ans et prévoyait une glaciation. Le journal déplorait le fait que les prophéties de Schneider n'étaient pas prises au sérieux à la Maison-Blanche. Jusqu'à nos jours, on retrouve cet instinct chez les ayatollahs du climat : ils veulent se rapprocher des cercles du pouvoir. C'est une constante chez eux. Ils brandissent des menaces, se répandent dans les médias et veulent que les dirigeants les reçoivent séance tenante, écoutent leurs menaces et appliquent des mesures d'exception pour sauver l'humanité d'elle-même. C'est un syndrome du sauveur qui veut vous imposer sa

volonté sur vous et vous contrôler par la force sous le prétexte de vous soustraire à un danger imminent qu'il est le seul à voir. Ces gens sont, avant tout, des assoiffés de pouvoir. Ils savent que les politiques n'aspirent qu'à faire croître leur influence et leur contrôle. Alors, ils s'en rapprochent pour leur souffler des prétextes justifiant le totalitarisme le plus absolu au nom d'une menace supérieure qui doit inciter à abandonner toute morale ou norme civilisationnelle.

- Messieurs les dirigeants, moi le scientifique, je vous exhorte au nom du consensus à agir. Il ne faut plus discuter ou débattre. La science est réglée. Le climat se refroidit et va causer des cataclysmes. Entrez dans l'Histoire et sauvez l'humanité ! Taxez ! Taxez ! Taxez ! Il faut des restrictions, des quotas, des interdictions. Supprimez les libertés individuelles et les droits fondamentaux de cette populace immature et inconsciente. Faites-le pour son bien !

Dans leurs fantasmes, ils s'imaginent que chaque président est un dictateur en puissance qui ne cherche qu'un prétexte pour l'exécution d'un plan totalitaire. Il veut juste s'adjoindre un scientifique qui s'assoit à sa droite et lui donne la caution.

Les sales plans ont toujours le scientifique en leur centre. Pour une raison difficile à expliquer, il semblerait que les filières scientifiques attirent souvent des gens intelligents sur le plan technique, mais particulièrement vides sur le plan humain. Beaucoup sont conformistes et manquent de créativité.

Dans une étude de 1988, l'historien américain Robert Proctor, a découvert que 50% des médecins avaient rejoint le parti Nazi durant les années trente. Aucune autre profession n'était autant représentée dans les rangs du mouvement hitlérien. Il note même que les médecins avaient sept fois plus de chances de rejoindre les SS que toute autre personne.

Mais dans une conversation avec des amis, il n'y a même pas besoin de parler de l'Allemagne nazie et de ramasser des points Godwin. Dans les années 1920, les États américains passaient des lois de stérilisation forcée contre les individus dont la reproduction était considérée comme génétiquement non souhaitable. Il suffisait de faire une crise d'épilepsie pour se retrouver chez le chirurgien.

L'Indiana a été le premier État à se lancer dans l'aventure avec une loi passée en 1907. L'État de Virginie a stérilisé de force dans la plus grande tradition nazie entre 1924 et... 1979 ! Il faut attendre février 2001 pour qu'ils sortent la résolution 607 afin d'exprimer leurs regrets pour ce crime commis contre des milliers de personnes. L'un des points de cette résolution dit exactement ceci :

Attendu qu'un autre aspect regrettable des lois eugéniques a été leur utilisation comme un vernis respectable et "scientifique" pour couvrir les activités de ceux qui avaient des opinions racistes flagrantes ;

Un vernis respectable et "scientifique" ! C'est le grand problème de cette discipline. Elle ne peut pas fonctionner sans des barrières morales. Exemple trivial :

Si on tue tous les retraités, on règle le problème des déficits des caisses de retraite. On peut le démontrer scientifiquement avec des tableaux et des courbes. Mais est-ce qu'il faut le faire pour autant ?

Pour les castrateurs américains, l'inspiration est venue d'un mathématicien britannique de renom : Sir Francis Galton (1822 - 1911) ; un cousin de Charles Darwin. Cette famille maudite a été très prolifique en idéologues forcenés. Ils étaient obsédés par l'amélioration de la race, les gènes et l'eugénisme. Galton avait écrit plus de 300 livres sur plein de sujets et fait des recherches sur la "*génétique comportementale*". Adolf Hitler n'a rien inventé. C'était un homme qui a mis en application les idées de son époque. L'industrialisation et l'obéissance - confinant à la domestication - allemandes ont fait le reste.

Le Grand Reset a besoin d'un vernis de science. Ce vernis sous-tend la menace existentielle qu'il brandit sans cesse : le climat. Dans les médias, on lit des choses de plus en plus grotesques parce que le niveau scientifique de la population s'est effondré avec la destruction de l'enseignement. L'école ne permet plus de former des citoyens ayant de la méthode, du recul et de l'esprit critique. Beaucoup pensent que la science est une sorte de puits de vérité exigeant de la foi : il faut *croire* en la science sous peine d'apostasie et d'hérésie.

La philosophie du scepticisme grec, celui de Pyrrhon et Sextus Empiricus, ne doit plus avoir d'influence sur nous. Nous sommes rentrées dans l'âge des certitudes absolues. Le dogme remplace l'incertitude. Pourtant, le scepticisme grec a longtemps été l'un des fondements de la pensée occidentale.

Durant les années quatre-vingt, la tendance des prophéties climatiques va brutalement s'inverser. Exit le refroidissement climatique, le consensus scientifique parle maintenant de réchauffement. Ce revirement est très simple à expliquer. Les prophètes de malheur avaient épuisé leur crédit auprès du public, des médias à sensation et des responsables politiques. Plus personne ne les prenait au sérieux. Toutes leurs prédictions étaient arrivées à échéance et aucune ne faisait mine de se réaliser. Il était temps de parier sur l'autre direction. Au passage, et pour faire oublier le refroidissement, on passera quelques années à parler de la couche d'ozone et des pluies acides.

Le 24 juin 1988, le journal Miami News parle d'experts de la NASA qui avertissent les sénateurs d'une *augmentation* brutale de la température. Un des directeurs de l'agence spatiale, James Hansen, disait aux journalistes : il faut cesser les palabres, nous avons des preuves très fortes que l'effet de serre a déjà commencé. Il ajoutait que la température moyenne de la planète avait augmenté de 0,4° durant les 5 premiers mois de 1988. C'est-à-dire que monsieur Hansen tablait sur une augmentation de plus d'un degré par an. À cette vitesse, la température moyenne de la terre aurait augmenté de près de 40° depuis 1988.

Notez comment ils ferment la porte à tout débat en rabaissant leurs critiques. Fini les *palabres* ! On nous sort une menace existentielle sur la base de laquelle on veut nous priver de nos droits fondamentaux et - potentiellement - remettre en cause notre droit de vivre, mais si on tente de nous défendre, on nous accuse de parler longuement, de manière oiseuse et sans rien dire de valable. Dans leur vision, nous sommes des animaux, des bêtes et du bétail ; voilà pourquoi nous ne disons rien de valable.

Le 12 décembre 1988, le Lansing State Journal, citant toujours James Hansen de la NASA, annonçait des étés longs et chauds. Ce qu'il l'a perdu Hansen, c'était le court délai qu'il donnait systématiquement à ses prophéties pour se réaliser. Il avançait que dans les années quatre-vingt-dix, le monde allait voir des records de température durant l'été et que les océans allaient monter de 2 mètres. N'importe quel gourou de secte vous le dira : quand on annonce la fin du monde ou l'arrivée des extraterrestres, il faut toujours tabler sur un calendrier vague et lointain. Si vous dites que le monde va se terminer lundi prochain, vous êtes foutu parce que les gens vont se souvenir.

À propos, la température moyenne de la planète est une mesure citée très souvent malgré le fait qu'elle a un léger défaut : elle ne veut strictement rien dire. Ça sonne bien dans un article que tout le monde lira en diagonale, mais scientifiquement c'est une pure arnaque. C'est comme prendre des individus au hasard partout sur terre, mesurer leur fortune par le modèle de leur voiture ou celui de leur montre puis diviser tout ça pour construire une moyenne de la fortune des humains sur terre. En plus, les températures viennent de mesures indirectes : elles sont faites par satellites qui mesurent la brillance de l'atmosphère pour en déduire la température après ajustement par des modèles mathématiques. Ces ajustements abaissent systématiquement les anciennes mesures et majorent les nouvelles pour donner l'impression d'un réchauffement. Il existe également de nombreuses stations terrestres, mais la majorité sont dans des endroits non conformes. L'institut Heartland a envoyé des volontaires inspecter et photographier 850 stations de mesure de l'Administration Océanique et Atmosphérique, la NOAA, aux USA. Plus de 89% sont en contravention avec le cahier de charge de la NOAA ! Par exemple, 68 stations se trouvent dans des usines d'épuration des eaux usées. La fermentation bactérienne dans les bassins produit de la chaleur et cause une lecture erronée. Pareil pour les stations qu'on a trouvées devant des conduits d'évacuation d'air chaud de climatiseurs... mais qui se soucie vraiment de l'exactitude des chiffres ? Le projet totalitaire de destruction de la civilisation occidentale est déjà en route. Les histoires de climat ne sont qu'un prétexte. Qu'on y croie ou pas, ce n'est pas *leur* problème.

Le 26 septembre 1988, les autorités des Maldives annonçaient que leur archipel composé de 1196 îles serait complètement recouvert dans 20 à 30 ans à cause de la montée des eaux de l'océan. Toujours dans le journal australien Canberra Times, ces autorités prévoient que la fin des Maldives arriverait bien plus tôt, en 1992, quand le réchauffement climatique les aura privées d'eau potable. Plus tard, en octobre 2009, ils

lançaient un SOS climatique en tenant un conseil des ministres sous l'eau. Dans une sinistre mise en scène, ils ont placé une table, des chaises et des papiers à quelques mètres de profondeur. Le président, flanqué d'une douzaine de ministres en palmes, masques et bouteilles, a fait mine de travailler sous les objectifs gourmands d'une tripotée de journalistes. La scène avait fait le tour du monde et ouvert le bal de la victimisation climatique. Avant les autres, ce pays a compris qu'il fallait surfer sur la vague de culpabilisation. La culpabilisation est le nouveau pétrole. L'Occident veut mourir et payer, passons au guichet !

Situé dans l'océan indien sous les tropiques, cet archipel a une météo relativement constante toute l'année. Bon an, mal an, la température diurne est de l'ordre de 30°. Parfois elle tombe à 27 ou 28 et parfois elle remonte à 31°. Certaines saisons sont plus pluvieuses que d'autres comme pour tous les pays situés dans cette tranche de latitudes. Les bases de données sont disponibles en ligne : les températures n'ont pas changé ces dernières décennies et pas un seul caillou n'a été recouvert par la montée des eaux de l'océan. Les îles sont toujours là et les avions de ligne déversent un flot incessant de touristes à l'aéroport de Malé.

Le 30 juin 1989, l'agence Associated Press cite une prophétie de responsables environnementaux des Nations unies. Ils expliquaient que des pays entiers seraient rasés d'ici l'an 2000. L'un de ces responsables, Noël Brown, directeur du bureau du programme environnemental de l'ONU à New York (UNEP), avertissait alors que l'humanité avait une fenêtre d'opportunité de 10 ans pour agir. Par la suite, il sera trop tard. Avec ces déclarations, le monde entrait dans l'ère des ultimatums climatiques. Selon qu'ils soient proférés par des experts, des banquiers, des présidents ou des têtes couronnées ces ultimatums - sans cesse renouvelés - allaient devenir notre compagnon d'infortune et terroriser des générations entières.

Dans la revue Salon du 23 octobre 2001, Jim Hansen, cité plus haut, délivre (avec l'aplomb d'un gourou) des prophéties à des journalistes ébahis. Debout devant une fenêtre, il regarde New York avec profondeur et inquiétude. *Vous voyez cette autoroute ?* Désignant la West Side Highway, la Joe DiMaggio, qui longe la rivière Hudson à la manière des routes le long des berges de la Seine parisienne. *D'ici 2019, disait-il, cette autoroute aura disparu sous les eaux. La sécheresse frappera si violemment le pays que les restaurants afficheront des signes sur leurs vitrines : eau sur demande uniquement.*

Au moment où ce livre est mis sous presse, il y a de l'eau courante à New York et la DiMaggio est toujours ouverte à la circulation. D'ailleurs, les images prises à plus d'un siècle d'intervalle de la Statue de la Liberté montrent que l'océan n'est pas monté d'un millimètre.

Le 20 mars 2000, le quotidien britannique The Independent, alors contrôlé par un oligarque russe, publiait que la neige appartenait au passé. Les enfants n'allaient plus

connaître la joie de construire des bonhommes de neige à Noël. Depuis, le Royaume-Uni est régulièrement paralysé par la neige.

Dans son édition du 21 février 2004, un autre journal britannique, The Guardian, avertissait ses lecteurs : le Royaume-Uni sera comme la Sibérie dans moins de 20 ans. Citant un rapport secret écrit par le Pentagone pour le président en exercice George Bush, le quotidien explique que d'ici 2020 le Royaume-Uni sera aussi froid et aride que la Sibérie. Des sécheresses, des famines et des troubles éclateront à travers le monde...

Le 24 juin 2008, un journal du Michigan, Argus Presse, citant un scientifique de la NASA titre : *nous sommes foutus !* Dans 20 ans, il n'y aura plus de glace sur l'océan arctique en été. Le journal explique que Jim Hansen avait toujours eu raison et qu'il entrerait dans l'Histoire comme un *prophète* du climat. Quand on parle de l'arnaque climatique, la terminologie religieuse est omniprésente.

Il y a toujours de la glace sur l'océan arctique. Les icebergs dérivants et se brisant que les médias montrent parfois ont toujours existé. Un iceberg n'est pas éternel : il naît, il grandit et puis, un jour, il se casse et se fait emporter par les courants. Et il arrivera forcément vers des endroits plus chauds où il va progressivement fondre et se désagréger. C'est ainsi qu'en avril 1912, le RMS Titanic a heurté un iceberg alors qu'il croisait une latitude équivalente à celle de Barcelone. Comme sa route passait à près de 2800 km au sud du cercle polaire, le capitaine Edward Smith était parti dormir sans penser à la probabilité de rencontrer un iceberg dans ces eaux-là.

Le 9 juillet 2009, le prince Charles a annoncé que l'humanité n'avait plus que 96 mois (notez la précision) pour sauver le monde. Le 20 octobre 2009, toujours dans les colonnes du journal The Independent, le Premier ministre britannique Gordon Brown surenchérit sur Son Altesse Sérénissime : nous avons moins de 50 jours pour sauver la planète de la catastrophe.

Le 14 mai 2014, le ministre des affaires étrangères français Laurent Fabius en visite de travail aux États-Unis avertit que l'humanité n'avait que 500 jours avant le chaos climatique.

Le 20 mars 2023, le New York Times titrait que le changement climatique est en train d'accélérer vers une catastrophe. Citant un rapport de l'ONU, il expliquait qu'il y avait encore une possibilité de contrôler le réchauffement climatique, mais qu'il faudrait une coopération globale, comprenez du mondialisme, des milliards de dollars, comprenez de la spoliation fiscale et de grands changements (mettez dedans ce que vous voulez).

Les conférences du climat, les COP, regorgent d'affirmations et de prophéties gratuites virgulées devant des journalistes accrédités qui les répètent sans aucun esprit critique.

Il y a plusieurs constantes avec ces scientifiques de pacotille. Premièrement, ce sont tous des angoissés. Deuxièmement, ils sont tout le temps dans l'erreur et rarement dans

le doute. Troisièmement, ils veulent toujours s'approcher des dirigeants et influencer les politiques publiques. Quatrièmement, ils parlent toujours d'un consensus imaginaire. Cinquièmement, ils sont arrogants et méprisent la population.

Le consensus d'apparence est créé par des techniques classiques de manipulation des masses. D'abord, on ne donne la parole et les budgets de recherche qu'aux scientifiques désireux de répéter la doxa. Ceux qui tentent d'apporter une vision différente sont discrédités et traités de climatosceptiques par les médias. Ainsi, dans les années 70, ceux qui doutaient du refroidissement climatique étaient systématiquement écartés. Aujourd'hui, il faudrait plutôt douter du réchauffement pour mériter cette étiquette.

Contrairement à ce qu'on pourrait s'attendre, le milieu scientifique est très conformiste et de plus en plus dogmatique. Aucune voix n'ose s'élever au-dessus de la masse. Imaginez un jeune chercheur qui tente d'apporter un peu de raison dans ce cirque. Sa carrière va s'arrêter net. Il sera traité de conspirationniste, refusé de partout et exclu des crédits de recherche. Si on ajoute dans l'équation le wokisme qui gangrène l'université, on comprend tout de suite que le salut se trouve dans l'obéissance et l'alignement avec le troupeau.

En rebroussant l'histoire de l'alarmisme climatique et en allant à la pêche aux prophéties, on a de quoi remplir un livre de la taille de l'annuaire Paris et Banlieue. En 50 ans, pas une seule prédiction ne s'est réalisée. Par contre, à force d'être répétés, ces mensonges ont fini par causer des dégâts civilisationnels considérables. Vous allez encore en entendre dans votre vie, mais aucun ne se réalisera.

Un mensonge maintes fois asséné et promu devient une vérité dans la tête de millions de gens. Les premières victimes sont les jeunes qui n'ont pas assez de recul pour voir que les prophéties qu'on utilise pour les terroriser ont été maintes fois émises dans le passé, ont été de nombreuses fois éditées puis changées, et ne se sont jamais réalisées. Ce sont de la fantaisie noire sortant d'esprits malades se plaisant à surenchérir dans la terreur.

Les papes du climat n'agissent pas uniquement par perversité narcissique. Ils gagnent beaucoup d'argent et d'influence en murmurant aux oreilles des dirigeants.

Comme le climat ne s'est pas refroidi, ils ont dû changer leur narratif. Cette fois, ils ont misé sur le réchauffement ! Les mêmes articles, les mêmes études et les mêmes menaces ont été recyclés et servis sous ce nouvel emballage.

Les anciennes prophéties qui annonçaient le refroidissement climatique et son lot de catastrophes - famines, insurrections et réfugiés - ont été reprises quasiment mot pour mot sauf que cette fois-ci elles disaient que la terre se réchauffait et que les océans allaient bouillir.

Le 28 juillet 2023, France Info titrait en citant le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres : *l'ère de l'ébullition mondiale a commencé, s'alarme le chef de l'ONU, qui fustige l'inaction des politiques*. Pendant ce temps, Radio France, un

service public censé incarner le journalisme avec retenue et dignité, publiait sur son site *Le changement climatique est là. Il est terrifiant. Et c'est juste le début. Et puis L'ère du réchauffement climatique est terminée, celle de l'ébullition climatique est arrivée.*

La rhétorique est un peu adaptée à la saison. Durant l'été, dès que la canicule pointe le bout de son nez, les médias affichent des cartes de couleur rouge feu et le réchauffement climatique revient à la mode. En hiver, on préfère parler du dérèglement climatique. Ce dernier explique les orages, les inondations et les ouragans qui, inévitablement, vont frapper quelque part dans le monde. Le reste du temps, quand on n'est pas trop sûr, on préfère utiliser une terminologie plus prudente. On parlera alors de changement climatique.

De nombreuses prophéties de fin du monde avaient été émises dans ce sens. Chaque fois qu'une prophétie arrive à échéance, on en émet une autre pour la remplacer. On compte simplement sur la mémoire courte des peuples et l'arrivée de nouvelles générations qui n'ont pas été exposées au mensonge précédent. Ces esprits naïfs tombent de haut la première fois qu'ils entendent une prophétie apocalyptique. Les vieux, même quand ils ne sont pas nécessairement éveillés ou renseignés sur la question, finissent par devenir désensibilisés. Dans le passé on leur a prédit la disparition d'îles, de la banquise, des ours, de la barrière de corail... Rien de cela ne s'est réalisé.

Il faut faire croire aux jeunes que le monde va se terminer, les océans se mettre à bouillir et l'humanité s'éteindre dans une atroce agonie et que seuls les globalistes peuvent les en sortir.

On parlait de disparition d'îles à des échéances bien précises alors que ces îles existent toujours et prennent même des réservations pour l'année prochaine. On disait que l'eau allait monter et les océans couvrir les côtes. Pourtant, nombre de milliardaires continuent d'acheter des îles et des propriétés côtières souvent financées par des banques sur des crédits à longue échéance. Ni ces milliardaires ni leurs conseillers financiers ne semblent donner la moindre considération au risque climatique qu'on nous rabâche à longueur de journée.

En 2006, l'ancien vice-président de Bill Clinton, monsieur Al Gore, sort un documentaire avec Davis Guggenheim. Le titre : *"Une Vérité qui dérange"*. Notez au passage, l'utilisation abusive du mot *"Vérité"* fermant la porte à toute discussion ou contestation. En URSS, le journal officiel du Parti communiste s'appelait la Pravda ; traduisez : La Vérité.

Le documentaire met en avant l'unanimité des scientifiques s'accordant sur le réchauffement de la terre. La porte au débat doit être fermée. Les prophéties sont incontestables. Maintenant, c'est le temps d'interpeller les politiques pour les forcer à agir. Agir comment ? Plus de taxes, plus de contrôles, plus de restrictions et plus de mondialisme. Le mondialisme vous rendra libre.

De toute manière, avec ces gens la logique est toujours la même : la réponse à tout problème, c'est du mondialisme. Il y a des inégalités dans le monde ? Il faut du mondialisme. Il y a des guerres ? Il faut du mondialisme. Il pleut ? Il neige ? Il fait chaud ? Il fait froid ? Il faut du mondialisme. Il y a du Covid ? Il faut du mondialisme. Nous sommes frappés par une crise financière ? Il faut du mondialisme. Il n'y a pas assez de moutarde dans votre sandwich ? Il faut du mondialisme.

Bénéficiant d'une promotion mondiale, le film d'Al Gore a été montré dans les cinémas et dans de nombreuses écoles. Dans la foulée, le réalisateur obtenait un Oscar et Al Gore un prix Nobel à partager avec le GIEC.

Au Royaume-Uni, un parent, monsieur Stuart Dimmock, a porté plainte en disant que ce film est de la propagande politique. Il n'avait pas à être montré à ses enfants et représenté comme étant un narratif neutre et factuel. En effet, le code de l'Éducation britannique de 1996 dans son article 406, indique qu'il est interdit de faire la promotion de points de vue politiques et partisans sur n'importe quel sujet enseigné.

Le plaignant et ses avocats pointaient du doigt l'exaltation des protagonistes du documentaire et la diabolisation de leurs critiques et des motifs attribués abusivement à ces derniers. Le sujet est traité de manière superficielle en assénant des demi-vérités et des prémices philosophiques en impliquant qu'elles sont automatiquement vraies. De là, le documentaire déduit des expédients moraux et pousse le spectateur à adopter son point de vue qu'il considère comme le *Bien* par opposition au point de vue contraire qui est dépeint comme étant le *Mal*.

Les juges de la Haute Cour de Londres ont dû regarder le documentaire et se prononcer à son sujet. Plus de 9 erreurs factuelles ont été répertoriées. Par exemple, le narrateur dit à un moment donné "*pourquoi les citoyens de ces nations du Pacifique ont dû tous évacuer vers la Nouvelle-Zélande ?*" Il suggérait que des peuples avaient dû quitter leurs îles inondées par la montée de l'océan. Comme l'indique le tribunal, un tel événement n'est jamais arrivé.

Le documentaire accuse le réchauffement climatique d'avoir fait fondre les neiges du Kilimandjaro, évaporé les eaux du lac Tchad, causé l'ouragan Katrina... parmi d'autres calamités. Le tribunal ne trouva aucun rapport de cause à effet.

Un des moments émotionnels du film, c'est quand il montre un ours polaire en expliquant qu'il doit nager plus de 100 km avant de trouver de la glace et que souvent il se noie en chemin. Il n'y a aucune étude démontrant cela et les rares fois qu'on a trouvé des ours noyés, c'était suite à des orages. L'ours n'étant pas un animal éternel, ça lui arrive également de mourir de causes diverses liées à l'environnement, la maladie ou la vieillesse tout simplement. Nous n'avons pas à donner nos libertés et manger des insectes parce qu'un jour, un ours est mort.

Le plaignant n'a pas pu interdire la projection du documentaire, mais a obtenu l'insertion d'un avertissement avant sa diffusion dans les écoles britanniques.

Il va sans dire que presque 20 ans plus tard, les prophéties d'Al Gore ne se sont jamais réalisées. Par contre, il est la preuve vivante que la propagande paye. En 2009, l'État fédéral américain a prêté un demi-milliard de dollars à une société finlandaise, Fisker, qui se proposait de fabriquer des voitures de sport hybrides et électriques appelées Karma.

Alors qu'elle n'avait vendu que 2000 exemplaires dans le monde, on ne peut que s'étonner de la mansuétude du gouvernement américain qui lâche 529 millions dans une aventure qui n'avait pas fait ses preuves. La Karma coûtait cher à produire, avait beaucoup de soucis techniques et prenait feu trop facilement. Tellement facilement que même leur assureur refusait de payer les dégâts.

En 2013, Fisker a déposé son bilan et licencié 75% de ses employés, soit 120 personnes. L'année d'après, la boîte a été rachetée par un groupe chinois.

Comme le décrira le New York Times, cette histoire a été une débâcle du début jusqu'à la fin. Pourtant, c'est par l'appui d'Al Gore qu'elle a pu accéder aux millions du contribuable américain. Dans la grande tradition des gourous, il annonce l'apocalypse puis il fait les poches au public.

En 2010, il a acheté pour 9 millions de dollars une magnifique maison à Montecito en Californie. Elle comporte 20 chambres, 8 salles de bain, une piscine, un spa et des fontaines. Devant, il y a un parking pour la flotte de 4x4 au service du propriétaire. Le fait que la baraque soit au bord de l'océan et que celui-ci risque de monter de 7 mètres et de venir tout engloutir ne semble pas inquiéter le maître des lieux. D'ailleurs, ce dernier explique à tous ceux qui veulent l'entendre que tous ses revenus sont versés à une fondation pour protéger le climat. Il a fait vœu de pauvreté comme Bill Gates et les autres.

Dans le même chapitre, John Kerry, qui passe sa vie à faire le tour du monde en jet privé pour annoncer l'apocalypse climatique et la montée des eaux de l'océan, a acheté une maison au bord de la mer pour 11 millions de dollars. Plus riche encore, le couple Bill et Méline Gates a payé 43 millions de dollars pour sa maison côtière. Les Obama ont payé 15 millions pour la leur.

Deux ans avant la sortie de son film, c'est-à-dire pendant qu'il le tournait, Al Gore a mis en place, avec un ami de chez Goldman Sachs, une société d'investissements verts (Génération IM). Elle gère aujourd'hui un portefeuille de plus de 40 milliards de dollars. Ces gens savent toujours dans quelle direction soufflera le vent parce que c'est eux qui font le vent. Ils vendent la peur afin de justifier des lois et des impôts qui sont dans l'agenda depuis longtemps. Ils se positionnent d'avance sur les marchés pour profiter de situations qu'ils vont eux-mêmes créer. C'est un peu comme Bill Gates qui investit sur des sociétés qui fabriquent des succédanés de viande, puis s'exprime dans les médias pour culpabiliser les consommateurs de viande naturelle et les accuser d'être à l'origine du réchauffement climatique. Il milite pour des taxes et des restrictions

frappant la viande naturelle. S'il réussit son coup, il fera fructifier son investissement d'une manière qui aurait été impossible dans un marché non manipulé.

Pendant ce temps, des jeunes se couchent sur l'autoroute et supplient l'État de leur voler leur avenir afin de les protéger du cataclysme.

De nombreuses études décrivent une augmentation de l'anxiété et de la peur existentielle liées au changement climatique. En 2021, le Think Tank américain Pew Research Center décrit comment 69% des jeunes de la génération Z (nés entre la fin des années 90 et le début 2000), ont ressenti de l'anxiété après avoir vu des reportages en ligne sur le changement climatique. En novembre 2022, le WEF a déclaré que l'écoanxiété prépare une nouvelle crise de problèmes mentaux. Déjà que beaucoup de jeunes d'aujourd'hui ne sont pas très brillants sur le plan mental...

Une étude d'une l'université de Londres citée par le journal The Guardian du 9 novembre 2023, explique que de nombreux couples décident de ne pas faire d'enfants ou de faire moins d'enfants à cause du climat. Les personnes interrogées s'inquiètent de l'avenir de leur enfant dans un monde qui deviendra trop chaud, mais aussi du dilemme moral au sujet des émissions de carbone qu'il causera le long de sa vie.

Dans un article du 13 août 2021, les analystes de Morgan Stanley expliquent que la peur du changement climatique est en train de causer une forte influence sur la fertilité. Une étude suédoise publiée en 2017 indique que s'abstenir d'avoir un seul enfant peut réduire les émissions de carbone de 58.6 tonnes par couple par an dans les pays développés.

Comme les pays développés sont forcément de gros consommateurs, ils sont visés par deux mouvements dans le cadre du Grand Reset. Le premier est la promotion de la stérilité sous toutes ses formes. La glorification des sexualités non reproductives, LGBTQ+, rentre dans cette logique. Un homme et un homme, une femme et une femme et les mutilés sont incapables de faire des enfants. En France, le droit à l'avortement est entré dans la Constitution. Ils étaient à deux doigts de l'inclure dans le préambule. De plus, on pousse vers des flexibilités permettant d'interrompre une grossesse jusqu'à neuf mois. En d'autres termes, on peut tuer un bébé du moment qu'on le fait à l'intérieur de l'utérus et on le sort après. On peut se retrouver devant une cour d'assises si on fait l'inverse.

L'autre approche complémentaire est de pousser les pays développés vers une misère qui abaisse automatiquement leur consommation. La taxation de l'énergie et la poursuite de politiques inflationnistes sont des pas dans ce sens. Chaque année, de plus en plus d'Occidentaux plongent dans la précarité énergétique. C'est-à-dire qu'une partie conséquente de leurs revenus part en factures de gaz et d'électricité. Pour les catégories encore plus défavorisées, l'accès à ces commodités est de plus en plus difficile, voire impossible. Rien qu'au Royaume-Uni, selon les chiffres officiels, 6.3 millions de foyers vivaient dans la précarité énergétique en 2023. En 2021, on comptait 4.5 millions de

foyers dans cette situation. Si le rythme se maintient, on passera le cap des 10 millions d'ici 2026.

À Londres, la température quotidienne moyenne est en dessous de 20 degrés 8 mois par an. C'est seulement en été qu'on passe timidement au-dessus avec une moyenne maximale de 23 degrés en juillet et en août. Pourtant, dans ce pays, les médias et les autorités sont obsédés par le réchauffement climatique. Même des mairies qui ont du mal à ramasser les ordures ménagères ou entretenir leurs locaux annoncent régulièrement des dépenses pour le climat. Des officines bien rodées captent ces budgets idéologiques.

Cette situation tue. Plus de 50 personnes meurent de froid chaque jour au Royaume-Uni dans de lentes tragédies à huis clos. En décembre 2022, Barbara Bolton, 87 ans, a été retrouvée en état d'hypothermie dans sa cuisine. Sa température corporelle était descendue à 28 degrés, mais elle respirait encore. Une fois à l'hôpital, ils constatent qu'elle a attrapé une pneumonie. Ils tentent de la soigner, mais elle décèdera après trois semaines.

Des millions de retraités vivent dans des logements où la température tombe à 10 ou 12 degrés une bonne partie de l'année. Quand on rajoute par-dessus l'humidité, la moisissure et les courants d'air, c'est simplement un génocide lent de personnes inutiles au système. Toute leur vie ils ont travaillé et cotisé, mais maintenant, ils coûtent. S'ils peuvent trépasser, ça arrangerait tout le monde : les héritiers qui palpent et l'État qui prend des frais de succession ; le crime parfait.

Les firmes qui fournissent l'énergie ont pris leurs responsabilités et, dans de nombreux cas, pris les devants pour protéger les intérêts de leurs actionnaires. Beaucoup de domiciles ont été équipés de compteurs à prépaiement. Ces appareils issus d'une mentalité néovictorienne exigent une alimentation constante en pièces. Dès que le locataire n'a plus de liquidités, même si son salaire ou sa retraite tombent dans deux jours, il est automatiquement plongé dans le noir. Pour beaucoup, cela veut dire une chaise roulante qu'on ne peut plus charger ou un appareil médical qui s'arrête. La nourriture pourrit dans le frigo et les moyens de communication s'éteignent.

Ce Grand Refroidissement est centralement planifié. Rien qu'en 2021, on a réussi à plonger 2 millions de foyers britanniques dans la précarité énergétique. Il y a quand même de quoi pavoiser entre milliardaires à la prochaine réunion COP. Les politiques font semblant de déplorer la situation, alors qu'ils travaillent cyniquement à l'aggraver.

Une fois qu'il a été convaincu d'avoir commis le crime de changement climatique, l'Occidental exige qu'on le punisse à la hauteur. Il demande à sa caste politique de prendre des mesures. Or, ces mesures ne peuvent prendre qu'un seul aspect : la confiscation de son revenu pour l'empêcher de l'utiliser en activités qui peuvent relâcher du carbone. Comme tous les actes de vie peuvent être traduits en consommation énergétique et donc en carbone, le coupable de réchauffement ou de

changement climatique est réduit à une forme d'incarcération.

La confiscation peut venir sous une forme directe : la taxation progressive dont le but avoué est d'empêcher l'accès à des produits et à des services. Elle restreint tout le monde sauf ceux pour qui l'argent n'a jamais été un obstacle. L'autre approche est indirecte : l'inflation planifiée par des sabotages économiques successifs qui poussent les masses vers l'appauvrissement.

À Paris, beaucoup d'immeubles portent encore des petites plaques en émail bleu : *eau et gaz à tous les étages*. À l'époque, c'était vu comme une avancée sociale tout comme l'arrivée de l'électricité, le téléphone ou le tout à l'égout. Plus tard, c'est l'électroménager qui a été perçu comme une libération, en particulier, celle de la ménagère qui voyait arriver des robots pour l'aider dans sa cuisine. Essayez juste de laver le linge de la semaine avec une bassine, une planche et un gros morceau de savon de Marseille pour comprendre la douleur. On peut même développer une thèse hardie et créer une relation entre l'arrivée de l'électroménager et l'émancipation de la femme. La concomitance est évidente, mais est-ce qu'il y a un rapport de cause à effet ? Cette recherche dépasse le cadre de ce livre.

On voit arriver en Occident des hordes d'ayatollahs du climat qui remettent en question la modernité et les développements sociaux qui l'accompagnent. Au début, c'était du matériel de secte. Ces excités étaient peu nombreux et leur capacité de nuisance limitée. Depuis, ils ont reçu des fonds et du soutien logistique de la part de milliardaires qui souhaitent s'en servir comme caution et alibi pour construire un monde pour leur caste.

Aujourd'hui, ils ont la capacité d'influencer les politiques publiques et chaque responsable politique doit faire allégeance et leur donner des gages.

D'un côté, l'homme de pouvoir sert les plans des élites qui sauront le récompenser et, de l'autre, il gagne des points électoraux faciles tout en donnant des leçons de morale. Pour le politique, le climat c'est du win sur tous les tableaux. Si on l'interpelle sur l'état du pays, sur l'inflation ou la progression de la pauvreté, il a la réponse toute prête. *Vous n'êtes que des minables ! Je ne suis pas comme vous, moi ! Je ne cherche pas à améliorer les choses en France, au Royaume-Uni ou en Suisse ! C'est la terre entière que je m'emploie à sauver. Mais vous ne pouvez pas comprendre. Vous n'avez pas assez de hauteur de vue. Vous avez froid ? Et alors ? Avez-vous pensé aux pauvres réfugiés climatiques qui subissent la sécheresse du Sahara ou les moussons tropicales causées par votre radiateur ou le moteur de votre Renault ? Non, vous êtes trop égoïstes pour comprendre et faire des sacrifices pour sauver l'humanité. Nous allons devoir vous forcer à faire ces sacrifices. Vous allez avoir froid, avoir faim et vous habituer à une vie de privations, mais on le fait pour votre bien et le bien collectif.*

Pour les forces de l'argent, c'est une aubaine. Elles peuvent réduire la qualité des

services, gonfler les prix et augmenter leurs marges tout en se drapant d'habits de moralisateurs aux desseins supérieurs.

Ainsi, beaucoup d'hôtels, qui n'hésitent pas à facturer 300 euros la nuit, laissent des notes culpabilisatrices à l'intention du client : *ici, nous œuvrons pour protéger le climat ! Durant votre séjour, nous n'allons pas changer vos draps, vos housses ou vos serviettes de bain. Nous n'allons pas faire le ménage. Le chauffage se déclenche quand il fait 14 degrés et moins dans la chambre. La clim a été supprimée...* En d'autres termes, ils dégradent la qualité du service, augmentent leurs marges bénéficiaires et se mettent en position de supériorité morale pour éduquer le client.

Un autre aurait écrit : *cher client, l'année dernière, notre établissement a payé plus de 300'000 euros de note de blanchisserie. Avec l'inflation des coûts de l'énergie, notre fournisseur de services nous prévient que la note augmentera à 500'000 euros cette année. Pour faire des économies, nous voulons changer les draps et les serviettes moins souvent. Si vous acceptez de nous aider à atteindre cet objectif, nous vous proposons un repas gratuit dans notre restaurant à la fin de votre séjour ou bien une réduction sur le prix des nuitées.*

Sauf que cette approche est impossible avec le capitalisme d'aujourd'hui. Il se drape de bons sentiments, vous surfacture le service tout en vous donnant des leçons de manière hautaine et péremptoire. Il vous infantilise en vous rappelant comment il ne pense pas seulement à vous servir, mais doit servir la planète, le climat, l'humanité... Ce qu'on appelle les autres *parties prenantes*.

Au Royaume-Uni, certaines plateformes de livraison de repas à domicile vous disent sèchement sur leurs sites internet : *si vous nous demandez des couverts en plastique, la réponse est non !*

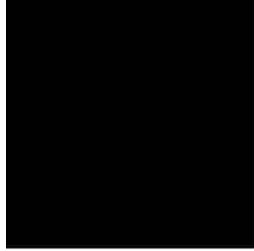
Ainsi, si vous commandez de la nourriture pour des déménageurs ou pour les ouvriers d'un appartement en pleine réfection, tout le monde est obligé de manger à la main comme au Yémen. De plus, les business utilisent un ton de plus en plus autoritaire et cassant quand ils ont recours à des motifs écologiques. Toute personne qui a travaillé dans le service à la clientèle sait qu'on peut dire non à un client qui demande l'impossible, mais on doit toujours y mettre les formes et offrir des alternatives. L'argument écologique intéresse les entreprises parce qu'il leur permet de parler avec brutalité et insolence. Elles lâchent leurs instincts parce qu'elles ont un alibi en or : *si on vous apporte un service complet, nous allons tuer la planète. Nous sommes donc obligés, pour des raisons de morale supérieure, d'augmenter nos marges en vous fournissant un service minimal facturé à un prix maximal. Si vous êtes un citoyen modèle, vous devez payer et vous écraser.*

L'histoire du climat ne va pas s'arrêter là. Son problème ultime est la respiration humaine. Timides au début, les médias commencent à parler de ce *problème*. Le 19 décembre 2023, le New York Post publiait un article citant « une étude » : *Les humains*

sont peut-être en train d'alimenter le réchauffement climatique en respirant. Le même mois, de nombreuses publications françaises et internationales reprenaient la même info. Le réchauffisme dévoile ses tendances génocidaires.

L'Occident n'arrive pas à tenir ses élites en laisse. Chaque siècle, ils inventent une nouvelle idéologie de mort. Ces histoires de climat finiront forcément dans des camps.

CHAPITRE



10

LE CAPITALISME DES PARTIES PRENANTES



Dans ses publications, Klaus Schwab définit un nouveau capitalisme : celui des parties prenantes. Sous le modèle classique ou traditionnel, l'entreprise est responsable de ses clients et de ses investisseurs. Aux premiers, elle doit fournir un service ou un produit de qualité et aux derniers une rentabilité qui leur permet de dégager des dividendes supérieurs aux obligations d'État. Le Code du travail et diverses conventions collectives l'obligent également à maintenir un cadre convenable pour ses employés.

La doctrine du WEF est reprise par de nombreuses banques, fonds d'investissement et grandes compagnies. Elle considère que l'entreprise n'est pas uniquement là pour servir ses clients et ses investisseurs, mais doit également œuvrer dans l'intérêt de nombreuses autres *parties prenantes*. On lui donne la mission et le devoir d'intervenir pour régler des problématiques qui ne relèvent pas traditionnellement de sa compétence.

Le groupe d'audit PwC explique sur son site web : « *Le capitalisme des parties prenantes est l'idée selon laquelle les entreprises ont une responsabilité qui s'étend au-delà de leurs actionnaires. Les employés, les médias et les investisseurs exhortent les entreprises à prendre position sur les questions qui touchent leurs communautés*

au sens large et à créer une plus grande égalité. Nous discutons de la manière dont les entreprises doivent désormais relever le défi de générer de la valeur pour leurs actionnaires tout en abordant des questions telles que la diversité, l'inclusion et le changement climatique. »

On se rend compte que ces définitions sont élaborées avec mauvaise foi. Elles donnent l'impression que le public *exige* de l'entreprise qu'elle joue un rôle prépondérant dans la gestion de la société civile. Avez-vous déjà formulé une telle exigence ? Avez-vous déjà exhorté une entreprise à intervenir dans votre vie ? (On ne parle pas du plombier un jour de toilettes bouchées).

En réalité, de telles demandes n'existent pas. Mais comme Schwab reçoit régulièrement des PDG à Davos, il veut s'en servir comme une armée en leur donnant un pouvoir maximal. Il veut que les forces de l'argent puissent utiliser leurs budgets, leurs employés et leur notoriété comme un outil d'influence, voire de coercition pour forcer la société civile à adopter des choix artificiels qui n'ont pas pris naissance dans les aspirations des peuples ou dans leur évolution naturelle.

C'est pour cette raison que nous voyons de plus en plus d'entreprises s'inviter dans des questions sociétales. Elles sentent qu'elles ont une licence pour peser dans les débats et les orienter selon les désirs de leurs dirigeants.

Le peuple béat qui avance sous la houlette d'un PDG glorieux qui le dirige vers la lumière n'est pas un concept nouveau. Il s'agit de corporatisme qui est l'un des piliers hérités du fascisme mussolinien. Le mot corporatisme a un double sens. Il désigne un discours idéologique, mais aussi toute une série de lois et de politiques légitimant la mainmise de l'entreprise sur la société civile. Il est nécessaire pour la Quatrième Révolution ou le Grand Reset. Les mots sont interchangeable et Schwab y a consacré un livre entier. Il en parle sans cesse depuis 1971 et c'est pour promouvoir cette idée, admet-il, qu'il a lancé le Forum de Davos. C'est dans cette ville, anciennement connue pour son sanatorium pour tuberculeux, qu'il organise des rencontres entre des dirigeants politiques, des représentants de l'entreprise, des financiers et des membres du monde académique et universitaire. Ces derniers sont certainement les plus fauchés du lot, mais leur présence apporte une caution intellectuelle et un vernis scientifique à l'idéologie schwabienne.

Dans son œuvre *Stakeholder Capitalism* sorti en 2021, il explique en termes mielleux une vision qui hérissé les cheveux sur la tête de toute personne sensée. Il invite le management de l'entreprise à servir la société civile au sens large et de devenir le dépositaire de l'univers matériel pour les générations futures. Le management doit mettre son savoir et son expérience à la disposition du peuple.

N'oubliez pas : dans ces textes, quand on utilise le mot « doit », « devoir » ou tout terme impliquant une forme de devoir, il faut remplacer mentalement par « a le droit » ... C'est tout simplement un coup d'État. Les entreprises ne veulent plus diriger leurs

employés uniquement, mais veulent nous diriger tous ; pour notre bien.

Des millions de personnes, pour qui l'entrepreneuriat n'est pas un choix, se traînent chaque matin sous les néons de bâtiments impersonnels. Dans ces endroits, même les plantes sont fausses. Pour survivre, il faut laisser ses valeurs humaines au vestiaire, revêtir sa carcasse et entrer dans une arène où tous les coups bas sont permis. C'est une arène où on a le droit de poignarder dans le dos et frapper l'adversaire à terre. Le chien mange le chien avant d'être lui-même mangé par un autre chien.

Ces employés sont surveillés et tracés par des forces invisibles qui maintiennent le bon niveau de stress pour extraire le maximum de valeur de chaque individu. D'après les chiffres de l'assureur Axa, le stress sur le lieu du travail coûte 28 milliards par an à l'économie britannique. Au niveau global, l'impact dépasse les 1000 milliards. Plus de 21% des adultes en UK sont dans une détresse mentale pendant que 30% sont en mode survie. Près de la moitié de la population est détruite par la toxicité du monde de l'entreprise. Pour l'institut Gallup, deux tiers des employés ont déjà connu un burnout lié au travail.

Mis à part déverser sa corruption fondamentale et son néofascisme sur nous, qu'est-ce qu'elle peut apporter d'autre l'entreprise ?

On en vient à apprécier l'économiste Milton Friedman qui disait en substance : *la seule responsabilité sociale d'un business est d'augmenter ses profits*. C'est un peu sommaire, mais efficace ! Il a reçu un prix Nobel (1976) pour cette sortie qui se résume à : *faites votre boulot, fermez vos gueules et les chiens seront bien gardés*.

La formule du WEF séduit. De nombreux PDG en plein délire mégalomane rêvent non pas de diriger des entreprises, mais des peuples. C'est quoi le point commun entre Herman Cain (Coca-Cola), Carly Fiorina (HPQ), Steve Forbes (Forbes), Michael Bloomberg (Bloomberg) et Mitt Romney (Bain & Co) ? Ce sont tous des PDG qui ont tenté la course à la présidentielle US.

C'était quoi le métier de Donald Trump avant de devenir le 45e Président des États-Unis ? Il dirigeait un groupe d'entreprises du BTP et des chaînes d'hôtels. En Italie, Silvio Berlusconi, avant de devenir Premier ministre, dirigeait des chaînes de télévision, des sociétés d'investissement et possédait l'AC Milan. Au Liban, la famille Hariri a donné de nombreux politiciens, y compris un Premier ministre. Ils étaient tous des dirigeants d'entreprises. On peut même citer Bernard Tapie qui s'inscrivait dans cette logique.

Il y a un penchant naturel, peu importe la culture, pour ceux qui réussissent à se hisser au top des entreprises de vouloir également se mesurer aux plus hautes fonctions de l'État. Pourquoi pas ? Mais il y a une manière correcte de le faire : passer par des élections.

Or, le WEF propose une voie directe vers le pouvoir politique et sociétal au sens large. Son raccourci ne passe pas par les urnes. Du moment que vous êtes un PDG ou un

membre d'un conseil de surveillance d'une boîte cotée en bourse, vous avez le droit et le devoir de diriger les peuples malgré eux. Comme cette autorité s'exprime en dehors de tout cadre institutionnel, elle passe par-dessus tous les garde-fous définis par la loi.

Schwab démontre son génie en jouant sur des ressorts psychologiques et des prétentions existantes chez cette caste. Tout vendeur vous le dira : il est très difficile de convaincre les gens de s'engager sur des voies auxquelles ils n'ont jamais pensé. Par contre, si on les encourage à avancer dans une direction vers laquelle ils penchent déjà, ils y vont sans effort.

Sur le site officiel du Forum de Davos, il suffit d'aller dans la section "*Partenaires*" pour se rendre compte de l'ampleur de la conspiration. Des centaines d'entreprises sont listées parce qu'elles ont répondu à l'appel. D'autres sont présentes dans la catégorie des partenaires stratégiques. On y trouve Goldman Sachs, Google, IBM, Amazon, Pfizer, BlackRock ainsi que de nombreuses banques. Dans cette liste se trouve aussi McKinsey, la compagnie qui - de facto - a dirigé la France et le Royaume-Uni durant le Covid.

Au-delà du pouvoir politique, le corporatisme a une autre raison pour séduire les dirigeants des entreprises. Il leur permet de confisquer l'argent des investisseurs et de l'utiliser dans des poursuites idéologiques.

Dans le capitalisme classique, le dirigeant est obligé d'utiliser les investissements de manière profitable. Il en est le dépositaire, mais sa marge de manœuvre est relativement limitée. Les investisseurs, qu'ils soient des grands ou des petits porteurs, sont les vrais patrons. Quand on regarde l'actualité économique, il arrive souvent que des investisseurs portent plainte devant la justice contre un PDG qui, à leurs yeux, n'a pas suffisamment protégé leurs intérêts en prenant certaines décisions. Par exemple, l'ex-PDG de Disney a eu sur le dos un fond de pensions qui a porté plainte en Californie. On reprochait au PDG personnellement, et à la compagnie en général, de ne pas avoir considéré les préférences des spectateurs dans les décisions et d'avoir, par ce fait, causé l'effondrement des abonnements et du cours de l'action. Ce genre de démarches sont le lot quotidien des dirigeants. Au passage, le PDG de Disney avait introduit du wokisme dans toutes les productions. C'est bon pour le score ESG, mais le public boudait.

Dans la donne du capitalisme des parties prenantes, le PDG pourrait se défendre en disant qu'il n'a pas à privilégier les intérêts des investisseurs face à d'autres parties prenantes tout aussi importantes. Par exemple, les films sont des flops commerciaux et font perdre de l'argent à la compagnie. En même temps, ils font passer des messages pour lutter contre la discrimination, le racisme et la transphobie. En plus, ils sensibilisent sur les questions climatiques et les droits des minorités opprimées. Un investisseur ne peut pas se plaindre, la compagnie et ses dirigeants seraient complètement dans leur rôle.

Le PDG est maintenant libre d'utiliser l'argent des investisseurs pour faire de la propagande.

Maintenant, on peut argumenter que les entreprises qui s'adonnent à ce genre de pratiques vont voir leur revenu et leur performance baisser comparativement à des entreprises qui se dédient uniquement à l'amélioration de leur posture commerciale. Avec le temps, l'argent ira uniquement vers cette dernière catégorie et les idéologues seront progressivement privés de fonds. Les compagnies, qui focalisent sur l'idéologie, se voyant boudées par les investisseurs, devront se recentrer sur les réalités commerciales.

Ce raisonnement est valable dans un marché libre. Par contre, l'économie occidentale est rentrée dans l'ère du dirigisme et la planification centrale. Ce que nous vivons aujourd'hui est une bulle idéologique qui finira par exploser en causant énormément de dégâts.

Normalement, une entreprise idéologisée n'est pas rentable. C'est pour cette raison que le WEF a obtenu de la part de nombreux fonds d'investissement partenaires la promesse d'injecter de l'argent que dans les boîtes avec un score ESG élevé. Le meilleur de la classe n'est plus celui qui dégage des bénéfices, mais celui qui utilise ses ressources financières et humaines pour faire avancer un agenda sociétal.

Ceci déforme la loi de l'offre et de la demande et on va se retrouver avec de grands capitaux courants derrière des compagnies qui deviennent expertes en affichage de vertu. De manière temporaire, on a l'impression que ces dernières sont plus rentables. Plus d'investisseurs voudront prendre le train en marche et commencent à remplir leur portefeuille non pas sur des critères d'innovation et de rentabilité, mais sur des considérations idéologiques latérales. Aujourd'hui, on estime que deux tiers des capitaux investis en Occident se basent, peu ou prou, sur ces critères. Nous avons ici la recette pour une bulle spéculative. Tant qu'il y a de l'argent frais qui pleut par hélicoptère sur des boîtes dont le seul mérite est de parler de climat ou d'afficher un drapeau LGBT sur l'uniforme de leurs employés, la fête va continuer à battre son plein.

Mais comme avec toutes les bulles, il faut développer l'art de quitter la table avant que l'amour ne soit desservi.

En attendant, par leur ampleur, ces investissements idéologiques sont en train de nuire à l'économie occidentale. Les crises à répétition que nous voyons ne sont pas, à proprement parler des « crises », dans le sens où elles ne sont pas des accidents de parcours d'une portée temporaire, mais nous vivons une régression civilisationnelle aux fondations extrêmement profondes et qui est là pour rester.

René Guénon, dans son livre *la Crise du Monde Moderne*, explique un phénomène frappant en parlant des juifs lors de la captivité de Babylone : *un des faits les plus étonnants qu'on ait à constater, c'est qu'une courte période de soixante-dix ans fut suffisante pour leur faire perdre jusqu'à leur écriture, puisqu'ils durent ensuite*

reconstituer les Livres sacrés avec des caractères tout autres que ceux qui avaient été en usage jusqu'alors.

De la même manière, on peut continuer à tout saccager et on se réveillera un jour ne sachant même plus fabriquer une petite cuillère ou tondre un mouton.

Le capitalisme des parties prenantes a encore un autre attrait. Pendant que les entreprises engrangent des milliards en faisant travailler des petites mains dans des conditions proches de l'esclavage, elles peuvent continuer à donner des leçons de morale. Le PDG qui licencie 10'000 personnes la veille de Noël puis se verse un bonus pour financer son second yacht peut toujours passer pour un gentil altruiste.

En parlant de bonus, il devient facile de les justifier pour toute la caste dirigeante. Dans un capitalisme classique, un bonus peut être rattaché à des contraintes objectives comme l'acquisition de parts de marché, l'atteinte d'un cours boursier ou le succès du lancement d'un produit. C'est difficile ! Il faut travailler pour atteindre ces buts. Par contre, on pourrait avantageusement les remplacer par des objectifs sociétaux. Exemples :

Avec nos publicités, nous n'avons pas pu obtenir de nouvelles parts de marché, nous en avons même perdu, mais elles nous ont permis d'éveiller les consciences sur le drame des migrants et faire passer un fort message d'inclusion.

Ou bien :

Notre action a perdu la moitié de sa valeur, mais nous avons réduit l'empreinte carbone de nos bureaux et amélioré notre taux d'inclusivité. Les trois derniers exercices ont été fortement déficitaires, mais nous avons lancé des partenariats avec des associations qui luttent contre les inégalités transectionnelles dans les pays frappés par le changement climatique.

Le produit que vend l'entreprise n'a pas besoin d'être performant. Il lui suffit d'être vertueux. C'est fini l'époque où on cherchait absolument à séduire le consommateur, aujourd'hui, on lui donne des leçons. Le produit qu'on vous vend n'est pas conçu pour servir vos intérêts, mais des intérêts suprêmes d'autres parties prenantes définies par les forces de l'argent. On peut vous servir un gobelet de soda, avec un couvercle en plastique et on vous donnera une paille en papier emballée dans du plastique. La paille en papier vous donnera un goût désagréable sur la langue et commencera à se désagréger durant son utilisation. C'est écoeurant, mais c'est pour le bien de la planète, pas le vôtre. Il y a aussi du vice : on se fiche pas mal d'utiliser des tonnes de plastique partout, mais ce qui doit entrer en contact avec votre bouche doit être désagréable. Il y a une intention punitive, mais aussi une manière sensorielle de vous rappeler que vous êtes coupable et qu'ils vous contrôlent.

N'ayant que faire du consommateur, le capitalisme des parties prenantes est tout le temps à la chasse aux subventions. Les politiques aiment bien *faire évoluer les attitudes, influencer les comportements et récompenser les bons gestes*. Le politique

n'est plus là pour servir nos intérêts, mais pour les définir. Il utilise l'argent du contribuable pour récompenser la vertu et la taxation pour punir le péché.

Le marché occidental est très saturé en offre de produits et services. Le coût d'acquisition du client est très élevé et la croissance faible. Dans ce contexte, l'économie se gangrène d'acteurs qui deviennent experts en captation de l'argent public.

En Écosse, la compagnie Scottish Power rase des arbres centenaires et installe des éoliennes chinoises à leur place. Et comme il n'y a pas assez de vent, on injecte du courant électrique pour les faire tourner. Ce courant provient de groupes électrogènes fonctionnant au diesel. En hiver, quand il gèle, des hélicoptères transportent de l'eau bouillante pour la déverser sur les pales. On peut crier à la folie, mais c'est le nouveau normal : l'éolienne n'a pas besoin d'être efficace, elle n'a même pas besoin d'être vraiment écologique, elle a juste besoin d'être vertueuse et afficher une intention moralement supérieure. Elles permettent d'augmenter le score ESG, attirent des investissements et des subventions étatiques. L'électricité devient de plus en plus chère, on risque des coupures, nos industries, nos emplois et même notre indépendance énergétique sont menacés, mais ce n'est pas grave. Tout cela n'a plus la moindre espèce d'importance. Nous faisons le Bien, c'est tout ce qui compte.

Quand on parle de Bien, entendons-nous, c'est le Bien Bureaucratique. En d'autres termes, celui qui permet de cocher les bonnes cases dans les dossiers et faire tomber des subventions. L'économie de la subvention est sans issue. Elle prend sa source dans des taxes spoliatrices auxquelles on soumet des millions de gens puis on les dépense d'autorité dans des projets à motivation idéologique. Invariablement, elles finissent par des machins inutiles que le public obtient en retour et des prostituées de luxe bronzant sur des yachts sous le soleil des Caraïbes.

Pour les forces de l'argent, ce capitalisme schwabien permet d'obtenir un consommateur captif et forcé auquel on peut vendre n'importe quoi. Pour mieux voir le schéma, considérez un restaurant pas loin de votre domicile. Si vous n'y allez jamais, il ne peut pas vous contraindre à venir consommer ou vous envoyer les forces de l'ordre pour qu'on vous y ramène manu militari. Même si vous y dépensez zéro euro en dix ans, il ne peut rien contre vous.

Par contre, quand vous allez dans ce resto, il va tout faire pour garder votre clientèle et s'assurer que vous reviendrez un jour. Maintenant, imaginez qu'une loi passe pour dire que chaque personne est obligée, sous peine d'amende, de fréquenter au moins une fois tous les six mois chaque restaurant se trouvant dans un rayon de 2 km autour de son domicile. Cette fois, le consommateur est captif. Quand il ira au restaurant, on le traitera avec mépris et dédain. On se fiche pas mal qu'il soit content ou non. Qu'il reçoive de la valeur ou pas, il reviendra ; c'est la loi.

Le business qui vit de subventions ne vous offre pas le choix. Il vous oblige à consommer par l'intermédiaire de l'État qui prélève sur votre revenu pour régler la

note. Pour ce business, vous êtes comme ce client que la loi oblige à aller au resto. Que vous soyez content ou pas, vous allez payer. Si vous refusez de payer, l'État peut envoyer la police, faire intervenir des huissiers, vous faire arrêter et faire des saisies sur vos biens et revenus. Au besoin, l'État contracte des dettes en votre nom et ceux des générations futures pour régler.

Les éoliennes que nous finançons de force sont un désastre écologique, mais une manne pour ceux qui exploitent le filon. Anciennement, il fallait trouver un puits de pétrole pour devenir riche et se construire une dynastie. C'est ainsi que se sont faites, en une nuit, de grosses fortunes aux USA et au Moyen-Orient. Aujourd'hui, les choses sont différentes. On peut devenir milliardaire dans le vent. On peut aller vers des pays très nucléarisés et leur vendre une énergie polluante, intermittente, chère et qui va consacrer leur dépendance envers la Chine. Et mieux encore, ils achètent ! C'est un coup de maître. Avec de l'idéologie, on peut vendre du sable artificiel aux habitants du Sahara.

Le capitalisme des parties prenantes est une donne qui peut faire des milliardaires dans des domaines inutiles et impensables. C'est pour cette raison, que chaque fois qu'il y a un sommet du WEF, du climat ou autre, on voit arriver des jets privés de toute la planète.

L'éolienne chinoise a une durée de vie de 20 ans. Après, il faudra la démanteler d'une manière qui n'est pas complètement maîtrisée encore. De toute manière on s'en fiche. On les construit, on touche les subventions et on verra plus tard pour le reste. Au pire, un jour, on demandera d'autres subventions pour les démanteler.

Avec ces lascars, il faut poser des questions sur tout et ne rien accepter sans une analyse détaillée. Pourquoi les éoliennes durent-elles 20 ans ? À cette question, on nous avancera des réponses techniques. On nous parlera de résistance des matériaux, de contraintes aérodynamiques et de corrosion. Mais pourquoi 20 ans ? En vérité, c'est une obsolescence programmée comme tout ce que fabrique l'industrie aujourd'hui. Quand on achète l'éolienne à la Chine, c'est comme si on recevait une licence d'exploitation à durée déterminée. Cette licence est intégrée dans la technologie utilisée pour fabriquer l'éolienne. Une fois qu'elle passe les 10 ans d'exploitation, le client devra revenir à la table et négocier les prochains contrats.

La Chine sait que les acheteurs se fichent pas mal de la durée de vie de l'éolienne. Dans l'idéal, sans tomber dans la fraude pure et dure, ils aimeraient qu'elle ne dure pas trop longtemps. Une durée de vie limitée permet un business et des subventions en continu. Le récurrent, il n'y a que ça de vrai.

Les éoliennes construites au milieu des années 2000 sont déjà en cours de démantèlement et beaucoup d'autres s'approchent de leur fin de vie. Leur socle pesant plusieurs centaines de tonnes de béton est abandonné sur place. Les pales et le tube sont empilés au bulldozer et recouverts de terre. Il est impossible de trouver des études

indépendantes et non partisans sur le sujet, mais c'est à se demander si ces machins sont énergétiquement rentables sur toute leur durée de vie. Quand on considère leur prix d'achat, leur transport, leur installation, leur maintenance, leur fonctionnement intermittent, leur démantèlement chaotique et leur courte durée de vie, il n'est pas déraisonnable d'envisager un bilan énergétique, écologique et financier négatif.

Sur le bilan écologique, beaucoup de sites sont à l'abandon. Les promoteurs se structurent en système complexe de compagnies regroupées dans un holding. Parfois, elles sont disséminées sur plusieurs pays afin de profiter des avantages de chaque juridiction tout en rajoutant des couches d'opacité. Dans ce montage, il y a toujours une compagnie fusible. C'est elle qui prend à sa charge les responsabilités légales et financières du projet, mais ses comptes bancaires sont maintenus avec un solde minimal. L'argent des subventions est géré par d'autres compagnies de la holding et sert à payer les cachets et les bonus.

Une fois que les éoliennes arrivent à la fin de leur durée de vie, parfois au bout de 15 ans seulement, il faut les décommissionner. Sauf que selon les contrats et accords en place, c'est la compagnie fusible qui est responsable du chantier pour retirer et enterrer les éoliennes. Comme elle n'a pas le sou, elle se met en faillite. Les collectivités locales restent avec des champs de métal rouillé qui souillent le paysage.

En France, la centrale nucléaire de Dampierre a été mise en service en 1980. Depuis, elle produit 25 milliards de kWh par an de manière constante, prévisible et gérable. La centrale de Tricastin, dans la vallée du Rhône, est également entrée en service en 1980. Avec ses 4 réacteurs, elle produit 24 milliards de kWh par an. En Suisse, la centrale nucléaire de Beznau, dans le canton d'Argovie, est en service continu depuis 1969. C'est-à-dire qu'elle est doucement en train d'aller vers ses soixante ans. Aujourd'hui, on saurait construire des centrales nucléaires qui pourraient durer un siècle. Anciennement, les États-Unis construisaient des porte-avions à propulsion nucléaire exigeant de longues périodes d'immobilisation - jusqu'à 4 ans - pour intervenir sur les réacteurs et renouveler leur carburant. La classe, de type Nimitz, en opération depuis 1975, a besoin d'une telle opération une fois tous les 25 ans. Certains vaisseaux plus modernes sont construits avec des réacteurs nucléaires ne nécessitant aucun refueling durant toute leur vie de service.

Dans le nucléaire, il y a de grandes potentialités d'évolution vers plus de puissance, moins de déchets et une plus longue longévité. Le britannique Rolls-Royce a développé un petit réacteur nucléaire modulable appelé SMR. Un SMR peut produire le tiers de la capacité d'une centrale nucléaire alors qu'il est léger, moins cher et déployable rapidement. L'Ukraine s'y intéresse parce que ça permet de créer un système décentralisé et donc moins sensible aux sabotages et bombardements. L'AIEA cite plus de 80 projets commerciaux de technologie SMR à travers le monde.

L'Allemagne, pays d'origine de Schwab, a déjà fermé toutes ses centrales nucléaires.

Suivant l'idéologie écologique, elle les remplace par des centrales à charbon, des éoliennes et des panneaux solaires. Elle achète aussi du gaz de schiste aux USA en le ramenant par bateau à travers l'Atlantique ; que du vert.

La Chine a compris l'obsession des Occidentaux pour les sources d'énergie alternative et elle compte surfer sur cette folie pour s'enrichir tout en créant de la dépendance. Opportunément, le Parti communiste chinois mène des opérations de propagande visant de nombreux peuples occidentaux. La US Energy Foundation (EF) basée à San Francisco est en réalité une branche de EF China. La première, a son adresse internet EF.ORG et la seconde EFCHINA.ORG. Les deux utilisent le même logo. Les déclarations d'impôts, qui sont publiques, permettent de voir qu'EF USA et EF Chine sont liés par leurs finances.

Chaque année, la fondation EF distribue des millions de dollars de dons à des groupes de pression qui s'emploient à convaincre les États-Unis de réduire leur production énergétique locale et de s'orienter vers des solutions qui renforcent leur dépendance envers la Chine. Elle verse également de l'argent à des activistes du climat faisant la promotion de politiques suicidaires de type Net Zéro.

Dans l'autre sens, ça serait impossible. Il n'existe aucun organisme actif en Chine militant pour inciter ce pays à adopter des choix dans l'intérêt des Occidentaux. Une fois qu'ils ont perdu toute notion de souveraineté, les Occidentaux deviennent des dindons de pays qui se moquent d'eux en jouant sur leurs émotions, leurs inquiétudes existentielles et leur instabilité mentale. Les Chinois ont même inventé un mot, Baizo, pour désigner les wokes. Ce néologisme péjoratif veut littéralement dire *gauche blanche*. Il désigne un Occidental qui s'implique dans des égarements idéologiques postmodernes et destructeurs pour sa civilisation, mais qui lui permettent d'affirmer une supériorité morale ridicule.

Cette supériorité morale, qui pilote le Wokisme, est un authentique descendant du nazisme. L'idéologie nazie mettait en avant la pureté de la race. Dans la même lancée, le Wokisme utilise d'autres artifices pour exprimer la pureté de sa morale et de ses sentiments.

Une grosse imposture est en place à l'échelle internationale. Les peuples perdants seront ceux qui boufferont le narratif et accepteront de se soumettre aux globalistes.

Schwab et ses adeptes parlent tout le temps du changement climatique. C'est un de leurs principaux chevaux de bataille. La raison est simple : on ne peut pas créer une tyrannie sans mettre une menace existentielle au centre de celle-ci. Les dictateurs africains évoquent les ennemis cachés de la révolution, la main de l'étranger, les forces décadentes... et s'érigent en défenseurs de la nation. Sans eux, ils disent que tout ne sera que chaos et désolation.

Pour justifier un plan mondial, il faut que la menace soit globale. C'est pour cette raison qu'un climat planétaire qui se refroidit, se réchauffe ou même change est une

excuse parfaite. Quiconque s'oppose au plan, ne peut être que le diable en personne. Il veut l'extinction de l'humanité. Il faudra l'écraser sans pitié. C'est une question de légitime défense : un cas de lui ou nous !

Cette menace peut absolument tout justifier. On peut même imaginer des guerres ou des bombardements contre des pays qui s'opposent aux plans des globalistes. Excuse : il réchauffait le climat et menaçait notre existence à tous. Il n'y a pas de souveraineté qui tienne dans ces cas-là.

Pour les particuliers, on pourrait avoir une police du climat qui contrôle les climatiseurs, les habitudes de consommation, les propos en ligne... et aurait tout pouvoir appliquer toute mesure tyrannique édictée pour le bien de la planète.

En France, les premiers contrôles de police et les premières amendes liées à l'utilisation des climatiseurs ont eu lieu en été 2022. Puisque la police a déjà contrôlé le statut vaccinal de gens se promenant sur des plages, elle peut également contrôler les climatiseurs. Mais plus tard, les flics vont râler et dire qu'ils n'ont pas assez de ressources pour faire correctement ce travail et ça sera le prétexte pour créer une police spéciale du climat. Rappelez-vous de cette prévision. Vous l'avez lu ici en premier.

Dans nombre de pays occidentaux, on évoque des lois qui criminalisent ceux qui tiennent des propos négationnistes sur le climat. Si les globalistes vous disent qu'il pleut, qu'il vente, qu'il fait plus froid, plus chaud que l'année passée, vous n'avez pas le droit de remettre leur parole en doute ou de poser des questions. Il faudra juste accepter les restrictions de liberté, baisser la tête et marcher avec le troupeau. Si une telle loi passe, ce livre sera interdit. On le trouvera dans des arrière-boutiques où se tiendront des réunions secrètes pour voir comment



Le capitalisme des parties prenantes simplifie la vie des dirigeants et les libère des contraintes de performance. Peu à peu, ils se transforment en oligarques.

Au-delà du WEF, d'autres organisations, y compris l'ONU, travaillent pour cet objectif. Le 19 août 2019, le puissant groupe de lobbyisme *Business Roundtable (BRT)* basé à Washington D.C. a lancé une déclaration d'intention signée par plus de 200 PDG (l'armée évoquée par Charles). On y trouve Apple, Cisco, Amazon, General Motors, Oracle, Boeing... qui se révoltent contre leurs actionnaires. Dorénavant, expliquent-ils, ils vont placer les intérêts des communautés au même niveau que ceux des actionnaires et se mettront à réfléchir à leur rôle dans la société civile.

Boeing n'arrive pas à fabriquer des avions qui ne se démontent pas tout seuls avec des pièces de structure qui foutent le camp, mais il a le temps de faire de l'idéologie.

Que se passera-t-il quand l'économie occidentale s'effondrera sous le poids de son

idéologie ? Les capitaux devront trouver refuge ailleurs.

Pourquoi pas en Chine ? Ce pays profitera du grand effondrement à l'ouest.

La Chine est le C dans l'acronyme BRICS. Ce groupe s'organise en vue d'un monde sans les pays occidentaux. Ce n'est pas qu'ils veulent chasser ceux-ci du concert des nations, mais ils ont fini par intégrer le désir des USA, de l'Union européenne, du Canada et vassaux traditionnels de ne plus vivre. Les BRICS veulent fournir une offre parallèle et alternative à ceux qui veulent vivre après l'effondrement.

Exemple : l'Arabie Saoudite est un royaume pétrolier. Même si le pays cherche à se diversifier pour réduire l'impact des fluctuations du marché des hydrocarbures sur ses revenus, son économie reste principalement basée sur le pétrole. Lorsque les Européens annoncent qu'ils vont détruire leur secteur automobile et commencent à considérer la restriction des voyages aériens pour leurs citoyens, l'Arabie Saoudite est obligée d'en prendre acte. Les Européens sont des pays souverains et ils ont le droit de se suicider collectivement. Mais le royaume est obligé de se projeter dans un lendemain sans ces clients. Ils vont peut-être réussir leur autodestruction et sombreront dans la misère et la violence. C'est une possibilité bien réelle.

Un pays ne se gère pas comme une épicerie, surtout quand il s'agit de projets pesant des milliards. Il faut anticiper et prendre certaines décisions une ou deux décennies à l'avance. Mettons-nous toujours dans la tête des Saoudiens : s'ils veulent investir sur un nouveau terminal pétrolier ou construire des unités de raffinage, ils doivent se projeter sur un horizon assez distant pour aligner leur capacité de production avec la demande future des clients.

La destruction du secteur automobile est déjà en route. Beaucoup pensent que ça se fera le 31 décembre 2034 à minuit, mais ce n'est pas ainsi que ça marche. Les investisseurs industriels ne vivent pas dans la même fenêtre temporelle que les technologiques. S'il y a un événement réglementaire adverse, ils doivent sortir ou éviter de s'impliquer plus de dix ans à l'avance. Les engagements sur des sites de production se comptent en milliards et ont des cycles de retour sur investissement particulièrement longs. À titre d'exemple, BMW a déjà cessé de produire des moteurs thermiques - essence ou diesel - en Allemagne.

Cet arrêt de la production signifie également la perte de la maîtrise et de l'évolution technologique. Dans les années 1980, l'Allemagne fournissait de l'équipement électronique réputé pour sa qualité. Beaucoup se souviennent encore des radios et télévisions de Grundig, AEG, Blaupunkt ou Telefunken parmi tant d'autres. Elles ont toutes disparu dans un contexte de délocalisation vers la Chine. La délocalisation n'est pas à voir seulement sous l'angle des emplois perdus, mais aussi sous l'angle de la marche technologique qui s'arrête net. Encore une fois, si dans les années soixante-dix on avait fermé Airbus et délocalisé la fabrication de son premier avion, le A300, en Chine, aujourd'hui nous serions en train d'acheter le A320neo, son dernier, à la Chine

également.

L'Allemagne serait incapable aujourd'hui de revenir sur le marché avec de l'électronique. Les compagnies qu'ils ont lâchement perdues ont mis des générations à se construire et à amasser leur savoir et leur expérience. Ce savoir-faire a été perdu. La Chine a repris le flambeau.

Dans le futur, quand sortiront des moteurs capables de faire 100 kilomètres avec l'équivalent d'une tasse à café de carburant, ils ne seront certainement pas allemands.

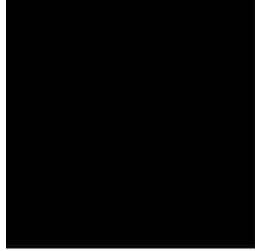
Cette marche a déjà commencé. En avril 2024, le fabricant chinois Weichai Power a annoncé la construction d'un moteur diesel offrant un rendement énergétique de 53.09% même les Allemands de la TUV SUD ont dû saluer la performance. En brisant la barre symbolique de 53%, le groupe a battu son propre record de 2022 (51.09%). Au passage, l'annonce a été faite en grande pompe au Congrès mondial des Moteurs à Combustion interne (WICE) qui se tient à Tianjin au nord de la Chine. Donc, pendant que l'Europe est en train de se paralyser et détruire son savoir-faire, le flambeau est repris ailleurs. On peut toujours se dire qu'au pire on importera des moteurs depuis la Chine, mais l'équation n'est peut-être pas si simple. À force de détruire leurs économies morceau par morceau, beaucoup de pays occidentaux, européens en premier lieu, finiront fauchés et arriérés dans un monde qui a avancé sans eux.

Le Brésil, le B de BRICS, est le plus grand exportateur de bœuf au monde. Il doit veiller aux intérêts de son industrie en créant des rapprochements stratégiques avec les pays susceptibles d'être les clients de demain. L'Européen fragile et déconstruit qui mange des plantes, du soja et s'évanouit à la vue d'un steak haché ne représente pas des débouchés crédibles. Au-delà de ce cliché, il y a des considérations économiques très sérieuses. En 2022, la ville de Haarlem près d'Amsterdam a pris la décision d'interdire la publicité pour la viande. Dans la même logique que pour les cigarettes, on pourrait imaginer à l'avenir des boucheries sans vitrine et un emballage avec des avertissements climatiques. Les Pays-Bas sont en guerre contre leurs éleveurs avec un plan à 25 milliards d'euros pour acheter les fermes et les raser. Plus de 2500 fermiers ont déjà reçu une lettre recommandée les informant qu'ils n'ont plus le droit de travailler afin de « sauver la planète ». Dans les écoles et dans les médias, les discours de culpabilisation sont distillés et commencent à présenter le suicide collectif comme une bonne chose pour l'univers.

Culturellement, l'Occidental d'extraction chrétienne est très sensible à la culpabilisation. Quand une accusation, aussi farfelue soit-elle, lui est formulée, il ne cherche même pas à se défendre. Il ne veut même pas analyser les motifs ou l'agenda des accusateurs. Alors que tout prévenu en a le droit, il ne remet pas en cause leurs affirmations ou exige des preuves sérieuses. Il se met à genoux, se flagelle et supplie qu'on lui inflige un châtement exemplaire. D'une manière imagée, c'est ce que les pays occidentaux sont en train de faire en ce moment. Beaucoup disent : la science est

tranchée, cessons de discuter et allons de l'avant ! Ce « allons de l'avant » veut dire les ruiner, détruire leur héritage et les ramener à l'âge de pierre. Il y a même des officines qui commencent à critiquer la respiration humaine parce qu'elle influencerait le climat. La seule solution serait le coupe-coupe ou le camp.

CHAPITRE



11

VOUS NE POSSÉDEREZ RIEN



Et vous serez heureux... Cette publicité du WEF sortie en 2016 et devenue virale à l'époque du Covid avait tellement fait le tour des médias sociaux qu'ils ont décidé de la supprimer. Alors qu'on nous promettait cette situation pour 2030, elle est déjà une réalité en marche sur plein de domaines. Le but est d'abolir le droit à la propriété afin de transformer cette dernière en rente. Exemple : au lieu d'acheter votre frigo à 500 euros, vous le louez pour 20'000 euros et il ne sera jamais à vous. Ça semble fou, n'est-ce pas ?

Dans le monde du logiciel, la location est la norme. De moins en moins d'éditeurs acceptent de vendre des licences perpétuelles. On doit leur payer une rente sans que jamais le client ne devienne propriétaire du logiciel. Microsoft France facture 20.60 euros par mois pour sa suite Office. Sur une carrière de 40 ans, c'est 9888 euros qu'un utilisateur débourse pour utiliser Word, Excel et Outlook. Quand on rajoute la TVA, on dépasse les 10'000 euros sur une carrière. Chez Adobe, c'est depuis 2011 qu'ils ont cessé de vendre les logiciels. Le « Creative Cloud » comportant Photoshop et tous les autres outils pour graphistes se loue à 77.49 euros par mois hors-taxes. Sur une carrière, on parle de plus de 37000 euros.

Un jeune qui commence à travailler aujourd'hui s'engage à payer de 50'000 à 100'000 euros en logiciels durant sa vie professionnelle. En plus, quand il prendra sa retraite, on lui en coupera l'accès à moins qu'il continue à verser des mensualités.

Même quand c'est l'employeur qui paye, il inclut ceci dans le coût du poste de travail et compensera avec un salaire moindre. Finalement, c'est toujours l'utilisateur qui - directement ou indirectement - paye les rentiers.

En dehors du bureau, on continue à louer ce qu'on ne peut plus posséder. Avec Netflix, c'est 19.99 euros par mois pour la formule premium. Anciennement, on était propriétaire de sa cassette VHS ou de son DVD et on pouvait les regarder autant de fois qu'on le souhaitait. En plus, on avait le droit de les prêter, de les donner, de les revendre ou même de les laisser en héritage. Sur 40 ans, en supposant que les prix ne bougent pas, il y en a pour 9500 euros de Netflix. Si on cesse de payer, toute la collection disparaît. La musique est en passe de suivre le même chemin... Des enseignes comme Rent the Runway ou Stitch Fix louent des habits pour adultes et enfants.

Il y a des compagnies qui s'engouffrent partiellement ou totalement dans le DaaS ou Device as a Service. Le géant de l'informatique HP a déjà une page dédiée permettant de louer des imprimantes, des ordinateurs et des équipements similaires. Pour le moment, on a toujours le choix de les acheter, mais qu'en sera-t-il en 2030 ? Les fabricants de voitures sont sur la même pente glissante avec un modèle hybride. Le client peut toujours acheter le véhicule et dire « *il est à moi* », mais de plus en plus en fonctionnalités sont bloquées par un paywall. Le bal avait été ouvert par Tesla. Comme leurs voitures sont bourrées de technologie et connectées en ligne, il est possible de placer des verrous logiciels sur diverses fonctionnalités et exiger un loyer pour leur activation. Si le client veut les sièges chauffants, une meilleure performance, un pilote automatique, plus de rayon d'action... Le système demande une carte de crédit. La presse spécialisée évoque jusqu'à 1000 euros par mois pour débloquent toutes les fonctionnalités.

BMW, Mercedes et d'autres vont dans la même direction. Des véhicules très prometteurs sont vendus avec plein de bridages exigeant des abonnements. La rente capturée par ce mécanisme apporte sur le long terme plus de bénéfices que la vente de la voiture elle-même. Dans cette logique, la voiture ne sera qu'un prétexte pour créer de la rente.

Aux USA, des fermiers se sont sentis pris en otages par la société John Deere et ont porté plainte. Le tracteur est vendu avec une licence que personne ne lit, mais qui a toute son importance quand survient une panne. En fait, chaque pièce de l'engin est munie d'une sorte d'étiquette électronique que contrôle un ordinateur embarqué. S'il détecte une réparation ou un changement, il empêche le tracteur de démarrer. Ceci est devenu une menace existentielle pour beaucoup de fermiers. Si le verrouillage survient le jour d'une récolte, c'est la catastrophe assurée. Il faut faire venir un *mécanicien autorisé* qui dispose d'une mallette informatique spéciale permettant de débloquent le tracteur. Il faut compter \$230 d'émolument, plus \$130 de l'heure, plus le déplacement, plus les taxes pour cette faveur.

Il y a déjà beaucoup de hackers sur le coup pour faire cela gratuitement ou à un meilleur coût. Les fermiers du Nebraska achètent des câbles et des firmwares sur des forums ukrainiens. L'outil facturé 500 dollars par les hackers peut casser la protection cryptographique du tracteur et lui permettre de fonctionner sans restriction. On trouve des logiciels similaires pour Tesla et autres marques, mais toujours avec le risque d'une annulation de garantie ou dommages sur le véhicule quand l'outil ne fonctionne pas correctement.

Il reste une question qui se posera sur le long terme : que se passe-t-il lorsqu'un fabricant ferme ses portes ou ne supporte plus le modèle vendu ? Après avoir payé plusieurs fois la valeur du véhicule en abonnements divers, l'utilisateur peut se retrouver avec des bridages qui reviennent définitivement.

Cette manière de faire s'insinue partout. GoPro vous vend la caméra, mais si vous voulez utiliser ses fonctionnalités avancées, il faudra payer un abonnement.

Le but du capitalisme de prédation, c'est capturer le moindre besoin de vie et de le transformer en rente perpétuelle. Un des piliers de la manœuvre est de rendre l'objet ou le service inaccessible. Ceci se fait soit par l'interdiction de la vente, comme pour les logiciels, ou bien par l'inflation artificielle des prix d'acquisition qui forcent le consommateur à la location ou bien au crédit.

Après la Révolution Industrielle qui a commencé en 1760 au Royaume-Uni, les usines ont vite remplacé les ateliers de la petite bourgeoisie et les échoppes des artisans. La machine était capable de sortir en quelques minutes le travail quotidien du professionnel le plus habile de ses mains. Ce dernier ne pouvait plus tenir la compétition. Sa seule option restait d'aller travailler à l'usine et y vendre son temps à l'heure.

Pourquoi le travailleur ou l'artisan ne pouvait pas, lui aussi, acheter des machines et faire sa propre révolution industrielle ? Cette option est hors de question. Imaginez un travailleur gagnant péniblement 2000 euros par mois ouvrir une usine à 20 millions ! Il lui faudrait économiser plus de 800 ans de salaire pour commencer. En fait, l'ouverture d'usines est l'apanage des forces de l'argent ou des grands capitalistes disposant d'une force frappe financière leur permettant de mettre en place puis de monopoliser l'outil de production.

C'est ainsi que sont nés les prolétaires. Durant les années 1800, Karl Marx les décrivait comme cette classe de gens ne possédant pas de moyens de production se trouvaient réduits à vendre leur travail pour survivre.

Dans cette même période, on a vu arriver le sous-prolétariat dit aussi prolétariat déclassé ou *lumpenproletariat* dans le texte original du livre *Le Capital*. Cette classe est constituée de rebuts du système. C'est-à-dire des gens relégués tout au fond de la fosse socio-économique. Ils vivent de mendicité, d'aides sociales, d'économie parallèle, de crimes et d'expédients.

À l'autre extrémité, tout en haut de la pyramide, on retrouve ce que Marx appelait la bourgeoisie. C'est cette dernière qui possède l'argent et forcément est en mesure de contrôler les moyens de production et de verrouiller chaque personne dans sa classe. Pour l'écrasante majorité, l'ascenseur social est un mythe. Pour être plus précis, le mythe est de croire qu'il monte. Cet ascenseur existe vraiment, mais, pour la majorité, il descend. Plus nous avançons dans le temps, plus nous constatons le déclassement programmé des classes moyennes. Dans un monde où les ventes des voitures de luxe, des yachts et des jets privés ne se sont jamais mieux portées, des millions de gens peinent à accéder aux nécessités de la vie ou payer leur facture de gaz.

Cette description était vraie au XIXe siècle et elle reste d'actualité de nos jours. L'apparence a changé, mais les fondamentaux sont les mêmes.

Le réseau Booking prélève jusqu'à 25% de commission par chambre louée alors qu'il ne possède aucun hôtel. Par divers mécanismes, Uber prend jusqu'à 50% de commission sur le revenu du conducteur alors que cette entreprise ne possède aucune voiture. Le service de livraison de nourriture à domicile Uber Eats prend 30% de commission sur le montant total de la facture alors qu'ils n'ont aucun restaurant. Ces plateformes, de plus en plus présentes, deviennent une caractéristique de l'économie d'aujourd'hui. Elles captent un flux commercial et le transforment en rente. Si vous cherchez en ligne un plombier, un peintre, un masseur, des déménageurs ou un moniteur d'auto-école, vous allez, presque dans tous les cas, tomber sur une plateforme qui agit comme aspirateur à requêtes. Elle va diriger votre demande vers des professionnels qui doivent travailler presque à perte pour payer la commission de la plateforme.

Pourquoi 30% de commission pour Uber Eats ? Même le restaurateur, une fois qu'il a payé les locaux, l'énergie, les salaires, les impôts, la TVA, les licences et les ingrédients... n'approche pas une telle marge bénéficiaire !

On peut toujours dire au chauffeur de la Tesla coincée dans l'embouteillage du périphérique parisien : mais vous n'avez qu'à lancer votre propre plateforme et vendre vos services directement à vos clients sans partager votre revenu. Cette proposition est du même niveau que d'aller dire à un ouvrier de 1850 de quitter l'usine où il travaille 16 heures par jour pour aller ouvrir sa propre usine !

Comme la Révolution Industrielle en son temps, la Révolution Digitale a déjà écrasé les travailleurs de notre époque. Des chauffeurs qui veulent créer leur application doivent déboursier des millions en développement, sécurité, conformité légale, hébergement, maintenance... et, au bout du compte, ils n'auront pas les données. Sans la partie Data, une plateforme technique ne vaut rien. Uber c'est 9.4 milliards de courses réalisées en 2023 sur 70 pays. En d'autres termes, ils savent comment les humains se déplacent dans les villes. Ils font digérer ces données par des algorithmes qui optimisent les prix en temps réel pour extraire le maximum de valeur du consommateur. Personne, et encore moins le chauffeur de base, ne peut faire de la concurrence face à

des systèmes aussi perfectionnés et connaissant l'humanité sur le bout des doigts.

Et les autres plateformes alors ? Pourquoi le plombier ou le masseur ne peuvent pas juste créer leur site internet et attirer directement les clients ? À l'époque du féodalisme, les seigneurs locaux possédaient la terre et les travailleurs étaient réduits au statut de serfs. Ils devaient partager leur production avec le seigneur ou même travailler gratuitement pour lui durant les jours de corvée.

Comme le serf ne pouvait pas posséder les terres, le travailleur moderne ne peut pas posséder l'espace digital. Il peut toujours payer quelques centaines ou milliers d'euros pour avoir un site internet. Par contre, dans un marché très concurrentiel, il n'aura pas beaucoup de visiteurs à moins qu'il ne parvienne à se hisser dans la première page de recherche de Google. Beaucoup se sont ruinés en services de SEO sans parvenir à pénétrer les mystères du classement. Mais la manière la plus certaine d'arriver au top de la première page est de payer Google au clic. Selon la niche, il faut compter plusieurs dizaines d'euros par visiteur. Ce dernier peut rester quelques secondes sur la page et partir. La majorité des sites web ont un taux de conversion de l'ordre de 2%. C'est-à-dire qu'il leur faut une centaine de visiteurs pour obtenir 2 commandes. Aux USA, quand il y a des inondations, certains mots clés liés à une recherche de services de réparation montent à près de 250 euros par clic. L'annonceur doit payer 25'000 euros pour 100 visiteurs en faisant le pari que la conversion de certains en clients lui permettra de rentrer dans ses frais.

Le coût de l'espace digital exclut les artisans, les indépendants et les travailleurs en général. Les seuls qui peuvent se le permettre sont des forces financières puissantes. Elles achètent l'espace digital comme Bill Gates achète les terres agricoles, peu importe le prix. Ceux qui ne peuvent pas se permettre cet espace sont obligés de dépendre de plateformes et payer 30% de leur revenu. C'est la définition même du féodalisme digital.

Ce féodalisme commence toujours par prendre un produit ou un service nécessaire, le rendre hors de prix pour 99% de l'humanité, puis capturer une rente perpétuelle et croissante pour son utilisation.

La crèche pour enfants, l'école, le cabinet médical et jusqu'à la maison de retraite ou le mouroir, rien ne nous appartiendra que ce soit individuellement ou collectivement. Tout est déjà - ou en passe d'être - capté et financiarisé afin de générer de la rente.

Aux USA, de grosses compagnies achètent en masse le logement humain ou l'obtiennent en gérance pour le monopoliser et forcer le paiement d'une rente sous menace de devenir SDF. Voici quelques exemples :

Greystar : près de 860'000 lits ou unités y inclus 100'000 lits étudiants

Lincoln : 37 millions de mètres carrés de logements

Avenue 5 : portefeuille immobilier de 22 milliards

Mid-America Apartment Communities (MAA) : plus de 100'000 appartements dans le sud des USA

Cushman & Wakefield : gère 470 millions de mètres carrés d'espace commercial en plus du logement résidentiel

Ces compagnies et - d'autres - sont citées dans des plaintes aux USA (Exemple, dossier : 3:23-md-3071) pour avoir utilisé un logiciel (RealPage) se basant sur de l'intelligence artificielle pour gérer les prix et les pousser à la hausse.

En plus, par sa nature même, ce logiciel connaît les prix de tous les acteurs de marché et permet une entente illicite, ou un système de cartel, par intelligence artificielle interposée. Aujourd'hui, RealPage contrôle le prix de 4.5 millions de biens locatifs aux États-Unis.

Le mécanisme est toujours le même et il se répète dans tous les secteurs. Les fonds d'investissement arrivent sur le marché et achètent des biens sans compter. Le travailleur lambda est incapable de tenir la compétition. Il sera exclu du marché de l'achat. Plus tard, on lui proposera le bien qu'il voulait, mais en location. Par la suite, on lui lâche dessus des ordinateurs et des algorithmes qui vont l'écraser pour qu'il paye une rente croissante. Le résultat net est l'augmentation des prix du logement ainsi que de la précarité quand des gens doivent se priver de dentiste ou de lunettes pour payer des parasites.

L'autre impact est la baisse drastique de la proportion de jeunes qui accèdent à la propriété. D'après une enquête Atlantico, le taux de propriétaires accédants de moins de 25 ans en France est passé de 6% en 1985 à 3.4% en 2005. En 1984, les jeunes de moins de 25 ans ne consacraient que 12.6% de leurs revenus au logement alors que ce chiffre est de 22% aujourd'hui.

Au Royaume-Uni, l'équation est similaire. Sur les dix dernières années, le prix moyen de l'immobilier a augmenté de 68% alors que les salaires ont augmenté de 31%. Certains qualifient les jeunes d'aujourd'hui de « Génération Location ». Ils ne possèdent rien, mais ne sont pas heureux.

Depuis longtemps, c'est la première génération à être plus pauvre que ses parents. Leur revenu a non seulement baissé, mais une partie croissante doit partir en abonnements.

Si on pousse le système de prédation à son extrême, imaginez un supermarché où vous arrivez en caisse pour apprendre que le prix de la motte de beurre a augmenté de 50% depuis que vous l'avez ramassée au rayon. Imaginez, des caméras de surveillance observant 8000 magasins et points de vente, des milliers de kilomètres de routes, des fermes et des centres de données météorologiques. Elles savent combien de personnes ont pris du beurre au frigo à travers le pays. Elles savent qu'il y a un camion de livraison coincé dans un bouchon. Elles savent qu'il y a grève dans une laiterie ou qu'une machine est en panne. Avec des algorithmes puissants, le supermarché pourrait

gérer le prix du beurre - ou de tout autre produit - en temps réel afin de maximiser le revenu. La caissière vous dira :

- *Oui, ça augmente toujours en fin de semaine vers cette heure-ci. Si vous ne le prenez pas, d'ici demain matin, le prix va baisser un peu, mais il faut venir avant dix heures.*

En plus, avec la monnaie digitale associée à votre identité, le système vous connaît et connaît vos habitudes de consommation. Il sait où vous habitez et quel prix fera que vous payez en râlant et à partir de quel prix vous risquez d'abandonner le produit pour tenter un autre jour. Il pourrait même inclure dans la décision la consommation de votre voiture, le prix du carburant et l'état de votre trésorerie en interpolant toutes vos dépenses depuis le début du mois. Il sait également les prix pratiqués par tous les magasins à cent kilomètres à la ronde.

Dans les années 1990, il était possible d'aller dans une agence de voyages et d'acheter un billet d'avion ouvert valable 1 an et à un prix fixe. En plus d'avoir toutes les flexibilités, le billet permettait souvent le voyage sur d'autres compagnies aériennes. Tous les services étaient inclus : bagages, nourriture à bord et choix de son siège. Si finalement on changeait d'avis et on renonçait à ses plans, on pouvait revenir à l'agence et obtenir le remboursement du billet. Mieux encore, on pouvait faire l'aller puis rembourser le retour si on n'en voulait plus. En ces temps-là, on disait que le client est roi.

L'arrivée de l'internet grand public a permis la collecte massive de données ainsi que le pricing algorithmique. Le système traque chaque individu par une signature digitale unique comportant des cookies, adresses IP et autres paramètres particuliers et compare au comportement et à l'intérêt d'autres personnes. L'achat n'existe plus vraiment dans ce domaine. Toute transaction devient une enchère dissimulée où chaque personne est mise en concurrence avec des milliers d'autres. Tel un nœud coulant, l'algorithme pousse progressivement les prix vers le haut en faisant une proposition individuelle à chaque client afin d'en extraire le maximum de valeur. Dans un marché libre, la concurrence est entre les vendeurs, mais ceci change progressivement pour mettre les acheteurs en concurrence entre eux et aussi contre un algorithme qui manipule les prix.

Toujours dans la logique de maximiser le profit, ce système qui consacre la dictature de l'entreprise, n'hésite pas à mettre la société civile aux travaux forcés. Il y a quelques années, quand les temps étaient peut-être meilleurs, une mamie retraitée qui tenait un petit relais a été condamnée pour travail dissimulé. Tout était parti d'un écriteau placé en salle : « *nous prions chaque client de bien vouloir débarrasser sa table en mettant la vaisselle utilisée sur les plateaux prévus à cet effet* ». Comme la dame avait mal à la hanche et ne pouvait pas se permettre de recruter, elle comptait sur l'amabilité des clients qui fréquentent son établissement pour donner un petit coup de main.

Les services de l'Inspection du travail ont considéré que chaque personne qui débarrasse sa table devient un employé pendant quelques secondes. En faisant une grosse addition, on arrive à des heures de travail non déclaré sur l'année. Dans cette lecture très stricte de la loi, ils voulaient donc voir les contrats, les assurances et les preuves de cotisations sociales.

Par contre, avec l'administration, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Les supermarchés ont supprimé des milliers d'emplois en caisse et c'est au client de faire le travail sur des machines qui lui crient dessus à la moindre anomalie. En plus, ce travail - pour lequel il n'est ni formé, ni payé - est audité et gare aux erreurs ! En cas de contrôle inopiné, l'erreur est considérée comme du vol et sévèrement sanctionnée.

Les compagnies aériennes n'ont plus d'agences ni de guichets. On achète le billet en ligne. À l'aéroport, on fait son check-in à une borne. Puis, on va vers un système automatique qui imprime l'étiquette des bagages qu'on pose sur le tapis roulant. Pour le moment, il y a encore un pilote dans l'avion ! En fait, on pense réduire le nombre de pilotes et de ne laisser qu'un seul dans le cockpit. Selon le schéma habituel, ça sera une étape intermédiaire avant l'avion automatique.

Les forces de l'argent voient un monde automatisé, régi par des machines, des caméras, des scanners et des ordinateurs. Le client paye, fait une bonne partie du travail et n'interagit avec aucun humain. Aucun régulateur ne voit de problèmes que des millions de gens travaillent sans contrat, sans assurances et sans salaire.

L'autre question à laquelle personne ne répond est : si personne n'a de travail, comment va-t-on trouver des clients pour faire tourner l'économie ? La caissière, qui faisait ses achats à la fin de son shift, n'a plus de revenus. L'hôtesse de check-in qui aime partir en vacances est au chômage longue durée. Celles qui se considéraient de la classe moyenne, vivent aujourd'hui de petits boulots : faire des heures dans un resto, un petit coup de ménage par-ci par-là, garder l'enfant d'une copine qui a encore un emploi... Bienvenue dans la précarité du prolétariat déclassé. Leurs tâches sont maintenant crowd sourcées. C'est-à-dire distribuées sur une foule qui les exécute collectivement par petits bouts. Les 8 heures de la caissière sont devenues 96 fois 5 minutes qui sont travaillées par 96 clients devant une borne.

Quand Elon Musk est arrivé chez Twitter après le rachat, il a licencié 80% de l'effectif. Les observateurs étaient unanimes : l'entreprise va s'effondrer. Et pourtant ! Non seulement Twitter est toujours en ligne, mais il fonctionne mieux. Alors que les médias préoyaient la fin prochaine d'Elon Musk, dans les hautes sphères des entreprises à travers le monde, on observait son expérience. Aucun PDG ne s'aventurait à dire un mot positif à son sujet, mais secrètement, il suscitait l'admiration.

Dans la totalité des entreprises, il y a des nuisibles. Ces gens dont le bilan global est négatif. On les reconnaît facilement : ils passent leur temps à créer du vent, des meetings et des justifications à leur existence. Ils sont capables de paralyser une équipe

en demandant à chaque employé de décaler son travail séance tenante pour leur faire un rapport. Par la suite, ils convoquent tout le monde individuellement et collectivement pour discuter du rapport et voir comment on peut lui rajouter des colonnes ou renommer certains intitulés. Quand ces nuisibles sont virés, chaque employé sent plus libre de faire son travail efficacement. C'est sur ce ressort que Musk a joué. Ce qu'on dit moins, c'est qu'il a viré des bons et des mauvais afin de tenir sa promesse aux investisseurs. Les employés restants sont écrasés de travail tout en vivant dans l'anxiété d'une nouvelle charrette de licenciements. Depuis cette acquisition, les avis Glassdoor regorgent de témoignages sur la toxicité de cette compagnie où la seule manière de survivre est de sacrifier au culte d'Elon Musk, travailler comme un cyclope et poignarder ses collègues dans le dos. Si vous cherchez un équilibre entre vie professionnelle et vie privée, c'est fini.

Suivant l'exemple d'Elon Musk, les PDG commencent à jeter le bébé avec l'eau du bain. Ils se voient tous mettre à la rue 80% de leur masse salariale et continuer à fonctionner. C'est ce qui explique la vague de licenciements de 2023 et 2024. Elle a toutes les chances de continuer jusqu'en 2030.

Le Grand Reset est souvent décrit comme une Révolution ou même la Quatrième Révolution. Il s'agit de faire entrer l'humanité dans une ère de servitude absolue et d'un totalitarisme ne laissant aucun répit ou échappatoire. Dans leur vision, s'ils réussissent ce coup, le pouvoir ne leur échappera plus jamais ; même pas dans mille ans. Ils savent qu'il n'y a pas de dictateur qui n'a pas été chassé, tué ou déposé. Par contre, cette fois, c'est différent. Pour la technologie, personne ne peut se cacher ou se soustraire. Ce nouvel ordre mondial sera pire que la somme de toutes les dictatures du passé.

Il a déjà détruit, en grande partie, le monde qu'avaient connu nos parents et il veut le remplacer par de nouvelles méthodes de contrôle et d'oppression. Lors des siècles passés, les plans et les tentatives des élites avaient échoué par manque de moyens de surveillance de masse, de données en temps réel et de coercition infailible. Aujourd'hui, ils peuvent rêver de recréer le monde féodal puis de le verrouiller pour l'éternité.

À ce stade, les grandes lignes du plan se dessinent :

- Délocaliser le maximum d'emplois, d'investissements et de technologies en dehors de l'Occident. En Occident, on ne possédera rien y compris en termes de savoir-faire. La technologie vit en Chine désormais et on importe le produit fini tant qu'on a une monnaie qui tient plus ou moins la route.

- Remplacer le maximum d'emplois par des machines, des bornes, des ordinateurs, de l'intelligence artificielle ou de tout autre dispositif rendu possible par l'évolution de la technologie dans le futur. Chaque nouveauté technologique, en plus de devenir une source de contrôle, de coercition, de prélèvements et de taxations, sera également instrumentalisée pour détruire plus d'emplois. Il n'y a plus aucune limite légale, morale

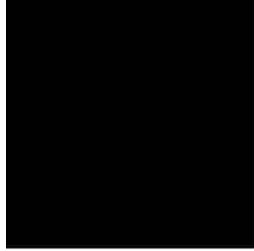
ou civilisationnelle à cet emballement. Comme le dit Klaus Schwab, il n'y a plus aucune option qui ne soit pas sur la table. N'ayez aucun doute sur cela : à l'instant où la technologie rendra possible une abomination, elle sera implémentée. La frontière des libertés collectives se confond avec celle des avancées technologiques.

- Utiliser de l'immigration de masse pour importer du prolétariat corvéable, non syndiqué, soumis et pas cher depuis des contrées éloignées et ayant un faible niveau de vie. Cette main-d'œuvre permet d'écraser les salaires et les conditions des travailleurs qu'on n'a pas pu encore délocaliser ou remplacer par des machines.

- Écraser de travail ceux qui ont encore un emploi et leur faisant accepter plus d'heures et plus de sacrifices pour de moins en moins de revenus. Le travailleur doit se sentir privilégié de servir et doit accepter tous les sacrifices qu'on exigera de lui.

Cette liste n'est pas exhaustive.

CHAPITRE



12

LA FOI DANS L'INFORMATIQUE



La Révolution Industrielle de 1760 a commencé au Royaume-Uni. De Londres, elle s'est étalée progressivement vers d'autres pays.

Dans une large mesure, la Quatrième Révolution de Klaus Schwab utilise le Royaume-Uni comme laboratoire.

Malgré son évolution sur les apparences, ce pays a toujours un pied dans l'ère victorienne. Beaucoup de gens ont un compteur d'énergie à pièces et doivent l'alimenter constamment sous peine de se retrouver dans l'obscurité. Les contrats zéro heures rappellent l'exploitation des ouvriers du XIXe siècle soumis à l'incertitude et aux caprices des employeurs. Pendant ce temps, la richesse se concentre sur une petite pointe de la pyramide avec des inégalités qui se creusent quotidiennement.

Au Royaume-Uni, il y a des gens qui ont déjà fêté leur trentième anniversaire sans jamais avoir vu un fonctionnaire dans un guichet. Tout a été fermé. Les services des impôts, les passeports, les permis de conduire, l'immigration, les retraites... tous sont devenus des portails en self-service en ligne ou des bornes automatiques. Le seul service qui tient encore des locaux où on peut aller, c'est le HMPPS, ou le service des prisons, mais il faut faire quelque chose de grave pour y entrer.

Même la police des frontières, rôle hautement régalien de l'État, laisse son travail à des machines. À Heathrow et Gatwick, il y a bientôt plus de machines que d'agents de la *Border Force*. À terme, on pourrait imaginer l'aéroport vide où des portiques, des

caméras à reconnaissance faciale et des scanners orientent le flux de passagers sans la moindre intervention humaine. Oubliez l'approche nuancée et individualisée. On deviendra tous du cheptel.

Cet aéroport du futur n'est pas uniquement une vue de l'esprit. Il serait à l'image d'usines sombres ou obscures qui existent déjà. Leur nom vient du fait qu'elles n'ont pas d'éclairage vu qu'il n'y a pas de personnel humain. Elles sont entièrement robotisées et fonctionnent de manière autonome.

Après l'État et l'industrie, les compagnies privées emboîtent le pas. En 1986, il y avait près de 15'000 branches et antennes bancaires ouvertes à travers tout le pays. Elles ne sont plus que 5000 aujourd'hui et on en ferme 70 mensuellement. À ce rythme, on atteindra zéro agence en 2030 exactement.

Les personnes âgées, qui ne sont pas à l'aise avec l'outil internet, doivent faire des kilomètres pour trouver une banque ouverte. Il faut attendre longtemps pour parler à un conseiller qui ne manquera pas de dire : *on ne peut plus le faire en agence, il faut aller en ligne.*

Le système utilise la technique du voleur chinois. Cette allégorie décrit un voleur qui veut subtiliser un vase trop grand et trop lourd pour être emporté d'un coup. Alors, chaque jour, il le déplace de quelques millimètres vers la sortie. La majorité des gens ne se rendent pas compte de ce mouvement discret et subtil. Au moment où le vase arrive à la porte, il le prend et disparaît avec.

Initialement, on est arrivé dans des entreprises et des administrations et on a introduit l'informatique. Au départ, on parlait de transformation digitale qui apporte des outils permettant de travailler plus facilement et plus efficacement.

- Nous allons sortir de l'ère des registres, des fiches et des calculatrices !

La seconde étape, c'est ce qu'on a appelé le « Paperless » ou le bureau sans papier. Le prétexte est l'écologie :

- L'Amazonie, hein, l'Amazonie, il faut sauver les arbres. Nos amis les arbres n'aiment pas le papier !

L'intention réelle est tout autre : il s'agit de dématérialiser le travail. Des millions de gens ne produisent plus rien de tangible. En quarante ans de carrière, ils ne produisent que des 0 et des 1 qui reposent dans des disques durs.

La prochaine étape est la « Stupidification ». Ce terme n'existe pas en français, mais il est nécessaire de l'inventer pour mettre un mot sur une réalité. On a interdit à l'humain d'exercer toute forme d'intelligence, de nuance ou de subtilité. C'est le règne des psychorigides et de ceux qui ne font *que suivre les ordres*. Cette étape est cruciale. Comme l'arrière-pensée est de remplacer l'humain par l'ordinateur, il faut que - dans une phase transitoire - l'humain mime de plus en plus la manière de travailler d'un ordinateur. Un fonctionnaire obtus et qui reproduit tous les jours la même chose de

manière mécanique est mûr pour être remplacé par un script. On ne verrait même pas de différence entre l'avant et l'après.

En même temps, on entame l'étape de la déconnexion. On ferme les guichets, les agences, les antennes, les points de service... et on les remplace par des portails en ligne. Le prétexte est toujours le même : l'écologie.

- On va réduire le nombre de kilomètres parcourus par les usagers. Ça fera moins de carbone relâché, mais le travail sera le même. La seule différence, c'est qu'au lieu de recevoir les documents en mains propres, on va les trouver directement dans le système.

La somme de la dématérialisation, stupidification et déconnexion s'appelle la déshumanisation. À ce stade, ces employés ne produisent rien de concret, on ne voit aucune trace d'intelligence ou de bon sens dans leur travail et personne ne les voit ou ne les rencontre.

Maintenant, le coup de grâce arrive. On achève la bête et on révèle le plan : l'ordinateur et le robot remplacent intégralement l'humain. Cette fois, quand on remonte les documents sur un portail, c'est un programme qui va les analyser, prendre une décision scriptée et déclencher une réponse. Le travailleur humain, il n'a plus qu'à aller à la chasse aux escargots !

En tant que société civile, une bonne partie de notre vie est gérée par des systèmes froids, mécaniques et autonomes. On arrivera au moment où l'humain devra baisser la tête et obéir scrupuleusement à un drone, une voix synthétique ou un à un robot. Les pouvoirs politiques salivent en poussant l'agenda. Les pires tyrans du passé sont des amateurs en comparaison à ce qu'on prépare.

Au lieu d'être à notre service, l'État prélève par la contrainte une partie croissante de nos revenus et, en retour, nous lâche des ordinateurs dessus. Si on fait mine de nous révolter, il suffira de quelques lignes de code Java écrites en Inde pour supprimer des citoyens ou mettre des verrous à leurs droits fondamentaux.

- *On constate une révision des préférences des consommateurs sur le dernier vaccin avec une modération très marquée du taux d'acquisition. Cette baisse se confirme durant ce trimestre. Nous souhaitons partir sur une stratégie de mobilité circonscrite sur un périmètre optimisé afin d'encourager les gens à se vacciner.*

- *Vous voulez dire une restriction ciblée du rayon de déplacement individuel ? C'est ainsi qu'on le définit dans la nouvelle réglementation européenne.*

- *Absolument. Nous pourrions insérer la restriction en variable sur leur identité numérique, mais aussi sur le porte-monnaie digital afin de bloquer l'accès aux fonds en cas de dépassement du périmètre de circulation.*

- *Bonne idée. On met 50 kilomètres de rayon ?*

- *Nous avons un nouvel algorithme qui permet une approche individualisée avec*

un index coercitif plus élevé. On prend la moyenne des déplacements sur les 3 derniers mois, on divise par dix, et ceci nous donne le rayon de circulation nominal. Ça permet une meilleure couverture vaccinale par les nouveaux produits et ça reste moins polluant qu'une campagne de marketing.

- Excellent ! On part sur cette solution. Je vous laisse les informer de la nouvelle restriction par notification obligatoire sur leurs téléphones...

Cette conversation est en grande partie une réalité, mais pourrait devenir un lieu commun en 2030 quand les abominations technologiques seraient devenues une caractéristique permanente de notre civilisation et mode de vie. En France, la circulation sur pass et QR code a déjà été justifiée à deux reprises en quelques années : lors de la crise sanitaire chinoise puis durant les Jeux olympiques de Paris. D'autres occasions ne manqueront pas d'arriver : élections, attentats, tremblement de terre, guerre contre la Russie... L'agenda est écrit d'avance, il faut juste lui donner du corps en fonction des prétextes qu'on vend au public.

Cette informatisation à outrance, accompagnée de l'élimination de l'humain dans tous les rouages, peut finir par créer des pays électroniques prêts à s'effondrer. Il suffira d'un bug, d'une cyberattaque, d'un orage solaire plus puissant que d'habitude et on se retrouve tous au Moyen Âge.

Les aéroports britanniques s'effondrent régulièrement. Dès qu'ils ont des pics d'affluence, tout s'arrête en créant du chaos et des annulations en masse. Les passagers qui dorment à même le sol, des agents qui distribuent des canettes d'eau et des personnes qui font des malaises sont aujourd'hui des éléments récurrents des périodes de vacances.

En mai 2024, un problème de réseau au niveau du Home Office - le ministère de l'Intérieur britannique - a bloqué des frontières au niveau des aéroports de Heathrow, Gatwick, Luton, Stansted, Manchester, Edinburgh... Les systèmes de contrôle automatique, eGates, flashaient en rouge et ne laissaient passer personne. La police des frontières a ouvert des guichets sauf qu'il n'y a plus beaucoup d'agents pour les occuper. L'arrivée des machines a justement pour but de ne plus recruter, ne plus remplacer les départs à la retraite, ne plus former et même - quand on parle du secteur privé - de licencier. L'objectif est d'utiliser les machines pour dégrader les conditions de travail des humains et peser sur leurs salaires à la baisse :

- Vous voulez un meilleur équilibre entre travail et vie privée ? Vous en avez ras le bol des heures supplémentaires non payées ? Vous demandez plus d'argent ? Eh bien, on va ramener des machines qui bossent 24 heures du 24 sans se plaindre ni poser de questions et allez au diable avec vos revendications !

Comme les avions ont continué à poser, les terminaux ont commencé à se remplir d'une foule croissante. La zone des arrivées faisait l'allure d'un stade de foot un jour de finale. Au bout de quelques heures, beaucoup de gens épuisés par de longs vols et le

décalage horaire ont commencé à dormir à même le sol. Pour les personnes fragiles et vulnérables, il a fallu faire intervenir les pompiers.

Le système eGates britannique est fourni par Fujitsu. Cette compagnie japonaise, basée à Kawasaki, a sur son site web une page entière pour prêter allégeance au Forum Économique Mondial de Klaus Schwab. On y parle d'engagement pour réduire le carbone, augmenter le bonheur, améliorer le bien-être et développer la société digitale. Tout cela est naturellement illustré par des images de personnes souriantes comme si elles avaient rencontré le leader de leur secte.

L'un des points sur lequel ils insistent, c'est la restauration ou la reconstruction de la confiance. Ils partent du postulat que le bonheur vient au travers de la société digitale, mais que celle-ci a besoin de *confiance* pour fonctionner. Pour instaurer cette confiance, il faut des contrôles, des écoutes, des pass, des scanners, des caméras de surveillance, de la reconnaissance faciale, des systèmes de traçage... et comme Fujitsu vend tout ça, il suffit de signer avec eux pour aller vers la société du bonheur absolu.

En plus de causer régulièrement du chaos dans les aéroports quand ses machines à bonheur plantent et refusent de lire les passeports, Fujitsu est connu au Royaume-Uni pour le scandale des postiers. Ce scandale abject, dont les révélations tombent chaque jour, donne une idée assez juste du monde qui se prépare pour 2030.

Le Royaume-Uni, tout comme la France, tout comme la Belgique et les autres pays occidentaux, est une civilisation en liquidation. Si on voit le mot « hôpital » dans le titre d'un journal, il n'y a même plus besoin de lire la suite. On n'est certainement pas en train d'inaugurer un hôpital, mais en fermer. Pareil pour les écoles, les commissariats de police, les maternités, les bureaux de poste et tout ce qui constitue le tissu traditionnel du service public.

Dans cette lancée, les services postaux de sa gracieuse majesté ont démantelé des milliers de bureaux à travers tout le pays. Pour limiter les dégâts, ils ont offert la possibilité à des gestionnaires de bars-tabacs, épiciers et autres commerçants de proximité d'offrir des services postaux. Une fois que ces derniers signent le contrat, on leur ramène une borne fonctionnant sous un logiciel développé par Fujitsu. Elle leur permet de vendre des timbres, faire du change, procéder à des retraits et dépôts...

Dès son introduction en 1999, le logiciel Horizon commence à montrer des signes de défectuosité. Les commerçants constatent des trous dans la caisse. Quand ils faisaient la comptabilité, leurs chiffres ne concordaient pas avec l'argent qu'ils avaient sur la table ; typiquement, il en manquait. Lorsqu'ils remontaient l'affaire vers la poste britannique, la réponse de celle-ci était immédiate et cinglante.

- *Le système Horizon fonctionne parfaitement. Nous exigeons la restitution immédiate de l'argent détourné. Sans paiement de votre part, le dossier sera passé à notre département légal qui portera plainte.*

Dans les cas extrêmes, le préjudice s'élevait à des montants équivalents à plusieurs

dizaines de milliers d'euros. La poste exigeait que le commerçant paye le montant indiqué par l'appareil, peu importe qu'il soit réaliste ou pas. Certains ont dû vendre leur maison ou utiliser les économies de toute une vie pour rembourser.

Devant la multiplication des cas, la poste a mis en place une équipe d'inquisiteurs qui pourchassent les commerçants et reçoivent des bonus de performance pour leur besogne. Devant la justice, la Poste c'est l'État. Cette organisation a un statut privilégié, proche de celui de l'administration fiscale, permettant des poursuites rapides et des procès finissant souvent avec de la prison ferme. Devant la perspective de la ruine et l'humiliation, certains buralistes ont mis fin à leur vie après avoir clamé leur innocence.

Ces paroles, personne ne voulait les entendre : l'ordinateur ne se trompe pas ; point final.

Pourtant...

Chez la poste britannique, on utilisait ce même logiciel de chez Fujitsu pour gérer les bureaux de poste officiels encore ouverts. On avait déjà constaté qu'il faisait des erreurs de comptabilité. Par contre, comme ils ne pouvaient pas se poursuivre eux-mêmes, l'affaire ne reçut aucune considération.

Il a fallu attendre près de 20 ans, des milliers de victimes, des enquêtes et des commissions parlementaires pour que la vérité éclate. Le logiciel Horizon est plein de bugs et est développé sans respect pour les règles fondamentales régissant les programmes de comptabilité. Exemple simple, la traçabilité des actions n'est pas correcte. Si les employés qui gèrent le système informatique central réalisent des actions à distance sur le terminal, ce dernier écrit dans ses logs comme quoi c'est le commerçant, ou utilisateur local, qui a réalisé ces actions. Si ces actions sont réalisées au milieu de la nuit ou à des heures où le commerçant n'a pas de session ouverte sur le système, ce dernier changera l'heure de l'action et l'enregistrera plus tard.

Donc dans Horizon, on ne pouvait pas savoir de manière certaine qui avait fait quoi, à quelle date et à quelle heure !

En plus, ce logiciel faisait souvent des erreurs sur des opérations arithmétiques simples.

Sa base de données ne respectait pas les sacro-saintes propriétés ACID obligatoires dans ce domaine. En termes simples, quand il y avait des surcharges, des déconnexions intempestives ou des latences sur le réseau, le terminal Horizon pouvait perdre des transactions ou les écrire plusieurs fois.

Par exemple, un client achète pour 50 euros de timbres et paye normalement. Par contre, en caisse l'opération passe trois fois. La poste attend donc 150 euros et le commerçant a un trou de 100 euros dans sa caisse.

Naturellement, il aurait été possible de découvrir certaines de ces erreurs en faisant

l'inventaire des produits livrés et des produits restants en stock.

Pour d'autres opérations, la vérification serait encore plus difficile, mais toujours possible. Par exemple, une personne vient déposer 1000 euros sur son compte. Le commerçant compte les billets et émet un reçu. Tout semble normal. Pourtant, le système a dupliqué une partie de la transaction et s'attend à 2000 euros en caisse. Quand on multiplie ces erreurs sur un an, on peut se retrouver avec des auditeurs qui exigent 100'000 euros séance tenante. Cet argent n'a été perdu par personne parce qu'il n'existe pas. C'est un artefact des bugs du logiciel.

Par contre, les enquêteurs de la poste n'étaient pas payés pour trouver la vérité. Leur bonus dépend des condamnations qu'ils obtiennent et donc des vies qu'ils brisent.

En 2015, quand le scandale a commencé à arriver dans les médias, la poste a tout de suite impliqué ses avocats. Ils bombardaient les journalistes et les témoins avec des lettres menaçantes et des propos intimidants.

Les bugs et les défaillances étaient connus depuis 1999 durant les premières phases de déploiement du logiciel. Nous sommes dans le cas classique de fonctionnaires incompetents, incapables de trouver un vrai travail dans le marché concurrentiel du secteur privé, qui achètent un logiciel alors qu'ils n'ont pas le profil pour mener cette mission à bien. Ils se font truander et le contribuable avec.

Les dédommagements que la justice est en train d'octroyer aux victimes dépassent le milliard ! Qui va payer ? Pas les managers ni les voyous assermentés qui ont reçu de gros bonus qu'ils ont déjà dépensés en frais de bouche. C'est le contribuable qui va payer parce que la poste appartient à l'État. C'est un marqueur classique de notre époque : les bénéfices partent dans des poches privées, mais les pertes sont mutualisées.

L'Australie a connu un scandale similaire récemment. En 2016, le gouvernement formé d'une coalition de droite a décidé de lancer une campagne contre ceux qui perçoivent trop d'aides sociales. On vise ici des gens qui touchent des aides auxquelles ils ne sont pas éligibles. Pour les découvrir, il faut utiliser la même technique que celle du contrôle fiscal. Il faut étudier les dossiers au cas par cas et analyser la situation personnelle et les prestations touchées. Si on trouve une disparité, l'État peut exiger la restitution du trop-perçu.

Les dossiers individuels sont tellement complexes qu'ils doivent être traités manuellement. Ceci prend trop de temps.

C'est là que le gouvernement de Malcolm Turnbull annonce le lancement du programme Robodebt pour la fin 2016. Robodebt n'était pas un outil de travail des fonctionnaires, mais un fonctionnaire automatique à part entière. Il avait tout pouvoir pour débusquer et traquer les fraudeurs. Il agissait sans aucune supervision humaine. Ses décisions étaient finales et infaillibles.

Robodebt se connectait à plusieurs bases de données étatiques, croisait les informations, faisait des calculs savants et des incantations puis crachait la liste des fraudeurs et combien ils devaient rembourser. Comme il était connecté à une imprimante, il écrivait les lettres et les signait.

Au début 2017, il connut une montée en puissance fulgurante. Il envoyait 20'000 lettres par semaine. Personne ne s'inquiéta de cet emballement. Les missives n'étaient pas contrôlées par un humain pour vérifier leur teneur et leur pertinence. Les fonctionnaires australiens ne sont pas différents de ces peuples primitifs en adoration devant un objet auquel ils attribuent des pouvoirs magiques. Robodebt, c'est de la magie australienne.

À travers le pays, ces lettres atterrissaient chez des retraités, des handicapés mentaux et même chez des morts. Les sommes exigées étaient tout le temps fantaisistes et parfois extravagantes. Elles étaient imprimées au centime près, mais n'avaient aucune réalité comptable. Elles sortaient tout droit d'un algorithme qui faisait des estimations au pif.

Le langage se voulait agressif et pressant. Les termes ont été soigneusement choisis par des psychologues experts en comportement. Ce sont ces mêmes qui ont sévi plus tard durant la crise sanitaire. Leurs spécialités sont le terrorisme psychologique et la manipulation. En somme, ce sont des pervers narcissiques payés pour faire ce qu'ils aiment le plus : faire souffrir les autres et jouer avec leurs sentiments. Leurs outils, sont les méthodes d'abus classiques : manipulation, violence, désinformation, mensonges, culpabilisation, dévalorisation et rabaissement, jouer sur les peurs, souffler le chaud et le froid, dire la chose puis son contraire, semer la zizanie et les conflits, isoler, ridiculiser, faire du chantage... Il n'y qu'à observer certains hommes politiques pour comprendre qu'ils sont conseillés par des psy du comportement.

À la demande de ces pys, les lettres de Robodebt ne contenaient aucun numéro de téléphone. Leur raisonnement est le suivant : une personne inquiète par une exigence formelle de paiement voudra forcément agir en appelant pour obtenir des explications. En la privant d'un point de contact rapide, on va augmenter son angoisse et améliorer les chances de paiement.

L'utilisation des psychologues et des techniques orwelliennes de manipulation des foules ne date pas d'hier. Déjà durant la guerre froide, les deux camps se battaient à coups d'opérations psychologiques de toute sorte. Par contre, à notre époque, ceci est officiel, formalisé et les agences de manipulation du public ont des sites web, tiennent des conférences et murmurent aux oreilles des dirigeants.

Le premier pays avec une implémentation officielle est le Royaume-Uni qui a créé un service de comportementalistes, le BIT, en 2010 (site: bi.team) dirigé par le psychologue David Halpern. Après une rapide montée en puissance, le BIT a été privatisé en 2014. C'était la première fois qu'un État privatise l'une de ses

administrations ! Pour échapper au fisc, elle reçoit un statut d'œuvre caritative. Aujourd'hui, le BIT a des antennes et des agences permanentes dans de nombreux pays occidentaux - y compris la France (26 rue Henri Monnier, 75009 Paris) - et fait des émules partout.

En septembre 2015, Obama avait lancé le SBST (sbst.gov) par un Executive Order. Ce service utilise la théorie du « *nudge* » pour harceler la population et créer le consentement et l'obéissance.

L'Australie en a plusieurs : le BIU, le BETA, le BIG, le BC BIG...

On note que les États occidentaux ont déjà pris leur indépendance. D'après les lois et les constitutions en place, ils sont au service des citoyens. Ils doivent écouter et obéir aux peuples. En pratique, ils ourdissent des plans discutés avec des milliardaires et des influenceurs de l'ombre comme Schwab, Soros ou Bill Gates puis travaillent leur population par des techniques de coercition psychologique - style femme battue - pour lui faire accepter des projets contraires à ses intérêts. Les phrases révélatrices qui reviennent souvent sont : changer les comportements, changer les attitudes, changer les perceptions...

Les pays occidentaux ne sont pas des prisons, mais des centres de rééducation. Une fois rééduqué et formaté par les médias, le citoyen lambda devient l'ennemi de sa famille, de sa nation et de sa personne. Il sera prêt à lutter, armes à la main, contre ses propres enfants afin de les priver de l'essentiel pour payer le futile pour ses maîtres. Le dogme du climat n'est rien d'autre que ça. Toutes ces organisations de psychologues manipulateurs sont à fond sur ce dossier et force est de reconnaître qu'ils font du bon boulot comme disait Fabius. Des millions d'Occidentaux expliquent à leurs enfants que la taxation climatique est une bonne chose et que - même si ça occasionne des privations - ça permet de sauver la planète. Beaucoup ont de leur propre chef renoncé à l'avion, à la viande, à fonder une famille... et transfèrent avec plaisir une partie croissante de leurs revenus vers l'économie verte de captation. Leurs privations finissent par payer le style de vie de nantis qui se spécialisent dans cette captation. Aucune personne normale n'aurait fait de tels choix sans une préparation psychologique qui la prenne en charge depuis la naissance.

Retour en Australie avec Robodebt. Le système a envoyé des lettres à plus d'un demi-million de personnes. Il frappait les membres les plus pauvres de la société par de fausses dettes et les forçait à payer sous la menace. Certains ont dû s'endetter ou vendre leur voiture pour obtenir du cash. Il eut plusieurs suicides, dont deux jeunes âgés de 22 et 28 ans.

Quand les victimes ne payaient pas, le système déclenchait automatiquement des agences de recouvrement et des huissiers. Les saisies se faisaient directement sur le compte empêchant, dans de nombreux cas, les gens d'acheter de la nourriture ou des médicaments pour leurs enfants.

Si la lettre revenait par la poste parce que l'adresse n'était pas valable, l'ordinateur considérait que l'intéressé était en fuite et entamait des poursuites pour fraude suivie d'évasion.

Un an après son lancement, on savait dans les sphères de l'État australien que Robodebt était frauduleux, illégal et monstrueux. Ceci n'a pas empêché les fonctionnaires de poursuivre le projet en le couvrant d'opacité. Pendant ce temps, Alan Turidge, le ministre des Services Humains, disait à la télévision : *on vous trouvera, on vous surveillera, vous allez payer la dette et vous finirez peut-être en prison*. Tout le glamour de l'Australie en une seule phrase.

Il a fallu attendre 2019 pour qu'une plainte contre l'État arrive devant la justice. Le scandale fut de si grande ampleur, qu'il déclencha l'enquête du siècle avec un rapport de 990 pages.

Robodebt a été enfin arrêté et toutes ses demandes annulées. Les saisies et les paiements volés par l'État australien ont été remboursés et près de 2 milliards de dédommagements versés aux victimes.

Cette histoire révèle un pan sinistre du Grand Reset : l'Algocratie. C'est quand des pans entiers des services de l'État sont confiés à des algorithmes autonomes et au pouvoir illimité. Accessoirement, le système permet de commettre des horreurs sans coupables.

- Ce n'est pas moi, c'est l'IA !

Il permet également de transférer des pouvoirs régaliens et donc des pans de souveraineté vers les fournisseurs de ces systèmes. Quand ces derniers ont un engagement pour changer la société pour amener le bonheur, la confiance et la paix dans le monde, on sait dans quel cauchemar dystopien on va se réveiller.

En France, les militaires et leurs familles se souviennent toujours du logiciel Louvois. Il avait été déployé pour payer les primes et les salaires dans les diverses branches de l'armée et de la gendarmerie. Alors que le projet date de 1996, il faut attendre 2011 pour le voir entrer en service. Au lieu d'acheter une solution existante et lui greffer un ou deux modules pour ajouter les fonctionnalités spécifiques, ils ont préféré tout coder eux-mêmes. Comme chacun sait, le développement informatique est l'un des grands métiers de l'armée...

500 millions plus tard, Louvois était incapable de prendre un soldat, compter ses journées de travail, inclure les déplacements, additionner les primes, soustraire les prélèvements et sortir une fiche de paye correcte. Des gamins auraient pu faire mieux dans le cadre d'un projet de fin d'études !

Des dizaines de milliers de soldats n'étaient plus payés ou ne recevaient que quelques centimes en guise de solde.

Une fois de retour de déploiement en Libye ou d'autres fronts, ils ont découvert la

situation catastrophique dans laquelle leurs familles étaient plongées. Leurs cartes étaient bloquées. Les factures non payées. Leur nom au fichier des interdits bancaires... Certains ont perdu leur bien immobilier et ont dû se retrouver à vivre chez leurs parents. Beaucoup ont perdu une mutuelle ou un contrat d'assurance sans pouvoir y revenir aux mêmes conditions.

Quand plus tard les soldes ont été payées après régularisation manuelle, ceci ne pouvait pas réparer les dégâts permanents dans la vie de ces gens. Surtout que les militaires comptent parmi les membres les plus modestes de la société. Quand la maison est saisie par les huissiers et la vie économique détruite, ce n'est pas l'arrivée tardive des soldes qui va régler le problème.

Pendant que certains ne pouvaient pas acheter de l'essence ou de la nourriture par carte bleue, des dizaines de milliers d'autres recevaient le double de la solde. Au plus haut de la crise, 120'000 dossiers présentaient des anomalies.

Une fois qu'il se réveille de sa gueule de bois, l'état-major commence à poursuivre les soldats qui ont reçu trop d'argent.

- Remboursez !

Sauf que ce n'est pas aussi simple que cela. Qui dit qu'ils ont reçu trop d'argent ? C'est le logiciel Louvois ! Or, ce dernier est profondément défectueux. Il a souvent inventé des paiements excédentaires qui ne se sont jamais matérialisés sur les comptes des intéressés. Certains se sont retrouvés avec des demandes afin de retourner un argent qu'ils n'ont jamais reçu !

Comme par hasard, les généraux et hauts gradés n'étaient pas touchés. Ils avaient pris le soin de confier la gestion de leurs salaires à un logiciel fonctionnel. Les versions bêta, ce n'est pas pour les VIP.

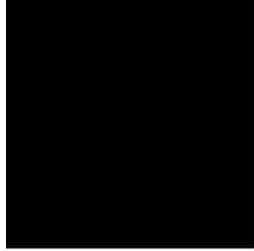
En 2012, le ministère de la Défense fait venir des consultants de chez Steria. On les appelle le « Commando Informatique » et chaque membre est payé 1000 euros par jour. Leur mission impossible : corriger les problèmes de Louvois.

À leur décharge, ils vont tenter et même connaître un début de succès. Pourtant, après plusieurs mois d'acharnement, ils arrivent à la conclusion inévitable de ce gâchis. Le logiciel est trop pourri. Le code est mal écrit et non documenté. Au bout de quelques mois, ils sont arrivés à un point critique : il était plus facile de recommencer à zéro que de s'acharner à vouloir placer des rustines à tous les niveaux.

En 2013, le ministre de la Défense, Jean-Yves le Drian, a annoncé le retrait du logiciel Louvois.

Les tenants du Grand Reset sont obsédés par un monde contrôlé par des machines. Mais c'est un monde qui peut s'effondrer sur nos têtes simplement parce qu'il y a une limite entre le fantasme et ce qu'il est possible de mettre en place.

CHAPITRE



13

LA MMT: LE MOTEUR DU RESET



La question qui revient souvent quand on parle du Grand Reset et des projets fantasmagoriques : oui, mais comment ils vont financer tout ça ? Il faudrait des moyens considérables pour amener la société de surveillance totale, créer des villes 15 minutes et transformer l'Occident en gigantesque camp carcéral. D'où va venir l'argent pour le Net Zéro ? Pour dédommager les pays du sud pour l'injustice climatique ? Pour la guerre en Ukraine ? Pour donner un revenu universel à des millions d'Occidentaux dont les emplois seront supprimés, délocalisés ou interdits par la bureaucratie ?

Il existe 3 sources de financement. La première a été largement évoquée dans ce livre. Il s'agit de vendre les citoyens aux forces de l'entreprise. Leur corps, leurs libertés, leurs choix... peuvent être transformés en des biens non tangibles et financiarisés. Par la suite, ils deviennent un actif comme un autre et peuvent s'acheter et se vendre sur le marché.

Exemple simple : vous avez sorti un nouveau vaccin ? On restreint leurs libertés fondamentales et ils ne peuvent les recouvrir que sur présentation d'une preuve de consommation. Ou bien, de manière générale, la création de lois sur demande pour interdire un produit ou forcer la consommation de tel autre. Comme l'Occident s'enfonce sans complexe vers une économie centralement planifiée, dirigée et intermédiée par des fonctionnaires, les autorités sont constamment en opération dans la

sphère de circulation du capital. Il n'y a point deux parties qui échangent des produits ou des services sans que des taxes et des formulaires ne soient dans le circuit. Le simple achat d'un croissant donne lieu au paiement d'une TVA et d'actes comptables capturés par des systèmes électroniques. Vendre un bien immobilier, ce sont des mois de procédures et de dossiers qui peuvent dépasser le kilogramme. Sur la partie conformité exigée par l'État, il y a les certificats gaz, électricité, termites, amiante, assainissement, ERP, DPE, CREP... etc. La notion même de libre-échange n'existe plus. L'administration est présente dans des millions de rouages de la vie quotidienne. Ce pouvoir peut être marchandé.

En 2011, des journalistes britanniques du Sunday Times, agissant sous couvert, ont approché des parlementaires européens pour acheter des lois pour un client imaginaire. Quatre parlementaires (Roumanie, Autriche, Espagne, Slovaquie) ont accepté des sommes de 12'000 à 100'000 euros pour pousser et voter les lois selon les désirs du donneur d'ordre. Elles auraient été immédiatement opposables à plus 400 millions de personnes.

Les journalistes ont mené leur enquête parce qu'ils savaient qu'au parlement européen, les lois s'achetaient et se vendaient comme toute autre commodité. Si Karl Marx était parmi nous, il aurait dit que la loi n'est rien d'autre que l'expression de la volonté des classes dominantes. Le dominé n'écrit pas les lois ; il les subit.

Ce que faisaient ces parlementaires est de l'amateurisme quand on compare à la phase expérimentale dite « crise sanitaire » où même la présidente de l'UE, Ursula Von der Leyen, négociait avec Pfizer par SMS. Au Royaume-Uni, on distribuait des milliards de contrats publics par WhatsApp à des compagnies fondées la veille par des amis. Les lois, les décrets et les injonctions tombaient en temps réel selon la fantaisie du moment.

Mais ce n'est pas tout. L'autre option de financement du Grand Reset est la Théorie Monétaire Moderne (TMM en français ou MMT en anglais). Cette théorie radicale prend de l'influence dans de nombreux pays occidentaux. Elle se formule ainsi : *un État qui émet sa propre monnaie souveraine ne peut jamais faire faillite. Il sera éternellement en mesure de créer ou d'imprimer de l'argent pour financer ses dépenses.*

La MMT est une carte blanche pour que l'État dépense sans limites. Les dettes et les déficits n'ont plus aucun sens. Les contraintes financières traditionnelles ne s'appliquent pas à l'État.

Parmi les papes de cette théorie, on trouve Stéphanie Kelton. Décrite comme économiste « hétérodoxe », cette proche de Biden a été classée dans le top 50 de ceux qui influencent les politiques publiques aux USA. Sa montée fulgurante vient du fait qu'elle dise aux politiciens ce que ces derniers aiment entendre : dépensez ! Dépensez ! Dépensez !

Elle est comme un médecin qui réunirait des alcooliques pour leur dire qu'il a une nouvelle théorie : boire du matin jusqu'au soir est bénéfique pour la santé. Ils vont l'adorer.

Et l'inflation alors ? À force d'imprimer, on pourrait finir comme le Zimbabwe, le Venezuela ou la république de Weimar. Non ! Pour les tenants de la MMT, ceci est un mythe. D'ailleurs, le livre phare de Kelton s'appelle : « *Le mythe du déficit* ». L'État n'a qu'à imprimer autant d'argent que nécessaire et puis se débrouiller pour contrôler l'inflation par des moyens fiscaux.

L'un des leviers de contrôle serait d'augmenter les impôts pour limiter la capacité de la population à dépenser. Moins les citoyens ont d'argent, plus ils seront économes, obéissants et travailleurs. La notion n'est pas vraiment moderne ! Dans son livre « *Essai sur l'Échange et le Commerce* », David Loch explique bien ceci. Les passages les plus forts sont soulignés :

« Que l'humanité en général soit naturellement encline à la facilité et à l'indolence, nous en avons fatalement l'expérience par la conduite de notre population manufacturière, qui ne travaille pas, en moyenne, plus de quatre jours par semaine, à moins que les provisions ne soient très chères.

Mettez toutes les nécessités des pauvres sous une même dénomination. Par exemple, supposez que le boisseau de blé coûte 5 shillings et que le travailleur gagne 1 shilling par jour, il serait alors obligé de travailler 5 jours seulement par semaine.

Si le boisseau de blé ne coûtait que 4 shillings, il ne serait obligé de travailler que 4 jours ;

Mais comme les salaires dans ce royaume sont beaucoup plus élevés en proportion du prix des produits de première nécessité, l'employé qui travaille 4 jours, a un surplus d'argent pour vivre sans rien faire le reste de la semaine !

J'espère en avoir dit assez pour faire comprendre que le travail modéré de 6 jours par semaine n'est pas de l'esclavage. C'est ce que font nos travailleurs et, selon toute apparence, ils sont les plus heureux de tous nos travailleurs pauvres.

Mais notre population a adopté l'idée qu'en tant qu'Anglais, elle jouit d'un privilège de naissance, celui d'être plus libre et plus indépendante que dans n'importe quel pays d'Europe. Cette idée, dans la mesure où elle peut affecter la bravoure de nos troupes, peut être d'une certaine utilité ; mais moins les pauvres des manufactures en auront, mieux cela vaudra pour eux et pour l'État. Les travailleurs ne devraient jamais se croire indépendants de leurs supérieurs.

Il est extrêmement dangereux d'encourager les foules dans un État commerçant comme le nôtre, où, peut-être, sept parties sur huit de l'ensemble de la population sont des gens qui n'ont que peu ou pas de biens. Le remède ne sera pas parfait tant que les pauvres de nos manufactures ne seront pas satisfaits de travailler 6 jours pour la même

somme qu'ils gagnent aujourd'hui en 4 jours. »

Ce livre a été publié en Écosse en 1775.

Clairement, dans la vision d'une certaine élite, la taxation, la cherté de la vie et l'appauvrissement sont un moyen de contrôle sur la population. C'est pour cette raison, que les pays occidentaux mènent des politiques inflationnistes. Les politiques dites climatiques sont le Graal de ces politiques. En prélevant des taxes progressives sur le droit d'utiliser de l'énergie, on augmente le prix de revient et automatiquement le prix de vente de tous les produits et services. On étouffe la population puis, pour paraître gentil, on lâche un peu de subventions ciblées. En Suède, quand certains partis de droite ont commencé à critiquer les dérives climatiques, on les a accusés de vouloir priver la population de subventions ! Alors même que ces subventions ne sont que des miettes quand on les compare aux ponctions et prélèvements qui sont réalisés.

Au Royaume-Uni, l'État a demandé aux supermarchés de cesser de donner des sacs gratuitement, mais de les facturer. Au début, on les a offerts au prix symbolique de 5 centimes. D'ailleurs, on les appelait « 5p bags ». En quelques semaines, ils sont passés à 10, 20, 10 centimes, puis 1 livre, puis 1.20 livre...

Les supermarchés proposaient régulièrement des offres de type « *1 produit acheté, 1 produit offert* ». Exceptionnellement, on pouvait trouver « *1 produit acheté, 2 produits offerts* ». Le papa État, prétextant une lutte contre le gaspillage, a fait interdire ces offres. Les familles les plus modestes ne consommaient que les produits rendus accessibles par ces offres. Du jour au lendemain, elles devaient payer le double.

C'est vrai que les dirigeants sont sensibles au gaspillage de cette population d'enfants qui mordent dans plusieurs croissants et les laissent sécher sur la table de la cuisine. Chez eux, ils ont vu des bouteilles de champagne à 1500 euros ouvertes, mais jamais bues ou versées pour rire sur une prostituée qui fait un striptease au milieu du salon. Une fois qu'ils se réveillent le matin et trouvent les bouteilles à même le sol, le caviar du traiteur sur un lit de glaçons qui ont fondu et un homard que personne n'a touché, alors l'idée du gaspillage leur devient insupportable et n'ont de cesse que de pondre des lois pour empêcher que la populace ne fasse de même avec des saucisses, des tranches de dinde ou des boîtes de corned-beef.

Donc l'État va exiger des forces de l'argent de faire plus d'argent ! Il pond des lois pour les obliger à augmenter leurs marges. En réalité, l'État leur offre un prétexte ou un alibi pour qu'elles se lâchent sur le consommateur captif par des lois de planification du marché.

L'intérêt des forces de l'argent est évident : faire plus de marges et maximiser leur sacro-sainte Shareholder Value. Pour l'État, l'intérêt est d'obtenir une population asservie, docile, suppliant pour des aides, travaillant jour et nuit et n'ayant ni le temps ni l'énergie de penser à faire une révolution ; le crime parfait.

L'une des questions qu'on pose souvent aux MMTistes est au sujet de la justification

des impôts. Puisque l'État peut imprimer autant d'argent qu'il veut, pourquoi a-t-il besoin de ponctionner les revenus de la population ?

Eh bien, ils y voient plusieurs vertus. L'une d'elles est ce qu'ils appellent la coercition douce. On taxe pour changer les comportements, forcer des choix, rééduquer... L'État est ce papa omniscient, omnipotent et bienveillant qui contrôle nos choix dans son infinie sagesse. S'il veut qu'on boive moins de boissons sucrées, il les grève d'une taxe. On pourra toujours les boire comme avant, mais il faudra payer. Il peut changer nos habitudes de voyage en mettant des taxes confiscatoires sur les billets d'avion ou tout autre moyen de transport dont il veut restreindre l'usage. Il n'a plus besoin de faire passer une loi ou de créer des interdictions pénales. Il lui suffit de générer de l'inflation pour rendre l'accès plus difficile.

Les MMTistes nous expliquent que la taxation a un autre rôle : celui de réduire les inégalités en confisquant chez les classes privilégiées pour redistribuer aux pauvres. Ceci conduit à la destruction des classes moyennes partout en Occident. Ce plan est en marche. Par contre, l'argent ponctionné ne va pas directement aux pauvres comme le veut la théorie. On va le prélever et s'en servir pour lutter contre les *injustices*. Ce terme est si vague qu'il devient un chèque en blanc permettant de dépenser comme on veut dans des poursuites idéologiques et en enrichissant systématiquement l'hyperclasse.

Par exemple, on va lutter contre l'injustice climatique. Pour cela, on va construire des éoliennes partout en distribuant des subventions pour leur construction. Des milliardaires se font dans le vent.

La MMT prend surtout dans les pays qui ont le monopole de l'impression de leur monnaie. Nous parlons ici des USA, Royaume-Uni, Suisse, Canada, Australie, Japon... Les pays de l'Union européenne ne contrôlent plus directement leur monnaie. Par contre, ils peuvent utiliser l'emprunt sans limite. Dans la MMT, il n'y a quasiment pas de limite au déficit, à l'impression d'argent ou à la dette.

Aux USA, les prêts bancaires représentent 3% du passif des entreprises. En Europe, ils représentent 14% ! L'Amérique injecte de l'argent dans son économie alors que l'Europe se l'interdit. C'est pour cette raison que l'Europe est de moins en moins compétitive et en particulier sur les nouvelles technologies. Quand des ministères de pays européens cherchent un service cloud redondant, solide et ayant une large palette de services, ils ont le choix entre Amazon AWS, Microsoft Azure et Google Cloud. Point commun entre les trois : ils sont tous américains et n'ont pas d'équivalent en Europe. Il y a un équivalent en Chine, Alibaba Cloud, mais rien de similaire en Europe.

Les pays européens lorgnent aujourd'hui sur l'épargne de leurs citoyens par le mécanisme UMC (Union des Marchés de Capitaux) ; un nom bien vague comme on les aime. Bruno le Maire, le Mozart de l'économie française, a déclaré dans une vidéo coup de gueule qu'il y a 35'000 milliards d'euros qui dorment dans des comptes

épargne d'Européens et ils seraient mieux employés à financer l'intelligence artificielle et la transition climatique. Il veut « libérer » cette épargne. Comprenez la confisquer et l'offrir aux milliardaires qui viennent réclamer plus d'argent lors des conférences climatiques (COP). Il n'y a pas un seul politique qui parle de l'UMC et d'épargne qui ne mette pas Green Deal ou Climat dans la même phrase.

Cette épargne est la propriété privée des épargnants. C'est un argent qui été taxé de nombreuses fois avant que le reliquat ne finisse dans des comptes courants, des livrets A, des bas de laine ou des portemonnaies. Cet argent tombera sous le coup du « *vous ne posséderez rien* » promis par le Grand Reset.

Il faut s'attendre à une razzia sur les liquidités des Européens. Les mécanismes coercitifs sont en cours d'élaboration au moment où ce livre est mis sous presse. Il s'agira probablement de contraintes fiscales. Ou bien, si on pense à la monnaie digitale, on pourrait imaginer une transformation de l'épargne sous forme de monnaie digitale expirable qui forcerait le détenteur à la dépenser ou à payer un droit pour étendre la vie de son argent. C'est quelque chose à observer alors qu'on avance vers 2030.

En novembre 2020, Stéphanie Kelton a été invitée à parler au Forum Économique Mondial. Ce qu'ils ont retenu de son allocution est écrit en gras sur le site du WEF : « *Je pense que le secteur public est particulièrement bien placé pour prendre la tête du financement des investissements à grande échelle dans les technologies vertes* ». C'est de la musique pour leurs oreilles : on imprime, on endette, on saisit... et on verse tout cela sur les comptes des milliardaires du climat. Un hold-up planétaire est en cours de réalisation.

On pourrait se poser la question : mais à quoi serviront les milliards si la monnaie qui sort de la rotative ne vaut plus rien ?

Ils ne cherchent pas du tout à accumuler de l'argent. Dans leur stratégie, il n'est qu'un médiateur éphémère de transfert de richesses. Ils le transforment immédiatement en biens tangibles qu'ils amassent : or, terres, immobilier, art, entreprises, actions... De plus, ils utilisent ces biens comme collatéral ou garantie pour prendre des prêts.

Si la monnaie s'effondre, leurs prêts ne vaudront plus rien.

- *J'ai contracté un prêt de 50 millions. À l'époque, c'était quelque chose. Aujourd'hui, une baguette de pain vaut 100 millions. Donc mon prêt n'a plus que la valeur d'une demi-baguette.*

Par contre, l'effondrement de la monnaie ne va pas du tout affecter la valeur réelle des biens tangibles.

- *J'avais acheté cet hôtel particulier sur les hauteurs de Monaco pour 250 millions d'euros. Avec l'effondrement de la monnaie, des propriétés similaires partent pour 250 trilliards.*

Bill Gates possède près de 100'000 hectares de terres agricoles aux USA. Il

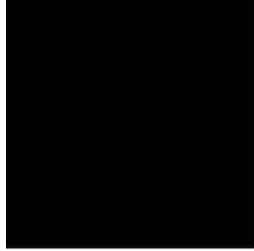
possède également un énorme portefeuille immobilier comportant des ranchs, des maisons avec plages privées, des chalets en montagne... Sa maison la plus chère se trouve dans l'État de Washington, près de Seattle, fait plus de 6100 mètres carrés de surface habitable et sa valeur est estimée à plus de 200 millions de dollars. Quand on rajoute les 4 jets privés, les hélicoptères, l'hydravion, les tableaux à plusieurs dizaines de millions pièce, un codex original de Léonard de Vinci, plus la vaisselle, on comprend que Bill Gates a une allergie à l'argent. Il ne veut pas le garder en main. S'il dit qu'il n'a pas 50 dollars en poche ou qu'il a fait vœu de pauvreté, il faut le croire.

Chez cette caste, le rapport à l'argent n'est pas le même que chez le grand public. Ils sont tout le temps en flux tendu. S'il a besoin d'acheter un jet privé, il met une toile aux enchères et la banque avance les fonds pour l'avion. Ils sont presque dans une logique de troc avec l'argent. Il ne surgit que très temporairement pour servir de support à des échanges avant de disparaître. C'est pour cette raison que sa valeur sur le long terme, c'est-à-dire l'inflation, n'a pas vraiment d'importance.

L'inflation touche de plein fouet ceux qui vivent de salaire en salaire. Elle touche la ménagère moyenne ou le père de famille qui doit garder des lunettes cassées, annuler le dentiste ou dégrader la qualité de son alimentation pour survivre. L'hyperclasse ne voit pas le monde de la même manière que la majorité des mortels et les contraintes économiques ne s'appliquent pas chez elle de la même manière. C'est pour cette raison que les ultrariches font la promotion de l'agenda du Grand Reset. Ils ont une menace existentielle, le climatisme, qui leur permet de s'ériger en défenseurs de l'humanité et de justifier un ton péremptoire. Le totalitarisme a toujours besoin de grandes causes sacrées : la religion, les principes glorieux de la révolution populaire, le prolétariat, la République, le califat, le trône divin, la Révolution verte, rouge, brune, orange... choisissez une couleur !

- On arrête les palabres. Nous avons un consensus total. Il est urgent d'agir. Nous devons aller de l'avant ! Nous avons 7 jours pour sauver le climat...

CHAPITRE



14

CONCLUSION ET NOTES DE L'AUTEUR



Le Grand Reset a besoin d'une aire de jeu à sa taille. Il ne peut pas survenir et se limiter dans un pays ou une région. Pour lui, c'est le monde - la planète entière - ou rien. Sauf que l'idée a du plomb dans l'aile. Le monde apparaît de plus en plus divisé et le spectre d'une troisième guerre mondiale n'a jamais été aussi proche.

Durant la guerre froide, il eut des moments de tension, mais, de part et d'autre, personne ne voulait entrer dans une guerre chaude qui ne laisserait que des ruines et des perdants. La dissuasion nucléaire se base sur une prémisse essentielle : les deux camps ont envie de vivre. Aujourd'hui, le danger vient d'un Occident qui a envie de mourir. Aucune dissuasion ne tient avec des suicidaires.

Mais cette division du monde, à condition qu'on n'en arrive pas à la bombe atomique, est bénéfique. La multipolarité, c'est forcément du plomb dans l'aile des mondialistes. Par contre, rien ne les empêchera de réaliser leurs plans sur des pays où ils ont des serviteurs zélés comme en France, Allemagne, Royaume-Uni, Canada et Australie.

Dans l'analyse des théories de Klaus Schwab et de son influence, il faut avoir l'esprit ouvert et tenir compte de toutes les options. L'une des hypothèses de travail de ce livre est la suivante : et si Schwab était le gentil dans l'affaire ! Ça peut paraître choquant, mais tout est relatif. Il faut comparer son discours aux autres propositions qui sont sur la table.

Pour les forces de l'argent, un Grand Reset est nécessaire et inévitable. Le temps de payer tous les abus et toutes les corruptions n'est pas loin. Si on ne fait rien et continue juste comme avant, on peut se retrouver avec un système qui s'effondre sur lui-même en causant une crise économique de dimensions bibliques.

En 1929, il eut un krach boursier à Wall Street. Le jeudi noir (24 octobre 1929) raya des grosses fortunes de la carte. Durant la crise, qui se propagea progressivement au reste du monde, le Dow Jones perdit 90% de sa valeur, 650 banques ont fait faillite et la richesse totale des USA baissa de 50%. La Grande Dépression s'étendit au reste de la planète durant les années trente. En Europe, on affichait facilement 20 à 30% de taux de chômage selon les pays et des millions de gens ne mangeaient plus à leur faim. Les rationnements, les bons de nourriture et les pénuries faisaient partie du quotidien. Les médicaments et beaucoup de produits de première nécessité se vendaient au marché noir.

Chaque jour était pire que le précédent et rien ne semblait mettre fin à cette crise. Et pourtant, la Grande Dépression va se terminer... en 1939.

En 1945, commence une période faste pour l'économie : les Trente Glorieuses. Le chômage disparaît, la croissance est retrouvée et la consommation des ménages est de retour.

Entre la Grande Dépression et les Trente Glorieuses, il n'y a qu'un seul événement : la Seconde Guerre mondiale. On a tué 85 millions de personnes pour faire un Reset de l'outil de production et recommencer à zéro.

Considérons ce texte écrit à Londres entre la fin 1847 et le début de 1848. A-t-il pris une ride ?

“Les industries n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus éloignées, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe.

À la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent de nouveaux besoins, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. À la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes se développe un trafic universel, une interdépendance des nations.

Et ce qui est vrai pour la production matérielle s'applique à la production intellectuelle. Les œuvres d'une nation deviennent la propriété commune de toutes les nations. L'étroitesse et l'exclusivisme deviennent de jour en jour plus impossibles à une nation ; et de toutes les littératures nationales et locales se forme une littérature universelle.

Le régime bourgeois de la propriété, tout cette société bourgeoise moderne, qui a fait surgir de si puissants moyens de production et d'échange, ressemble au magicien

qui ne sait plus dominer les puissances infernales qu'il a évoquées.

Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, mettent de plus en plus en question l'existence de la société bourgeoise.

Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives elles-mêmes.

Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé un paradoxe s'abat sur la société : l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement rejetée dans un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui coupe tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis.

Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elle dispose ne favorisent plus le développement de la propriété bourgeoise, au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui leur oppose de ce fait un obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales s'affranchissent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise.

Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées en son sein. Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. À quoi cela aboutit-il ? À préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir."

Ce passage vient du Manifeste du Parti communiste écrit par Karl Marx et Friedrich Engels. Il est important de préciser que Marx et Engels n'appellent pas à l'utilisation de ces méthodes et n'en faisaient pas l'apologie. Bien au contraire, ils font le constat historique et décortiquent le phénomène tout en le déplorant. Beaucoup de gens sont allergiques à Marx sans jamais l'avoir lu. Ils sont tout simplement sous l'influence du discours des classes dominantes qui ne souhaitent pas que les prolétaires aillent mettre le nez dans une littérature qui peut éveiller leur conscience sur les luttes en cours.

Dans les années 1800, les analyses de Marx sur la lutte des classes lui ont permis de prévoir les guerres qui allaient venir le siècle suivant. Ces guerres n'ont été que des crises formidables pour détruire les forces productives : les humains et leurs outils de travail. On rase tout, on tue des millions et on recommence.

Dans ce contexte, toutes les forces qui dominent le monde sont d'accord sur une chose : il faut un Grand Reset. Par contre, deux courants s'opposent actuellement sur la manière de le faire survenir.

Nous avons le camp traditionaliste qui veut utiliser les méthodes classiques et

éprouvées. Ce camp veut lancer une troisième guerre mondiale. Comme il faut à chaque fois des crises *plus formidables*, ce conflit sera potentiellement atomique. Il faut également diminuer les moyens qui permettent d'empêcher ce conflit. Ceci passe par une rhétorique belliciste distillée pendant des années dans les médias, mais aussi l'insertion de la guerre même dans les endroits qui étaient d'habitude épargnés. On va interdire les sportifs et les artistes russes, on va insulter une nation fière en réduisant son dirigeant au statut de criminel de droit commun recherché par INTERPOL, on saisit les biens sans aucun contexte légal et on en fait offrande à la partie adverse, on inclut rapidement des pays frontaliers dans l'OTAN... Le but de rompre - pour des générations - tout contact et toute confiance civilisationnelle. Avec ces attitudes, on est non seulement en train de lancer la troisième guerre mondiale, mais de paver le terrain pour la quatrième. Durant la guerre froide, il eut - de part et d'autre - des menaces, des coups fourrés, des mystifications et des crises, parfois très tendues. Mais il n'y a jamais eu de trahisons assumées, ni de volonté d'humilier ou de rabaisser. C'est pour cette raison qu'une fois la guerre froide terminée, il eut une détente et même un début d'amitié. Par contre, ce que nous vivons comme crise sera encore ressenti par les générations qui ne sont pas encore nées.

Dans ce camp, l'animateur principal est l'État profond américain. Tous les auteurs aboyeurs ne sont que des vassaux qui dansent à son rythme. Les USA sont le pays qui a le plus intérêt à lancer le Grand Reset. C'est un pays qui vit au-dessus de ses moyens depuis des décennies, mais il rentre dans une phase très dangereuse. Tout le modèle US se base sur le fait que le dollar est une monnaie de réserve internationale et un outil dans les échanges commerciaux dans le monde. Comme le bassin de dilution est grand, ceci leur permet d'imprimer de grandes quantités de dollars en causant une dévalorisation progressive, mais contrôlée. Depuis 1980, le dollar US a perdu 72% de sa valeur. Mais ce n'est pas tout... Ces dernières années, les gourous de la MMT ont pris le contrôle. Plus de 33% des dollars circulant dans le monde ont été créés par la Fed entre janvier 2020 et janvier 2024 ! La machine est en train de s'emballer. Les chiffres officiels de l'agrégat M1 de la Fed de Saint-Louis montrent que la courbe est verticale en 2020 puis forme un angle de 45 degrés jusqu'au milieu 2022. Certains médias tentent de *décoder* et de relativiser, mais il faut les ignorer. Ce qu'ils disent dans leur zèle servile est contraire aux données disponibles depuis les sources officielles. Comme à leur habitude, ces agences de la vérité suprême trompent leur public en jouant sur les mots avec une minutie talmudique. Par exemple, elles vont faire du sophisme autour de la définition du mot *imprimer*. Est-ce que la Fed *imprime* à la proverbiale rotative ? Eh bien, ce n'est pas toujours le cas. Le plus souvent, la Réserve Fédérale crée du dollar de manière purement électronique sans que cette création ne corresponde à un support physique comme des billets ou des pièces. Mais ceci ne change rien à la dévalorisation du dollar et aux mécanismes inflationnistes en jeu.

La dévalorisation du dollar est progressive tant qu'on peut le diluer sur un vaste

bassin économique. Du moment que la planète entière l'utilise, en a besoin et en est dépendante, la Fed peut continuer à en créer. En réalité, même le dollar du Zimbabwe aurait eu ses chances s'il avait été la monnaie de référence des échanges internationaux.

Dans ce contexte, l'establishment US a fait une erreur monumentale. Elle est inexplicable par les moyens techniques. Il reste peut-être la psychologie pour jeter une lumière sur tout cela. La moutarde du pouvoir, l'égo démesuré, ont dû leur monter à la tête. Ils ont politisé le dollar ! Les diplomates de l'époque de la guerre froide ont pris leur retraite. Ils parlaient des langues, voyageaient et connaissaient l'Histoire, les cultures et les sensibilités. Ils ont été remplacés par de jeunes loups déconnectés de la réalité et biberonnés aux PowerPoint et aux PDF.

Il ne leur était plus suffisant de faire de la monnaie US un instrument d'hégémonie économique, ils voulaient en plus l'utiliser pour tordre la main aux pays qui l'utilisent. A leurs yeux, utiliser le dollar, la monnaie hold-up, est un privilège.

Alors que l'existence même des États-Unis en tant que nation est pendue au fait qu'un maximum de pays adopte le dollar et les systèmes financiers qui lui sont rattachés, ils ont commencé à sanctionner, bloquer, geler, saisir, restreindre... se tirant une balle au pied en créant un sentiment d'insécurité autour de leur monnaie. À une époque où des millions de gens aspirent à des monnaies libres et décentralisées comme les cryptos, le contrat de soumission et d'obéissance que porte le billet vert n'est plus au goût du jour. La liste des pays et des organisations sous sanctions financières ou restrictions sous une forme ou une autre s'allonge régulièrement : Russie, Chine, Cuba, Iran, Yémen, Libye, Venezuela, Liban, Syrie, Hong Kong, Éthiopie, Congo, Somalie, Soudan, Irak, Biélorussie, Corée du Nord, Nicaragua, Afghanistan, Mali, Zimbabwe... Ceux qui n'y sont pas se demandent si leur tour ne viendra pas demain. Ils analysent leur posture financière, leur exposition au dollar et instruments sous influence US et prennent les devants, juste au cas où...

Aujourd'hui, le mouvement mondial de dédollarisation est entamé et rien ne pourra l'arrêter. On peut comprendre le ras-le-bol des acteurs économiques qui ne veulent plus une monnaie fondante et qui vient avec des contraintes qui portent atteinte à leur indépendance et à leur souveraineté.

Depuis 1999, la part du dollar dans les échanges entre les banques centrales a baissé de 70%. Du Brésil, à la Chine, à la Russie... de plus en plus d'échanges se font en monnaies autres que l'USD.

En mars 2023, les ministres des Finances des pays de l'ASEAN se sont réunis en Indonésie pour discuter de la sortie du dollar dans leurs échanges. Dans l'agenda, il y avait également la sortie de l'euro, du yen et de la livre sterling britannique. En effet, ça ne sert à rien de se débarrasser du dollar si c'est pour le remplacer par l'euro. L'Union européenne aurait pu offrir une terre de repli si elle n'était pas autre chose qu'un vassal US. C'est pour cette raison que les USA affirment un contrôle étroit sur l'UE. Il est

important pour eux que l'UE soit soumise à un risque géostratégique élevé également pour qu'elle ne devienne pas un lieu sûr pour les capitaux et les échanges.

Dans cette même réunion de l'ASEAN, on a discuté du remplacement des cartes Visa et Mastercard. Insistant sur le risque géostratégique qu'elles comportent, le président indonésien a demandé l'accélération de l'adoption de cartes locales qui ne dépendent pas des systèmes occidentaux.

Mondialement, le dollar ne représente plus que 58% des réserves de change mondiales. Il était à plus de 86% en 1971 juste avant que Nixon ne déclare que le standard or est aboli de manière unilatérale et que les USA ne vont plus honorer leur promesse de convertir les billets en or sur simple demande.

L'emballage idéologique, MMTiste et idéologique est en train de ruiner l'économie US. Les mauvaises nouvelles se succèdent et il faut trouver une solution : une guerre mondiale pour redonner des décennies glorieuses dans un nouveau monde régi par des machines qui travaillent pour le bien des heureux survivants.

Le WEF partage le constat, mais souhaite un Grand Reset sans guerre. Klaus Schwab glisse vers ses 90 ans. Il est né en 1938 en Allemagne nazie. Quand on lit ses livres, ses publications et on l'écoute parler, on se demande si, malgré l'horreur du Grand Reset qu'il propose calmement, ça ne serait pas lui le gentil.